

UN MONDE **TENSIONS**
SOUS

CONGRÈS DE L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE
6 et 7 septembre 2014

Dépôt légal – 4^e trimestre 2014
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Notre vive reconnaissance à Réjeanne Martin
pour sa précieuse collaboration à la révision
des textes.

Conception graphique : Fanie Clavette
fanie.clavette@gmail.com

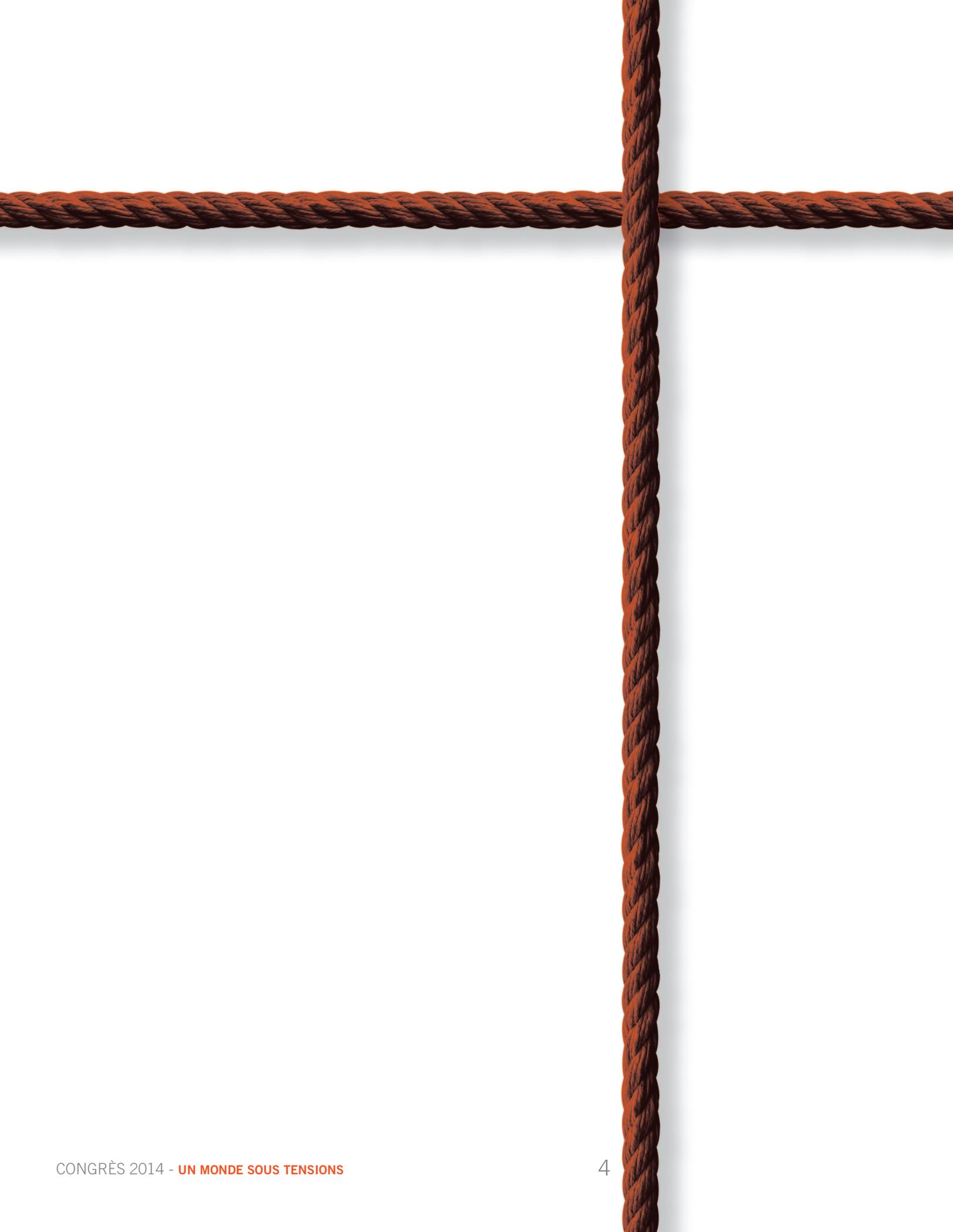
L'Entraide missionnaire
433, boul. Saint-Joseph Est
Montréal QC H2J 1J6

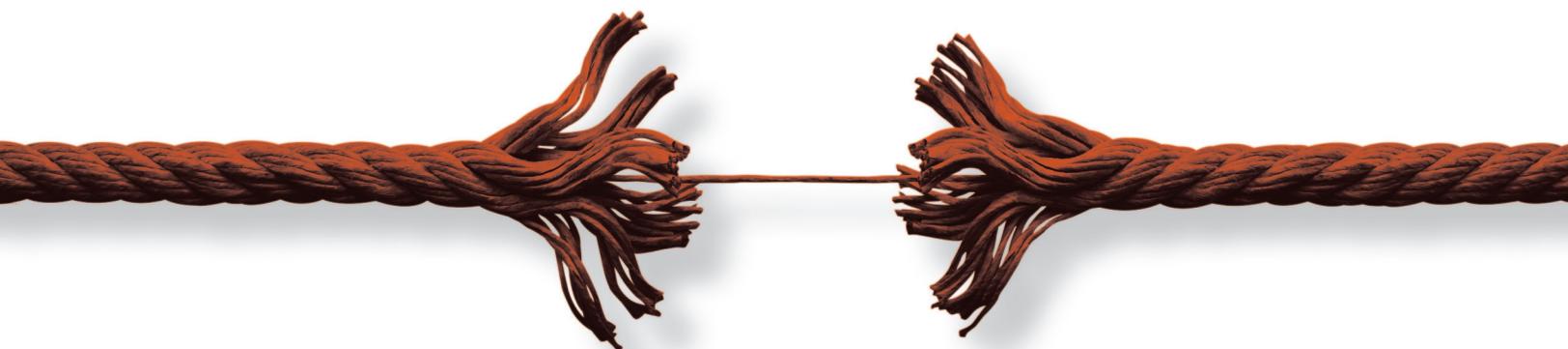
TABLE DES MATIÈRES

■ Ouverture du congrès	5
Suzanne Loiselle	
■ La sécurité mondiale en perte de repères	9
Anne-Cécile Robert	
■ Révoltes au Proche-Orient : où en est-on ?	25
Rachad Antonius	
■ Décryptage des crises en République centrafricaine	37
Arsène Brice Bado	
■ Documentaire	
<i>Paroles de conflits</i>	48
■ <i>Pour nourrir notre engagement : la parabole du bambou</i>	49
■ Pour une spiritualité engagée en temps de guerre	51
Lauren Michelle Lévesque	
■ Bibliographie	65

CONGRÈS
DE L'ENTRAIDE
MISSIONNAIRE

6 et 7 septembre 2014





OUVERTURE DU CONGRÈS

PAR
**SUZANNE
LOISELLE**
DIRECTRICE

Bonjour à chacune et à chacun,

Au nom de l'équipe, je vous souhaite la bienvenue à ce nouveau rendez-vous annuel ! Merci pour votre présence fidèle et stimulante ! Merci spécial aux personnes qui se joignent à nous pour la première fois.

Le congrès 2014 s'ouvre alors que les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale font la manchette, tant au Canada qu'en Europe. Débutée à l'été 1914, cette guerre devait mettre fin à toutes les guerres. Pourtant, d'aucuns n'ont eu la candeur de croire qu'il n'y aurait plus de guerres ! Depuis le carnage effroyable de cette guerre qui a duré quatre ans, les guerres ont continué de plus belle jusqu'à aujourd'hui. Cent ans plus tard, le constat est clair : la conjoncture internationale est gravement troublée et la liste des zones de guerre ne cesse de s'allonger : Afghanistan, Irak, Syrie, Ukraine, Soudan du Sud, République centrafricaine, Gaza, et plus encore...

À l'évidence, les guerres ont beaucoup changé en un siècle. Selon Samir Saul, professeur d'histoire à l'Université de Montréal,

(...) la guerre a un nouveau gabarit... Autrefois, les États se déclaraient la guerre et leurs armées s'affrontaient officiellement et ouvertement. Aujourd'hui, la guerre est permanente et des combattants de l'ombre baroudent secrètement à l'échelle de la planète. Jusqu'à récemment, on avait des conflits armés aux prises des États, avec pour objectif d'imposer sa volonté au pays vaincu. Aujourd'hui, (...) on a des entreprises de déstabilisation visant à miner des États et à renverser des régimes. (...) Plusieurs guerres actuelles sont des opérations de promotion du chaos, basées sur l'espoir qu'il restera circonscrit et n'atteindra pas les commanditaires du chaos. (...) Politique par

essence, la guerre l'est aujourd'hui plus que jamais. Cependant, la distinction entre dimension militaire et dimension politique (...) s'estompe au profit d'une grande opacité. Qui fait quoi, aux ordres de qui, commandité par quelle entité de façade, financé par quelle tierce partie, armé par quel auxiliaire? La guerre classique éclatait, la guerre contemporaine s'insinue. (De 1914 à 2014 – De la guerre détonante à la guerre rampante – Samir Saul, Le Devoir, 11 juillet 2014)

Cette *guerre contemporaine s'insinue* aussi dans la politique étrangère du gouvernement Harper. Ce n'est un secret pour personne que ce gouvernement accorde une place prépondérante à la guerre, ne ratant jamais une occasion de glorifier l'armée canadienne et ses faits d'armes. L'importance du financement des commémorations de la participation canadienne à différentes guerres, l'intensification actuelle du recrutement militaire au pays, l'omniprésence de l'armée canadienne dans des événements publics, qu'ils soient sportifs ou culturels, sont autant de manifestations du virage militariste de la politique canadienne en matière internationale.

La participation du Canada à la guerre en Afghanistan, son appui logistique aux interventions militaires en Libye et maintenant en Ukraine, son appui inconditionnel à Israël dans sa guerre menée contre Gaza, en font un joueur de plus en plus belliqueux sur la scène internationale. Pire, utilisant le recours à la force et s'ingérant dans les affaires intérieures des États, le Canada contrevient à l'article 2 de la Charte de l'ONU et se comporte comme un membre délinquant de l'ONU dont le premier but est *de maintenir la paix et la sécurité internationales* (article 1). Après avoir été engagé pendant de nombreuses années dans les missions de paix onusiennes, pas étonnant que la crédibilité du Canada en prenne un coup!

L'heure est venue de renverser la vapeur... Comme le rappelait le président de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC), Mgr Paul-André Durocher, dans sa lettre publiée le 1^{er} août à l'occasion du 100^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale, *il ne faut jamais louer, honorer ou célébrer la guerre* et le Canada *devrait maintenir et relever* son rôle dans les missions de sauvetage et de maintien de la paix. Interpellation judicieuse, s'il en est! Alors qu'il y a 20 ans, le Canada fournissait plus de 2 700 personnes aux opérations onusiennes de maintien de la paix, ce qui mettait le Canada dans le peloton de tête des pays contributeurs, le nombre de personnes affectées aujourd'hui à ces missions frôle plutôt les 120, reléguant le Canada au 62^e rang parmi les 123 pays contributeurs. Par ailleurs, dans le contexte politique canadien actuel, alors que le gouvernement conservateur est plus proche de l'OTAN que de l'ONU, accroître le rôle du Canada dans les missions de paix s'avère maintenant une mission quasi impossible... La nouvelle version de la stratégie canadienne de la défense, en attente au Conseil des ministres depuis près d'un an, risque malheureusement de le confirmer.

Conscients de plus en plus de l'horreur des guerres et du mépris de plus en plus affiché par leurs gouvernements pour le droit et les institutions internationales, des citoyennes et citoyens de par le monde expriment haut et fort leur opposition aux guerres et leur volonté de vivre en paix. Le premier Forum social mondial (FSM) thématique pour la paix et la sécurité humaine tenu en juin dernier à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) en est un exemple éloquent. Se déroulant loin des festivités officielles du centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, ce Forum organisé sous la responsabilité du Réseau pour la paix de Bosnie-Herzégovine regroupant

plusieurs dizaines d'associations du pays, a attiré 2 500 personnes d'une soixantaine de nationalités. La volonté d'en finir avec le militarisme et la course aux armements a été affirmée tout au long de ce Forum et d'une façon particulièrement convaincante par Mairead Maguire, ex-présidente de l'Irlande et récipiendaire du prix Nobel de la paix en 1976. Aussi bien lors de la cérémonie d'ouverture du Forum qu'à la table-ronde sur le militarisme, elle a vivement appelé à la dissolution de l'OTAN, à l'abolition du militarisme, à la réforme et au renforcement de l'ONU.

Nous voulons un autre monde dans lequel l'humanité croit que le désarmement et la paix sont possibles... qu'une vision commune d'un monde sans armes, sans militarisme et sans guerres, est indispensable... Il ne peut y avoir de changement réel sans rejet total du militarisme. Si notre rêve commun est un monde sans armes, ni militarisme, pourquoi ne le disons-nous pas? Pourquoi notre silence? Cela fera un monde de différences si nous refusons d'être ambivalents au sujet de la violence du militarisme...

Lors de sa dernière intervention, elle lançait ce vibrant appel: *Faisons que Sarajevo, lieu où la paix s'est terminée, soit le lieu des débuts audacieux de l'appel universel pour la paix à travers l'abolition globale du militarisme.*

Depuis le Forum de Sarajevo, de multiples mobilisations anti-guerre ont eu lieu au plan international. D'abord, celles tenues dans de nombreuses villes de par le monde en soutien à la population de Gaza agressée par Israël pendant 50 longs jours entre le 13 juillet et le 24 août dernier. Aussi, à l'occasion de la tenue du Sommet de l'Otan, des milliers de militants et militantes anti-guerre et pacifistes participaient, du 30 août au 5 septembre, à un contre-sommet pour protester contre la politique d'expansion militaire de cette Alliance, pour dénoncer les sommes colossales consacrées à la protection des pays membres de l'OTAN et pour exiger de ceux-ci leur retrait de l'OTAN. Sans surprise, nos médias n'en ont dit mot!

Face à un monde de plus en plus sous haute tension, la mobilisation pour la paix tente de se faire entendre un peu partout sur la planète. Le présent congrès nous invite à y réfléchir et à en débattre. D'entrée de jeu ce matin, Anne-Cécile Robert nous présentera les mutations importantes dans les relations internationales d'aujourd'hui, faire la guerre étant devenu un moyen de faire de la politique. À l'analyse des récents conflits dans le monde, on s'interrogera sur ce que sont devenus les instruments et les mécanismes établis par l'ONU pour « sauvegarder la paix et maintenir la sécurité ». Faut-il s'en étonner, ces mécanismes sont de plus en plus ignorés par les pays membres du Conseil de sécurité.

En après-midi, deux zones chaudes retiendront notre attention. D'abord, Rachad Antonius brossera un tableau des principales révoltes qui secouent le Proche-Orient depuis le *printemps arabe*. Que sont devenues ces révoltes aujourd'hui? Qu'advient-il des revendications des populations? Sa présentation tentera d'en faire un bilan et d'esquisser quelques perspectives d'avenir pour la région.

Quant à Arsène Brice Bado, il nous entretiendra du conflit sévissant actuellement en République centrafricaine. Comment comprendre ce conflit? Quelles en sont les principales composantes: rébellions actuelles, faiblesse ou absence de l'État, ingérence étrangère, rivalités pour les ressources du pays, pauvreté de la population? Dans un tel contexte, des voies de sortie de crise sont-elles encore possibles?

En fin d'après-midi, nous visionnerons le documentaire *Paroles de conflits* du réalisateur Raphaël Beaugrand. Avec lui, à vélo, de Srebrenica à Hiroshima, nous roulerons sur les routes de pays en conflits à la rencontre de populations gravement affectées par des combats armés, des répressions féroces, des affrontements ethniques, des violences politiques ou militaires.

Dans la matinée de dimanche, Lauren Michelle Lévesque nous proposera d'imaginer une spiritualité engagée en temps de guerre qui puise son sens dans les transformations sociales et politiques et s'en nourrit. Pour contrer les logiques guerrières et donner une chance à la paix, le recours à des moyens inédits et à de nouvelles formes d'action, telle la création artistique, devient incontournable. Tout un enjeu pour notre mission d'aujourd'hui.

Pour terminer, j'aimerais vous présenter les artisanes et les artisans de ce congrès :

- l'équipe de L'EMI : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas, équipe bien secondée par Jeannette Thiffault à l'administration ;
- les conférencières et conférenciers invités : Anne-Cécile Robert, Lauren Michelle Lévesque, Rachad Antonius et Arsène Brice Bado ;
- l'animatrice du congrès, Maguy Métellus ;
- la responsable du moment d'intériorité, Renaude Grégoire et son équipe ;
- Fanie Clavette, graphiste, pour le design des outils de communication ;
- l'équipe de bénévoles à l'accueil et aux kiosques de solidarité ;
- Jeanne Lemire et le personnel de la Librairie Paulines ;
- chacune et chacun de vous pour votre présence.

Soyez toutes et tous remerciés.

C'est aussi grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, de Développement et Paix, de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et de vous toutes et tous que la tenue de ce congrès a été rendue possible. À vous toutes et tous, nous vous redisons notre vive reconnaissance.

Le congrès 2014 est maintenant ouvert ! Je vous le souhaite enrichissant et convivial !

LA SÉCURITÉ MONDIALE EN PERTE DE REPÈRES

LA SÉCURITÉ MONDIALE
EN PERTE DE REPÈRES
Anne-Cécile Robert

ANNE-CÉCILE ROBERT, docteure en droit européen. Professeure associée à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8, elle s'intéresse particulièrement aux systèmes politiques et institutionnels et à la démocratie, ses limites et ses fonctionnements. Elle est rédactrice, responsable des éditions internationales et du développement du *Monde diplomatique* ainsi que des pages *Afrique* de ce mensuel. Elle est également membre du conseil scientifique de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC).

Je remercie du fond du cœur L'Entraide missionnaire de me donner l'occasion de vous communiquer quelques réflexions et d'échanger sur ces sujets passionnants, mais si difficiles que sont les questions de la guerre et de la paix. C'est toujours intéressant de pouvoir les partager avec un public impliqué concrètement qui souhaite construire quelque chose de différent. Dans notre monde, les lieux où l'on parle pour ne rien dire se multiplient et il est assez exceptionnel de trouver des endroits où l'on peut parler librement et échanger. Merci du fond du cœur.

Je salue la présence, dans la salle, des amis du *Monde diplomatique* qui nous font l'amitié de participer à ce congrès dont, je crois, ils sont des habitués. On est vraiment en famille.

On m'a confié le thème : la sécurité mondiale en perte de repères. Comme on le dit parfois dans les journaux et les émissions télévisées, attention aux âmes sensibles ! Certaines images peuvent heurter. En effet, une partie du constat concernant notre planète est assez angoissante, mais j'ai la faiblesse de penser que la période actuelle, quoiqu'alarmante, annonce une mutation et, comme toutes les périodes de mutation, elle porte en elle une multitude de possibilités, de nouvelles opportunités.

Au-delà de l'anxiété ressentie face à l'évolution du monde avec ses guerres et ses tensions, se crée la possibilité d'autres voies pour nous, les citoyens. Un monde en changement signifie que des portes s'ouvrent. À nous de nous engager tous ensemble dans la brèche pour que les mutations de ce monde tournent dans le bon sens et nous mènent vers un monde meilleur. Un monde en mutation

En premier lieu, un constat maintenant évident : notre monde est en mutation. La période de la guerre froide durant laquelle se sont affrontés de manière absurde les blocs de l'Est et de l'Ouest, est bel et bien terminée. Et après l'effondrement de l'Union soviétique qui s'en est suivi, nous sommes entrés dans une phase dite unipolaire où les États-Unis dominent la planète. Aujourd'hui, force est de constater que cette phase est en voie d'être dépassée. Les analystes évoquent maintenant l'émergence d'un monde multipolaire ou même apolaire, c'est-à-dire à plusieurs pôles ou sans aucun pôle. De toute façon, cette période de domination américaine tire à sa fin. Cela ne signifie aucunement que les États-Unis ne dominent plus; ils restent la puissance dominante, mais elle s'affaiblit sous nos yeux. Vous aurez remarqué, par exemple, que les échanges de paix lors de la dernière crise de Gaza ont été réalisés en Égypte sans les États-Unis. Normalement, c'est une région du monde où les États-Unis sont extrêmement présents. Pour la première fois peut-être depuis la Deuxième Guerre mondiale, ils ont été exclus d'un processus de paix et, si j'ai bien compris, à la demande d'Israël de les exclure.

Les États-Unis

Les États-Unis sont affaiblis parce qu'ils se sont discrédités avec la guerre d'Irak, une des guerres les plus stupides du monde. Barack Obama, quand il était sénateur de l'Illinois, avait déclaré réprouber cette décision non seulement parce qu'elle jetait le pays dans une guerre, mais parce que cette guerre était bête. Et bête elle l'était ! Elle a ramené à l'âge de pierre un pays devenu moderne, dirigé par un dictateur certes, mais quand même structuré, organisé, et tous les indices étaient réunis pour prévoir que l'attaque et la destruction de l'Irak conduiraient au chaos comme cela n'a pas manqué de se produire.

J'insiste sur la stupidité de cette guerre parce qu'un peu plus loin, j'aborderai avec vous ce que j'appelle une crise de civilisation. D'après moi, dans l'esprit des gens qui dirigent la planète, il se produit véritablement un chamboulement des valeurs extrêmement préoccupant qui malheureusement avantage grandement la bêtise sur l'intelligence. Il faudra aborder cette question tout en sachant que je suis un optimiste. Je pense que l'intelligence, comme toujours, finira par l'emporter après une bataille acharnée que nous mènerons, bien sûr, tous ensemble.

Nous assistons donc à un affaiblissement des États-Unis assez net. Le philosophe français, Jean Baudrillard, avait écrit après le 11 septembre 2001, que si les États-Unis pouvaient effectivement se venger de l'attaque qu'ils avaient subie, ils ne pourraient jamais se remettre du symbole que représentait la destruction des tours du World Trade Center, résultat d'une agression sur leur propre territoire, avec des moyens assez communs. Et Baudrillard de dire que les États-Unis pourront riposter comme ils le voudront, détruire, mener la guerre sur place, mais que de toute façon, ils ne pourront se remettre du symbole construit par cet acte de destruction, ni inventer un contre-symbole aussi fort que ces avions qui, en plein cœur d'une des plus belles villes des États-Unis et d'un centre d'affaires, d'un centre de pouvoir, détruisent cet immense édifice et tuent des gens.

Une situation d'entre-deux

J'aime bien la formule qui affirme que les États-Unis sont trop faibles pour imposer leur point de vue et en même temps trop forts pour composer. Ils sont dans un entre-deux : ils ont envie d'imposer leur pouvoir, mais en même temps n'en ont plus autant les moyens. Une situation perceptible dans le flottement de leurs décisions et incarnée par le président Barack Obama et sa diplomatie à la fois va-t-en guerre et timide, ce qui énerve beaucoup les Républicains. Ce qui n'est pas sans nous déplaire, car on aime bien quand les Républicains sont titillés.

La Russie

Parmi les éléments de la nouvelle géopolitique, il faut souligner le retour de la Russie. Après la chute de l'Union soviétique, la Russie a disparu des écrans radars avec à sa tête des personnages aussi reluisants que Boris Eltsine, ivre du matin au soir. La Russie a été pour ainsi dire inexistante pendant des années, ce qui a permis aux Occidentaux de marquer des points. Et cela explique l'attitude de Vladimir Poutine. Ce n'est pas quelqu'un que j'apprécie particulièrement, mais il surgit après une période de grande humiliation pour son pays. Face à ses ennemis, la sagesse recommande de ne jamais les humilier. C'est pourtant ce qu'a fait l'Occident pendant des années, humilier la Russie. Prenons la crise en Ukraine : on est quand même allé narguer la Russie sous ses fenêtres d'une manière assez stupide même si, encore une fois, je condamne totalement le régime de Vladimir Poutine. Mais il était particulièrement bête d'aller défier les Russes à leurs portes, puis de s'étonner qu'ils s'énervent. Si les Russes agissaient de la sorte envers l'Occident, celui-ci réagirait de la même manière. La Russie est donc de retour. Il faut dorénavant compter avec elle. Par exemple, elle a joué un rôle très important dans l'évolution de la situation en Syrie ; alors que les puissances occidentales étaient prêtes à bombarder Damas, une solution de paix a été trouvée grâce à la médiation de la Russie. J'y reviendrai parce qu'une solution de paix qui maintient au pouvoir Bachar el-Assad n'est pas forcément très satisfaisante. Retenons pour l'instant que la Russie est de retour parmi les pouvoirs influents du monde.

La Chine

Également, des pays comme la Chine et plus généralement ceux qu'on appelle les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) affirment de plus en plus leur volonté de puissance et veulent jouer un rôle plus important sur la scène internationale. Sans être bien structurés pour le moment, ils se serrent les coudes et agissent de manière empirique, pragmatique. Même sans siège social avec institution et personnel, les BRICS forment une coalition qui se manifeste de plus en plus et entreprend de se structurer. On a vu, cet été, la création d'une Banque des BRICS et également le souhait de l'Afrique du Sud d'une monnaie commune pour ses membres. Pour sûr, Washington doit certainement commencer à paniquer parce que la suprématie du dollar est un outil extrêmement important de la domination américaine. Ce qu'on pourrait appeler le privilège indu du dollar est un élément important pour les États-Unis. De son côté, la Chine a conclu discrètement un accord avec l'Angleterre pour la convertibilité directe entre le yen et la livre anglaise, tout ça discrètement. Les Chinois font moins de bruit que Vladimir Poutine, mais ils

avancent leurs pions. Quelles sont les intentions de la Chine? Difficile à dire. Pour l'instant, elle pense « affaires », se positionne pour trouver des matières premières, étendre ses marchés. Malgré sa discrétion, elle est devenue une puissance avec laquelle il faut compter, comme avec les BRICS.

Dans son attaque contre les institutions financières internationales qui l'ont mise sur la paille, l'Argentine, quasiment en banqueroute, est aujourd'hui soutenue par tous les pays du BRICS. C'est à souligner: l'Argentine en conflit avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international reçoit le soutien diplomatique de tous les pays du BRICS. Une brèche a été ouverte où l'affirmation d'autres puissances sur la planète est devenue possible, un pas très positif selon moi. D'une manière générale, la sécurité est mieux protégée avec plusieurs interlocuteurs qu'avec un seul. Le fait qu'il y ait des puissances qui se manifestent autour des États-Unis et peut-être pour leur faire concurrence, me semble une bonne nouvelle.

L'Union européenne

Cela est d'autant plus significatif que l'Union européenne, qui pourrait constituer une réelle puissance diplomatique, est pour l'instant inexistante. Elle se manifeste surtout pour suivre les décisions des États-Unis sans diplomatie autonome. D'ailleurs pendant longtemps le responsable de cette diplomatie était l'ancien Secrétaire général de l'Alliance Atlantique, Javier Solana. On ne pouvait choisir mieux comme symbole de soumission à Washington !

Ensuite, Catherine Ashton, une Anglaise, s'est fait remarquer par l'ennui profond qu'elle manifestait lors des conférences internationales et par le fait d'éteindre son téléphone portable à 18h alors qu'elle rentrait chez elle et ne voyait pas l'intérêt d'être dérangée la nuit advenant une crise quelque part. D'ailleurs, s'il survenait un problème, elle téléphonait presque tout de suite à la Maison blanche pour connaître la conduite à suivre. Le 30 août dernier, on a nommé l'Italienne Federica Mogherini pour la remplacer. L'Italie est aussi membre de l'OTAN et c'est l'un des pays qui défend le plus fermement l'Alliance Atlantique dans l'Union européenne.

Pour l'instant, l'Union européenne n'a pas réellement de diplomatie autonome. Elle applique celle de l'Alliance Atlantique – donc de Washington – et cette situation constitue un des problèmes de l'Europe. Une seule puissance peut mettre tout le monde d'accord : les États-Unis. Les Européens sont divisés sur à peu près toutes les problématiques et Barack Obama est la seule personne capable de les mettre d'accord. L'idée que l'Europe puisse jouer un rôle pour défendre autre chose que les valeurs atlantistes reste, pour l'instant, une vue de l'esprit. Par exemple, en Ukraine, l'Union européenne applique la politique américaine. Cette politique est hostile à la Russie et reprend ce qu'on appelait, dans les années '70, *l'endiguement*, c'est-à-dire la stratégie adoptée par les États-Unis pour repousser la Russie le plus loin possible vers l'Asie. Les Européens adoptent cette stratégie alors qu'au contraire l'Europe aurait besoin d'un accord avec la Russie. Si les Européens réagissaient en étant conscients de leurs intérêts continentaux, ils chercheraient un accord avec la Russie car, quoi que l'on fasse, la Russie est en Europe. Elle est là, une puissance



européenne depuis des siècles. Partiellement en Asie, mais également en plein cœur de l'Europe. Un accord doit nécessairement être trouvé avec la Russie. Il n'est évidemment pas question de tout céder, mais les Russes sont nos voisins. Comme l'Europe n'a pas conscience de ses intérêts, elle suit la politique de Washington au risque d'un conflit très grave sur son propre sol. Si une guerre éclate, ce sera assurément en Europe, non aux États-Unis.

L'Union européenne n'est plus capable de défendre ce qu'on appelait la troisième voie. C'était l'ambition du Général De Gaulle dans les années '60 et il s'était rallié au projet d'union européenne avec l'espoir que cette Europe constituerait une troisième voie entre la Russie et les États-Unis. Malheureusement, ce ne fut pas le cas même si ce projet aurait pu se réaliser. On n'a qu'à se souvenir, durant les années '70, de la politique européenne de développement avec les pays d'Afrique, politique qui comportait des éléments vraiment très intéressants. Mais depuis quelques années, l'Europe s'est convertie à l'ultralibéralisme. En Afrique, on ne fait plus de développement, on fait des « affaires » et, par l'intermédiaire d'accords de partenariat économiques, on oblige les pays africains à privatiser leurs grandes entreprises, à ouvrir leurs frontières et à se soumettre à l'ultralibéralisme.

La crise de la mondialisation économique

L'affaiblissement des États-Unis et l'affirmation d'autres puissances comme la Chine et les pays du BRICS, indiquent un grand tournant dans les rapports mondiaux. Mais ce n'en sont pas les seules caractéristiques de l'époque. Il faut inclure dans notre réflexion ce que j'appelle la crise de la mondialisation économique. Il est bon de se rappeler la mondialisation triomphante des années '80, que certains, comme l'économiste français Alain Minc, qualifiaient même de mondialisation heureuse. Fallait-il être vraiment bête pour affirmer de telles inepties ! On nous expliquait alors que la mondialisation était le *nec plus ultra*, qu'on était dans un village planétaire, qu'on allait tous vivre une grande période de prospérité : un univers de Bisounours ou de Disneyland !

Comme prévu le constat aujourd'hui est moins rose : l'ultralibéralisme produit surtout des inégalités. D'après les chiffres des Nations Unies elles-mêmes, jamais n'a-t-on produit autant de richesses, mais aussi jamais n'y a-t-il eu autant d'écart entre les riches et les pauvres. La mondialisation libérale est un échec. D'ailleurs, les dernières négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont été des échecs. Un accord n'a pu être conclu parce que le problème du partage des fruits de la richesse n'a pu être réglé. Notons-le, ce sont les BRICS qui ont fait échouer les dernières négociations.

Par rapport à la thématique de ce Congrès, on constate que l'extension sans frein du libre-échange est un facteur de guerre. Contrairement à ce qu'affirmait Montesquieu dans cette phrase inoubliable : *Là où il y a commerce, il y a des mœurs douces* – je ne sais pas où il avait vu jouer cette réflexion – mais le commerce, c'est plutôt la guerre. La guerre par d'autres moyens comme on le voit notamment en Afrique, où la compétition pour accéder aux matières premières conduit à des conflits qui font des millions de morts. Vous, au Canada, êtes bien placés pour le savoir parce que de nombreuses compagnies minières canadiennes y sont impliquées, notamment en République démocratique du Congo. L'extension sans frein du libre-échange, sans la moindre préoccupation de justice sociale, conduit à la guerre. L'Afrique en est un exemple, mais pas seulement sur ce continent.

Aujourd'hui, on feint de s'étonner des conflits qui ravagent les pays du Sahel. Mais si avec l'imposition de mesures néolibérales, on n'avait pas détruit des États, si on n'avait pas plongé des populations entières dans la misère, ces dernières ne se seraient peut-être pas jetées dans les bras de la lutte armée, voire dans les bras de certains extrémistes religieux pour essayer de s'en sortir. Quand on plonge des gens dans le désespoir, il ne faut pas s'étonner qu'ils commettent des actes désespérés. Sorte d'inconséquence de notre part. Nous vivons une période de mutation extrêmement importante avec passablement d'incertitudes. C'est aussi cette problématique que je voudrais aborder avec vous.

Une crise de civilisation

Une des caractéristiques de cette période consiste en – ce que je n'hésite pas à appeler – une crise de civilisation, un renversement des valeurs qui se révèle particulièrement dans le discours et les décisions traitant de la guerre et de la paix. Alors que le monde voit augmenter les tensions et les conflits armés, une partie de ses dirigeants légitime la guerre et la présente comme normale, totalement à rebours de ce qu'est censée être la civilisation. Comme on le rappelait, la Charte des Nations Unies adoptée en 1946 promet l'éradication du *fléau de la guerre* – ce sont ses mots exacts, le *fléau de la guerre* – et interdit la guerre. Non seulement la guerre est interdite, mais d'une manière générale, le recours à la force quel qu'il soit y est prohibé. À la place du recours à la force, tous les moyens de règlements pacifiques des différends sont privilégiés.

Aujourd'hui, nos dirigeants préfèrent brandir le chapitre 7 – le fameux chapitre 7 de la Charte des Nations Unies – qui autorise le recours à la guerre, en oubliant celui qui le précède le chapitre 6, qui traite du règlement pacifique des différends. La guerre devient la première option. Pensons à la guerre contre l'Irak lancée par George W. Bush alors président des États-Unis qui, lui, a utilisé le mensonge au sujet des armes de destruction massive, jamais prouvées, pour la justifier. À ce sujet, un court commentaire : dans cette guerre, un très mauvais message a été envoyé parce que Saddam Hussein, une canaille certes, mais qui se pliait aux programmes de désarmement des Nations Unies en supprimant les armes de destructions massives, s'est fait bombarder et a été tué. Pour sa part, les dirigeants de la Corée du Nord, qui refusent toujours de désarmer, sont toujours en place. Quel message la communauté internationale – on devrait plutôt dire une société internationale traversée de tensions – veut-elle vraiment envoyer ? La guerre est devenue un moyen légitime, dût-on la justifier par le mensonge et une forme de cynisme. Autre exemple : récemment, la France est intervenue au Mali pour chasser les soi-disant islamistes. Mais il faut savoir que c'est la France qui a rédigé l'appel au secours du Président malien. François Hollande a fait semblant de recevoir une lettre arrivée par coursier depuis Bamako, mais cette lettre avait été rédigée par le ministère des Affaires étrangères français pour avoir un semblant de légalité internationale. Ce n'est qu'après que l'ONU fut appelée pour mettre un peu de légalité dans ces démêlés. Donc, tous les moyens sont bons, y compris le mensonge. Dans le cas de la Libye, la France a mené avec l'Alliance Atlantique une opération militaire contre le régime du colonel Kadhafi. Pour imposer cette guerre, on a écarté volontairement une mission de médiation de l'Union africaine. Cette dernière avait commencé un processus de médiation avec Kadhafi qui, prenant peur à ce moment-là, était prêt à chercher une solution négociée. Mais Paris a écarté cette initiative de manière

extrêmement brutale et arrogante. On peut imaginer le président Sarkozy téléphonant à Ban Ki-moon pour lui dire : « Écoute Ban, on va faire la guerre. Si tu veux bien appeler les Africains pour leur dire de se calmer (je caricature à peine) et que la guerre commence ». Dans ce cas l'ONU a été complètement instrumentalisée. La guerre a été un choix délibéré. Pourtant, une solution pacifique était possible. Et aujourd'hui, le journal *Le Monde* s'excuse d'avoir soutenu la guerre en Libye en constatant le chaos qui en est résulté. L'intervention militaire a été préférée à une option pacifique au détriment de solutions à long terme; on a préféré utiliser la force au lieu d'essayer d'anticiper. Ce qu'on appelle la sécurité collective est complètement oubliée. Normalement, les puissances internationales et l'ONU doivent travailler à la sécurité collective, c'est-à-dire s'entendre pour maintenir la paix et, pour éviter la guerre, trouver des solutions de médiation.

On doit s'en rendre compte: aujourd'hui, on préfère faire la guerre quitte à manipuler le droit international. Je réfère ici au fameux droit d'ingérence inventé il y a quelques années. Normalement, la Charte des Nations Unies interdit l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays. Certes, cette interdiction a permis à des dictateurs de se maintenir en place, mais il est bon de rappeler que ce précepte a été une victoire des peuples colonisés. Au XIX^e siècle, l'ingérence était l'argument des puissances coloniales pour justifier une intervention après avoir trouvé quelque part un problème humanitaire. C'est ce qu'on appelait des *interventions d'humanité*. Des populations en danger étaient identifiées, ce qui justifiait des interventions militaires, notamment dans les pays colonisés. C'est la raison pour laquelle la Charte de l'ONU a interdit l'ingérence; dans les faits, c'était un outil des grandes puissances, les seules qui pouvaient exercer ce droit. À l'évidence, ce ne sont ni la République centrafricaine ni le Burkina Faso qui pourront exercer ce devoir pour aller combattre un régime. Ce sera forcément une grande puissance. En fait, le devoir d'ingérence est invoqué pour réhabiliter les vieilles *interventions d'humanité* du XIX^e siècle qui permettaient à l'Angleterre et à la France d'intervenir là où elles le voulaient pour défendre leurs intérêts. Aujourd'hui, cette ingérence se nomme la *responsabilité de protéger* les populations. C'est joliment dit, mais quelles populations seront protégées? À Gaza, ils peuvent toujours attendre qu'on aille les protéger. L'ingérence et le devoir de protéger sont toujours à géométrie variable. Des populations attendent depuis des années comme au Congo où les guerres ont fait plus de trois millions de morts. La responsabilité de protéger, ces gens n'en verront jamais la couleur.

Outre l'arbitraire des choix effectués par les grandes puissances dans l'application de ce devoir, le précepte de l'ingérence comporte un autre inconvénient : du point de vue de la sécurité collective, il faut parfois maintenir certains régimes en place même s'ils sont peu ragoûtants. À titre d'exemple très concret, du point de vue de la sécurité collective, il fallait maintenir le colonel Kadhafi en place. C'est horrible à dire parce que cet homme était assez monstrueux, mais son régime maintenait la stabilité dans tout le Sahel et depuis qu'il est tombé, tout le Sahel est déstabilisé : des armes circulent partout, des milices démobilisées de Libye vont faire la guerre au Mali, en Centrafrique et ailleurs. Du point de vue de la sécurité collective, le régime de Kadhafi était utile. C'est difficile à dire. Valait mieux chercher une solution avec l'Union africaine qui discutait avec lui, que de se lancer dans une guerre extrêmement déstabilisatrice. Maintenant, les images transmises par la télévision nous montrent une Libye transformée en chaos sanglant. Il faut réfléchir. Le fait qu'il y ait un dictateur quelque part ne justifie pas qu'on aille le renverser.

D'abord, parce qu'on n'en finira jamais, tellement il y a de canailles à la tête de différents régimes et aussi parce que certains régimes sont malheureusement utiles à la sécurité internationale. Il serait plus juste de les amener par la pression à changer de comportement.

Mon impression est que la société internationale est en train d'adopter une vision assez aseptisée et un peu émotive de la réalité. On nous présente un dictateur qu'il faut aller renverser. Mais on ne réfléchit pas : les situations ne sont pas analysées de manière politique. Au contraire, elles sont présentées de manière complètement dépolitisée. Comme je l'ai dit précédemment, on ne pense pas à la sécurité internationale. Alors, les médias nous montreront une maison détruite, une femme qui pleure, un bébé dans les bras, et à partir de là, on nous dira qu'il faut aller faire la guerre. C'est ce que j'appelle le côté émotif de notre vision. Notre raison n'est aucunement sollicitée. À partir d'images extrêmement spectaculaires qui arrachent les larmes, on nous convainc d'aller absolument bombarder. Mais le lien entre cette femme qui pleure au milieu des bombes et le fait qu'il faille déclencher une opération armée n'est pas toujours évident.

À cet égard, le génocide des Tutsi du Rwanda en 1994 demeure un exemple emblématique. Les télévisions occidentales montraient des colonnes de réfugiés fuyant le Rwanda et commentaient l'horreur de leur sort. Pourtant, parmi ces réfugiés, se cachaient des criminels en fuite. L'image était terrible : des milliers de pauvres gens qui fuyaient pieds nus, inquiets, etc. On ne pouvait que compatir à leur destin. En fait, beaucoup d'entre eux étaient des assassins fuyant l'avancée du Front patriotique rwandais de Paul Kagamé en train de mettre fin au génocide. Une image ne veut rien dire en elle-même. Il faut l'expliquer. Comme la société occidentale actuelle est émotive, souvent infantile et régressive, on oublie de réfléchir et on se laisse gouverner par des images qui, en général, sont manipulées pour nous amener à adopter une certaine opinion.

Les caricatures sont omniprésentes : Kadhafi est un nouvel Hitler, Milosevic est un nouvel Hitler, de même que Poutine. Ce sont des images simplificatrices et manichéennes. Maintenant, les terroristes sont les plus vilains. Il y en a partout. Il faut faire la guerre au terrorisme sans trop savoir qui ils sont, d'où ils viennent, ce qu'ils veulent. On dépolitise, on ne comprend rien et on tape. Un peu comme des animaux, notre premier réflexe est de taper. Cependant on n'assume pas le processus de prise de décision ni les conséquences des interventions. Souvent bernés par des mensonges – je vous parlais de George Bush avec ses soi-disant armes de destruction massive – on ne veut pas connaître les effets de la guerre. À cet égard, on utilise un vocabulaire aseptisé. Aujourd'hui, plus question de bombardements. On fait des frappes. Un euphémisme qui fait moins peur évidemment que d'aller bombarder. Des frappes qui peuvent être chirurgicales comme si elles pouvaient habilement contourner les innocents pour aller tuer les méchants. Tout le vocabulaire est conçu pour que la réalité de la guerre échappe aux opinions publiques.

En Europe, le souvenir des bombardements de la Deuxième Guerre mondiale est encore présent et, à mon avis, malgré les mémoires chancelantes, si le mot bombardement était utilisé, les gens y regarderaient à deux fois avant de soutenir certaines guerres. Ce vocabulaire est là pour nous éloigner de la réalité et il englobe tout ce qui touche les conflits dans lesquels nos pays sont impliqués. Par exemple, prenons le terme *communauté internationale*. Je ne crois pas qu'il existe une telle entité. Ce terme voudrait dire que nos pays font partie d'un groupe à l'échelle du monde qui partage exactement les mêmes valeurs et où chacun des points de vue est suffisamment respecté pour qu'un espace de dialogue soit possible. À mon avis, on en est loin.

Des visions dépolitisées et manichéennes empêchent de défendre la sécurité collective. Au bout du compte, on mène des guerres qui nous confrontent à des conséquences néfastes pourtant prévisibles mais auxquelles on n'a pas voulu réfléchir au préalable. Du coup, on passe d'une guerre à l'autre. Les exemples sont nombreux. Récemment, la France est intervenue au Mali pour protéger Bamako, la capitale, menacée par les islamistes. Mais jamais la France ne fera de *mea culpa*. Les Français sont pourtant présents dans la région depuis 150 ou 200 ans à faire et défaire les gouvernements, à imposer des politiques économiques. Mais pas question pour eux de reconnaître une quelconque responsabilité sur tout de ce qui s'y passe.

De même manière, la France, en République centrafricaine, a fait et défait des gouvernements, mis et démis Bokassa, etc. Aujourd'hui, elle y intervient en héroïne, comme si elle n'était responsable de rien. Ainsi feint-elle de découvrir que le Sahel est complètement déstabilisé.

Pendant des années, les États-Unis ont soutenu les mouvements islamistes parce que c'était le meilleur moyen de lutter contre le communisme. Aujourd'hui, ils feignent de découvrir que l'islamisme est omniprésent comme s'ils se réveillaient.

Médias

Comprenez mon message : il faut que la pensée et le débat reprennent leur place et leur droit dans les décisions politiques qui mènent à la guerre. Je ne peux terminer ce point sans dire un mot du rôle néfaste des médias. Reconnaissons ici un vrai problème, car les médias participent de l'information spectacle en montrant des images sans présenter d'analyse. Un exemple évoqué précédemment : la fuite des génocidaires rwandais sur laquelle on nous a fait pleurer. Les médias participent de ce côté émotionnel, spectaculaire, immédiat et contribuent aussi aux visions caricaturales des choses. Ce sont eux qui vont relayer l'image de Saddam Hussein comme un nouvel Hitler, par exemple, pour bien nous faire peur avec des visions caricaturales. Pour Vladimir Poutine, ils hésitent. Une journée, il est présenté comme un ours qui vient du froid et un autre jour, comme un joueur d'échec. Puis les deux images sont mélangées : c'est un ours qui joue aux échecs. On ne comprend pas très bien. C'est caricatural. Les citoyens ne peuvent trouver des solutions du côté des médias, sauf évidemment au *Monde diplomatique* ! Mais pire encore, les médias relaient très clairement la propagande occidentale. Un rappel : au moment de la guerre du Kosovo, guerre illégale, le porte-parole de l'Alliance Atlantique, Jaime Shea, avait déclaré que les médias étaient trop gentils avec l'Alliance Atlantique, parce qu'effectivement, à l'époque, les médias relayaient toute la propagande de l'Alliance Atlantique, y compris les pires mensonges. L'Alliance Atlantique n'avait-elle pas affirmé que Slobodan Milosevic avait concocté un plan, *le plan fer à cheval*, destiné à provoquer un génocide au Kosovo. Mais ce plan n'a jamais existé. Il a été purement et simplement inventé par l'Alliance Atlantique pour justifier la guerre et les médias ont relayé cette fausseté sans réfléchir et sans aller vérifier.

Le cas du Kosovo est intéressant si on le compare avec la situation actuelle en Ukraine. Comme je le disais précédemment, les Occidentaux faisaient la guerre et la justifiaient par tous les moyens, non seulement en manipulant le droit international, mais en se contredisant. Vers la fin de la dernière guerre des Balkans, l'OTAN trouvait normal que la province serbe de Kosovo se sépare de la Serbie, normal donc de démembrer la Serbie, un État membre des Nations Unies. Aujourd'hui

pour le cas de l'Ukraine, on trouve anormal que la Crimée s'en détache. Ce n'est pas possible de tenir les deux langages. Ou le Kosovo ne pouvait pas quitter la Serbie et la Crimée ne peut pas quitter l'Ukraine, ou le Kosovo pouvait quitter la Serbie et alors la Crimée peut quitter l'Ukraine. On ne peut pas dire tout et son contraire. Or, c'est ce que font les Occidentaux : dans un cas, ils voulaient la guerre contre le régime serbe de Milosevic, dans l'autre, ils veulent soutenir le régime ukrainien de Kiev. Manipuler ainsi le droit international contribue au chaos et sème l'incertitude en faisant douter aujourd'hui de la règle du jeu. C'est une brèche dans laquelle toutes les canailles du monde peuvent s'engouffrer. Poutine s'en délecte en demandant qu'on lui définisse la règle du jeu. La semaine dernière, il a même rappelé l'affaire de Panama qui remonte à plus de 150 ans. En 1903, les États-Unis avaient provoqué et soutenu une rébellion dans le Panama – alors un territoire de la Colombie – rébellion qui se termina par la déclaration d'indépendance de la République de Panama. Les États-Unis purent terminer le percement du Canal et obtinrent le contrôle de la sécurité et de l'exploitation du canal jusqu'en 1999.

Les Nations Unies

Les Occidentaux poussent le bouchon un peu loin en manipulant le droit international, j'y reviendrai plus loin, et cela est lié au fait que les Nations Unies ne jouent pas réellement le rôle qu'elles devraient jouer. L'institution est devenue l'instrument des Occidentaux.

L'une des difficultés ou l'un des aspects de la crise de la civilisation vécue aujourd'hui se situe dans la marginalisation des Nations Unies. L'ONU n'est certainement pas parfaite, mais elle n'en constitue pas moins un forum de discussion avec des procédures, des règlements, des tribunaux. Au moins sait-on à quel jeu on joue. Malheureusement, l'ONU est actuellement dans une phase de marginalisation. On n'a qu'à se rappeler les bombardements américains en Irak effectués sans l'accord de l'ONU. Émergent maintenant des instances concurrentes de l'ONU, comme le G20, qui n'ont aucune légitimité. Le G20 constitue un club de riches autoproclamé dont la seule légitimité est celle de l'argent et qui se permet de lancer des directives ayant trait au gouvernement du monde en lieu et place des Nations Unies. Ce fut au début le G5, puis le G7 et le G8, et maintenant c'est le G20. Mais le principe reste le même, soit la cooptation entre pays riches. Le cercle s'élargit peu à peu pour avoir l'air un peu ouvert, un peu démocratique. On y fait représenter un ou deux pays africains de temps en temps pour « décorer ». En réalité, c'est le lieu où les grandes puissances, ignorant les Nations Unies, se permettent de diriger le monde.

Parlons également des institutions financières internationales comme la Banque mondiale (BM) ou le Fonds monétaire international (FMI). Loin de s'astreindre au domaine de l'économie, ces institutions interviennent directement au niveau politique : les pays qui y sollicitent une aide (entre guillemets) doivent appliquer des politiques ultralibérales comprenant privatisation, diminution des budgets publics et même mise sur pied d'une Bourse des valeurs. Dans les pays africains, même les plus pauvres, sont créées des Bourses de valeurs au grand contentement de la BM. Il n'existe pas de frontières étanches entre les prescriptions économiques et les prescriptions politiques. C'est ce que rend bien en peu de mots la notion de « bonne gouvernance ». Les grandes

institutions financières internationales réclament à ces pays de pratiquer la bonne gouvernance. À priori, nous sommes tous d'accord imaginant que « bonne gouvernance » signifie que l'on gouverne bien. Ce n'est pas du tout sa signification. Ce terme « bonne gouvernance » fait partie des mots piégés dont je vous invite à vous méfier. Ce n'est pas « bien gouverner », c'est bien gérer, une notion développée par la science administrative anglo-saxonne née dans les années 1970 dans le cadre du libéralisme économique. La « bonne gouvernance » est indissociable de l'expression « moins d'État », de la critique de l'intervention publique ; c'est un modèle politique dans lequel l'État et les services publics jouent un rôle extrêmement faible et où le plus grand pouvoir est accordé aux marchés. Quand on entend « bonne gouvernance » ne nous trompons pas ; c'est un concept politique lié à la société néolibérale.

Quand je critique ce mot, il se trouve toujours quelqu'un dans la salle qui s'objecte : *Mais gouvernance, c'est un vieux mot français*. Certes, on disait gouvernance au Moyen-âge, mais aujourd'hui quand la BM utilise ce mot, ce n'est pas pour rendre hommage à Molière ou à Gilles Vigneault, mais pour développer une idéologie. Un tableau de la Renaissance à la mairie de Sienne, en Italie, s'appelle « le bon gouvernement ». Il décrit le bon gouvernement comme celui qui repose sur la justice et la concorde. Pas celui qui privatise et réduit les prérogatives de l'État. Personnellement, je n'emploie jamais le mot gouvernance. J'essaie de préciser si je parle de bonne gestion, de bonne administration ou de bon gouvernement. Comme vous le savez, on peut être bon gestionnaire et mauvais gouvernant.

En Europe, surtout depuis l'installation de la zone euro, on a plein de bonne gouvernance, plein de gouvernements qui gèrent très bien, mais les inégalités augmentent. Ce sont de très mauvais gouvernants du point de vue de la justice sociale. Ils sont très bien notés, sont tous autosatisfaits et se distribuent de bonnes notes les uns les autres. Si leurs comptes sont à peu près bien gérés, la société qu'ils gouvernent est très mal organisée et l'injustice progresse. Certains pays africains, le Kenya par exemple, sont très bien notés du point de vue de la bonne gouvernance, même si des conflits postélectorales extrêmement violents y ont éclaté. C'est souvent le cas. Ce n'est pas parce que vous avez bien géré, du point de vue de la BM, que vous êtes un bon gouvernant. L'ONU est donc de plus en plus marginalisée au profit des institutions financières internationales avec un mélange des genres, entre l'économique et le politique.

En même temps, l'on assiste à l'occidentalisation de l'ONU. Rien de nouveau ici, mais c'est un phénomène qui s'accroît depuis que l'Alliance Atlantique est devenue le bras armé de l'ONU. Les grandes opérations, celle de la Libye par exemple, sont dirigées par l'Alliance Atlantique. L'ONU délègue ses pouvoirs à l'Alliance. Normalement, c'est une organisation qui concerne des pays des deux côtés de l'Atlantique. Mais maintenant l'Atlantique va jusqu'au Congo, jusqu'en Europe centrale, ce qui est quand même très loin de l'Atlantique. L'OTAN, dirigée par les États-Unis, devient le bras armé de l'ONU. Pourtant, la Charte de l'ONU prévoit la formation d'un État-major au service de l'ONU justement pour mener des opérations militaires. Cet État-major est resté une fiction. Trois ou quatre colonels se réunissent bien de temps en temps, mais l'État-major n'existe pas. L'Alliance se positionne clairement comme le bras armé de l'ONU. Cette situation est tout

à fait inacceptable parce que l'Alliance Atlantique représente d'abord les intérêts occidentaux, américains en particulier.

Quant au terme de *communauté internationale*, on en arrive à *boguer*. Récemment, les journaux écrivaient que la communauté internationale condamnait la Russie. Mais la Russie est bien membre du Conseil de sécurité ! La communauté internationale, ce serait le Conseil de sécurité moins les ennemis des États-Unis ? L'occidentalisation est évidente et, comme d'habitude, les Occidentaux sont champions pour donner des leçons de morale qu'ils ne s'appliquent pas à eux-mêmes évidemment.

Le recours à la guerre

Fait également partie de l'actuelle crise de civilisation, la légitimation du recours à la guerre bien loin du consensus formé après la Deuxième Guerre mondiale affirmant que la guerre constituait le plus grand des fléaux et que, sans paix, rien ne pouvait progresser. Il faut réactualiser, en tant que citoyens, cette vérité que la paix est la valeur suprême et que le règlement pacifique des différends est la seule solution. Sinon, c'est l'enchaînement sans fin. Une fois que les États-Unis eurent déclenché la guerre en Irak en 2003, ils ont été pris dans un engrenage effroyable qui les a conduits par exemple, non seulement à pratiquer la torture, mais à la justifier. Là existe un malaise dans la civilisation, comme disait Sigmund Freud. Les États-Unis, qui se prétendent le principal défenseur du monde libre, en sont venus à justifier la torture. Admettons que le président Bush était idiot. Mais, que la Haute Cour de Londres ait accepté des preuves obtenues sous la torture, voilà qui est grave. Que Bush dise n'importe quoi, on peut comprendre. Mais la Haute Cour de Londres, des Lords avec leur perruque et leur tradition, qui affirment que des informations obtenues sous la torture sont valables et légales, c'est absolument incroyable. Après, on ira expliquer à Vladimir Poutine que ses actions sont condamnables ! Donc, malaise dans la civilisation et comme disait l'autre, passer les bornes, c'est supprimer les limites. Une fois entré dans une logique d'illégalité et de violence, où s'arrêter ?

Certaines positions sont complètement paradoxales, surtout quand les Occidentaux recourent à la guerre de manière complètement inconséquente qui mènent à des situations qu'on pourrait qualifier de burlesques. À titre d'exemple, on voit maintenant que l'État islamique veut renverser le gouvernement irakien. Mais l'État islamique s'attaque également au régime de Bachar el-Assad en Syrie. On se retrouve alors dans la situation où les États-Unis, opposant de Bachar el-Assad, vont bombarder l'État islamique en Syrie, parce que l'État islamique menace l'Irak. Le fait de n'avoir pas réfléchi conduit à ces renversements d'alliance incongrus. Avoir brièvement anticipé ces revers de situations n'aurait pas mené les États-Unis à faire alliance maintenant avec l'Iran pour combattre l'État islamique. Les décisions à courte vue, au coup par coup, déclenchent les événements qui en découlent arrivent comme des surprises, à l'image de ces alliances insolites : Iran allié aux États-Unis. C'est quand même extraordinaire ! Si Barack Obama autorise les bombardements contre l'État islamique en Syrie, ce sera la victoire des canailles. Non seulement l'Iran s'en sort, mais Hassan Rohani, son président, devient l'ami des États-Unis.

Bachar el-Assad, pourtant un criminel de guerre, reçoit du soutien des États-Unis.

En Afrique, c'est pareil. La lutte contre l'islamisme aboutit à ce qu'on réhabilite des régimes dictatoriaux, comme celui d'Idris Déby au Tchad, une dictature violente. Mais comme le Tchad aide à combattre l'islamisme, Idris Déby est devenu un grand ami de toutes les puissances occidentales. Il est reçu comme un prince dans toutes les capitales du monde. C'est à Ndjamena, capitale du Tchad, que va s'installer le dispositif militaire français *Barkhane* de lutte contre l'islamisme. Également, Paul Biya, le dictateur du Cameroun, devient à nouveau un grand ami parce qu'il a aidé la France à récupérer des otages enlevés par Boko Haram. Au moment où son régime dictatorial commençait à vaciller !

Le fait de ne pas réfléchir aboutit au chaos, aboutit *in fine* à ce que j'appelle la victoire des canailles alors qu'au départ, nos amis, George Bush et compagnie nous promettaient un monde moral en combattant l'axe du mal, eux étant du côté des gentils. Aujourd'hui puisque la lutte contre l'islamisme est devenue prioritaire, ils se retrouvent acoquiner avec des méchants...

Conclusion

Réformer les Nations Unies

Après ce constat qui comporte des raisons de nous inquiéter, je m'en voudrais de terminer sans dégager certaines perspectives. Personnellement, si je suis inquiète de ce monde devenu dangereux, je reste optimiste parce que la conjoncture est extrêmement ouverte. On peut aujourd'hui avancer des idées – ce qui était impossible il y a 20 ans – justement parce que le jeu des puissances est en train de bouger. Il est maintenant possible d'ouvrir les perspectives, de manifester des points de vue différents. Ce qui se dit aujourd'hui, dans ce congrès, aurait été impensable il y a 20 ans. Nous avons la possibilité de parler et n'allons pas nous en priver. Dans ce monde, me semble-t-il, beaucoup de gens, beaucoup de citoyens se mobilisent, discutent, s'inquiètent. Ce n'est pas toujours évident ni apparent. C'est ce que j'appelle le syndrome de Galilée qui était le seul à avoir compris que la terre tournait autour du soleil, et non l'inverse. Et comme il faisait face à des gens persuadés que c'était le soleil qui tournait autour de la terre, il a été obligé d'abjurer sa conviction. S'il avait été conscient de ne pas être le seul à détenir cette vérité, que d'autres scientifiques dans le monde avaient compris cette réalité, il n'aurait peut-être pas abjuré. À mon avis, une partie d'entre nous souffrent de ce que j'appelle le complexe de Galilée, c'est-à-dire se croient tout seuls quand, en réalité, ce n'est pas le cas. Beaucoup de personnes dans le monde partagent les valeurs que nous défendons. Il faut trouver le moyen de se connecter et de travailler ensemble. Nous sommes plus nombreux et plus forts que nous le pensons.

Parmi les actions qu'il nous est possible de mettre en œuvre, il y a la réforme des Nations Unies. Tout le monde en parle depuis des années. Des articles de plus en plus nombreux sont publiés dans des revues. Des collectifs se forment, des associations s'en mêlent. Il est temps d'avancer. La réforme de l'ONU aura, bien sûr, comme objectif de rendre l'ONU plus représentative de la réalité du monde, puisque l'institution représente toujours l'équilibre des forces après la Deuxième

Guerre mondiale, mais pas du tout les équilibres d'aujourd'hui. Parmi les membres du Conseil de sécurité titulaires du droit de veto, aucun pays du Sud. Ni le Brésil, ni l'Afrique du Sud... Les Nations Unies doivent être rééquilibrées. Une réflexion sur la représentativité de l'ONU s'impose. Je n'ai pas d'idée arrêtée sur le droit de veto. Certains disent qu'il faut carrément supprimer le droit de veto du Conseil de sécurité. Ça se discute. Je n'ai pas la science infuse et ne suis pas convaincue qu'il faille supprimer le droit de veto. N'est-ce pas le veto de la France en 2003 qui avait empêché la guerre d'Irak. Alors, faut-il supprimer le droit de veto ou l'attribuer à des gens représentant une diversité de points de vue ? Vraie question. L'ONU doit devenir plus représentative pour que la parole soit mieux répartie. Ce sont trop souvent les Occidentaux qui s'y expriment et le rapport de force se situe encore trop souvent en leur faveur. Ce qu'on appelle les normes universelles sont en général des normes fabriquées en Occident. Je suis universaliste; je pense qu'il existe des normes universelles, mais force est de constater que ce sont toujours les mêmes qui définissent l'universel. Ça ne va pas. Il faudrait entrer dans une logique d'universalisation de l'universel, que chacun puisse s'exprimer. L'animatrice, Maguy Métellus, a rappelé le livre que j'ai écrit : *L'Afrique au secours de l'Occident*. Je pense qu'on aurait beaucoup à apprendre des civilisations africaines. C'est le Ghanéen Kofi Annan qui avait beaucoup souffert de l'attitude autoritaire des Occidentaux. Et un jour, lors d'une réunion internationale, il a voulu utiliser une coutume sud-africaine qui s'appelle « imbizo », une coutume zoulou qui consiste pour le roi à venir une fois par an devant ses sujets et à se taire. L'obligation, c'est d'écouter. Il souhaitait expérimenter cette coutume une fois de temps en temps à l'ONU : obliger les puissances à se taire et à écouter. Je trouve l'idée assez plaisante et pense qu'on aurait besoin d'un peu d'« imbizo » en ce moment : certains ont vraiment une grande bouche et ferait mieux de se taire, surtout parce que ce qu'ils disent n'est pas forcément très intéressant. Un peu d'« imbizo » leur ferait du bien.

Il importe aujourd'hui d'insister sur les valeurs africaines plutôt que sur l'Afrique-cauchemar, tel que nous le montre la télévision. Ce n'est pas l'Afrique réelle. Une réalité de l'Afrique assurément, mais si l'Afrique se résumait à ses drames, il n'y aurait plus d'Africains, ils seraient tous morts. Une autre Afrique existe avec des civilisations, des cultures, des principes dont on aurait beaucoup à apprendre. Donc, universaliser l'universel, rétablir la paix comme valeur, condamner la guerre, dire aux Occidentaux : vous ne faites pas des frappes mais des bombardements; vous tuez des gens, ces gens qui habitent en-dessous de votre hémisphère. Vous aurez remarqué que maintenant on ne montre plus d'images. Quand Tripoli a été bombardé il y a deux ans, aucune image n'a été présentée parce qu'on a eu peur que les opinions publiques soient traumatisées.

Il faut rétablir la paix comme valeur ultime et le règlement pacifique des différends comme solution prépondérante. On retrouve une grande diversité d'éléments dans la diplomatie préventive. Quand ils travaillent au dialogue, les citoyens expérimentent des façons de faire riches en enseignement. Nous ne sommes pas du tout sans moyens. Beaucoup d'entre vous ont des convictions religieuses. Et c'est bien connu que des communautés religieuses servent de médiatrices dans des conflits et que leurs bons offices sont bienvenus. Beaucoup de choses sont à apprendre de ces bons offices même s'ils sont discrets. Sans défrayer les manchettes, beaucoup de conflits se résolvent parce qu'un intermédiaire a pris le temps de construire le dialogue et de discuter avec les gens sans a priori.

Puis, il faut rétablir les règles du jeu. Que les Occidentaux décident qu'une règle du jeu s'applique dans une situation et pas dans une autre pourtant similaire est inacceptable. Comme il a été dit précédemment, si ce qui vaut pour le Kosovo ne vaut plus pour l'Ukraine, constitue une incohérence sinon une injustice. Face à l'arbitraire des Occidentaux, une autorité – je pense à l'Assemblée générale des Nations Unies – devrait pouvoir le dénoncer et le condamner. Sans être une fanatique de la justice internationale, des procédures restent sans doute à établir de ce côté-là.

De plus, le soutien d'États hors-la-loi comme l'État d'Israël doit s'arrêter. L'attitude d'Israël, dans les territoires occupés, ne concerne pas seulement Israël. C'est la société mondiale tout entière qui est déstabilisée, parce que le droit international est violé d'une manière éhontée par un État qui n'est jamais sanctionné, jamais dénoncé. Cela jette un doute sur la règle du jeu international : un État peut jouir d'une immunité absolument totale. Je veux bien qu'Israël ait droit à la sécurité, ce qui est tout à fait incontestable, mais au nom de la sécurité on ne peut pas faire n'importe quoi et, en particulier, on ne peut pas violer le droit international et procéder au massacre de populations entières. C'est absolument injustifiable. Il va bien falloir, à un moment donné, poser cette question pour rétablir la règle du jeu. Tant qu'il y aura un doute sur son application, la société internationale demeure en danger.

Il faut également réformer les médias. Aujourd'hui, au Canada comme en Europe, la plupart des médias sont détenus par d'autres catégories professionnelles que des journalistes : des marchands de canon, des industriels, des entrepreneurs du bâtiment... Mais ce ne sont plus des journalistes. La première chaîne de télévision française, TF1, est détenue par Bouygues, un entrepreneur du bâtiment. Avec comme résultat que lorsque Bouygues obtient un contrat du Maroc, le journal de TFI ne parle pas des droits de l'homme au Maroc. Les journaux sont détenus par des gens qui font autre chose que du journalisme. Les journalistes sont de plus en plus mal formés. C'est un problème global. Les gens n'ont plus de culture historique d'une manière générale. C'est dramatique chez les journalistes. Il faut réaffirmer le besoin de formation chez les journalistes. Et surtout, séparer la presse de l'industrie. On a parlé de la séparation des Églises et de l'État. La séparation du monde des médias et du monde de l'économie est aussi nécessaire de manière à ce que les journalistes puissent remplir à peu près leur mission. Le *Monde diplomatique* est maintenant le dernier journal français à élire son directeur. Dans les autres journaux, ce sont les actionnaires, en général des entreprises, qui désignent le directeur. Nous, au *Monde diplomatique*, nous élisons notre directeur et notre rédaction est indépendante. Nous sommes l'un des derniers journaux français dans cette situation. Réformer les médias est indispensable.

Un dernier élément me semble important. J'ai l'impression qu'aujourd'hui les errements de nos gouvernants, leurs dérives, leurs erreurs, leurs fautes viennent du fait qu'ils sont complètement déconnectés de la réalité des sociétés et qu'ils ne sont pas représentatifs de ce que nous sommes. Depuis quelques années en Occident, nous vivons une crise de démocratie du fait que les gens qui nous gouvernent, ne nous représentent pas. Les élections, le jeu des partis politiques notamment, fonctionnent de telle manière qu'on nous demande de voter pour des gens dans lesquels on ne se reconnaît pas. Mais, comme on est contraint par l'offre, selon l'expression de nos amis

économistes, on fait avec l'offre. Et même si l'offre est bête, il y a un élu. C'est un théorème qui se vérifie tout le temps. Dans une élection, il y a toujours un élu. Vous pouvez avoir 15 crétins et crétines, malheureusement les femmes ne rehaussent pas forcément le niveau, comme candidat, il y en aura forcément un d'élu.

Je crois que la crise de civilisation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui, vient du fait que nous ne sommes plus dans des régimes démocratiques. Alors il faut rétablir la démocratie ! En France, je milite pour l'élection d'une assemblée constituante afin de changer de régime. Je ne sais pas comment ça se passe chez vous. Mais il est extrêmement important de refonder nos démocraties pour que les gens qui parlent en notre nom soient vraiment représentatifs.

Ma dernière phrase sera pour citer la Charte des Nations Unies. Cette Charte commence par cette phrase malheureusement oubliée : *Nous, peuples des Nations Unies, donnons mandat à nos gouvernements...* Donc, c'est nous, les peuples, qui déléguons les pouvoirs et il est temps de le rappeler à nos gouvernements.

Merci.

RÉVOLTES AU PROCHE-ORIENT : OÙ EN EST-ON ?

RÉVOLTES AU
PROCHE-ORIENT :
OÙ EN EST-ON ?

Rachad Antonius

RACHAD ANTONIUS est professeur de sociologie à l'UQAM. Spécialiste des questions du Proche-Orient, ses intérêts de recherche et ses publications portent, entre autres, sur les conflits politiques au Proche-Orient, en particulier sur le conflit israélo-palestinien, les révoltes arabes, l'islam politique, les minorités arabes et musulmanes au Canada et au Québec et leur représentation dans les médias. Il a travaillé avec des ONG de développement dans le monde arabe et a été consultant pour l'ONU, l'UNICEF et d'autres agences internationales ou canadiennes.

Je vous remercie de m'avoir invité à faire le point sur la situation actuelle concernant les mouvements de révoltes dans le monde arabe.

Je voudrais d'abord faire un tour rapide de la question, en essayant de trouver un fil conducteur qui nous permettra de saisir la situation d'ensemble.

Trois ans et demi après le déclenchement des révoltes arabes, beaucoup d'observateurs et surtout des militants pour la justice sociale et pour la démocratie sont désabusés, désillusionnés, découragés de ce que l'on observe sur le terrain dans les pays arabes où ces révoltes ont commencé. Mais a-t-on raison d'être désillusionnés ? Est-ce qu'on doit guérir de ce mal incurable dont a parlé le poète palestinien Mahmoud Darwish, qui est l'espoir ? Ma réponse ? Je crois que nous avons des raisons d'être optimistes sur ce qui peut se passer à moyen terme, si nous sommes conscients que les turbulences, les violences, les reculs, les contre-révoltes, ainsi que les récupérations, sont inévitables. Je n'ai jamais utilisé le terme « printemps arabe » parce que, à mon avis, ce n'est pas un terme adéquat. Ce n'est véritablement pas un printemps arabe. C'est comme si on disait

que tout serait réglé rapidement, qu'on chasserait les dictateurs et que ce mouvement suffirait pour renverser les systèmes d'oppression dénoncés par les soulèvements populaires. Ce n'est pas le cas. Rappelez-vous que la Révolution française a pris plus de trente ans pour établir un ordre post-révolutionnaire stable, durant lesquels ont eu lieu des reculs importants, des périodes de violences généralisées et de chaos, et beaucoup de décapitations. Pour évaluer l'impact réel d'un mouvement révolutionnaire, il faut donc voir les choses à long terme. Pour soutenir cette affirmation ou la contredire, il faudrait prendre la mesure des acquis de ces révoltes et être réaliste sur ce qui peut être accompli en un petit nombre d'années. On a tendance à projeter des espoirs disproportionnés sur ce qui peut être fait rapidement. C'est sans doute ce qu'exprime le terme « printemps arabe », que je trouve inadéquat, car il est chargé de significations et de prédictions qui ne sont pas justifiées. Je préfère utiliser le terme « révoltes » et quelquefois « révolutions », mais je n'utilise pas trop ce dernier terme, parce que je pense qu'il s'agit d'un processus qui ne peut réaliser les objectifs d'une révolution démocratique — comme on peut le souhaiter — qu'à long terme. Pour le moment, je préfère parler de révoltes.

Aujourd'hui, je me propose d'abord de faire un tour très rapide de ce qui se passe sur le terrain, pour ensuite regarder de plus près qui sont les acteurs de ces luttes. En réfléchissant sur les intérêts qui sont en jeu, on pourra mieux comprendre comment s'articulent les divers processus de transformations politiques. Je reviendrai ensuite sur certaines situations très spécifiques, en particulier en Égypte, ainsi que sur ce qui se passe en Irak et en Syrie avec l'État islamique. Ces deux dernières situations permettent de bien comprendre les enjeux fondamentaux.

Premier commentaire général. En 2011, tout le monde pensait que c'étaient les « peuples » qui se révoltaient. Mais qui, dans les peuples, qui, dans les sociétés, prenait l'initiative du changement ? Y avait-il des forces politiques, plus ou moins bien structurées qui guidaient ces mouvements de révolte ? Ce n'était pas clair. Aujourd'hui, ce qu'on constate, c'est que ce sont les islamistes les plus radicaux qui ont pris le contrôle de l'initiative du changement. Dans plusieurs pays, ce sont les islamistes qui déterminent les enjeux principaux, les priorités, et les défis de la situation actuelle. Comment interpréter ces processus ? Comment les comprendre ?

Il y a trois hypothèses :

1^{re} hypothèse : en 2011, quand on a dit que c'étaient des révoltes populaires, on s'est trompé. Des analystes, quelquefois sérieux, le disent. Ces mouvements n'étaient pas des révoltes populaires, mais plutôt un immense complot ourdi par la CIA. Cette théorie du complot se fonde sur le fait que quelques activistes du *Mouvement du 6 avril*, un groupe de cyberactivistes qui avaient appuyé des grévistes de l'industrie égyptienne du textile, avaient reçu des formations sur la résistance non-violente à Belgrade en 2009. Ces formations avaient été dispensées par le *Center for Applied Nonviolent Action and Strategies* (CANVAS).

2^e hypothèse : il s'agit bien de révoltes populaires et donc des révoltes qui représentaient vraiment les intérêts « du peuple », mais dont les acteurs ont commis des erreurs stratégiques que l'on peut analyser. C'est une ligne de pensée qu'on pourrait explorer. On pourrait identifier ces erreurs sans lesquelles ces mouvements auraient produit de véritables changements démocratiques.

3^e hypothèse, qui est celle que je préfère: les mouvements de révolte commencés en 2011 étaient bien des révoltes populaires, mais les conditions sociopolitiques n'étaient pas mûres pour que ces révoltes aboutissent à des changements heureux et rapides. Ce qui veut dire que la configuration des forces politiques en présence et leurs rapports de force réels ne permettaient pas que les élites au pouvoir soient renversées, et que le système lui-même change suffisamment pour assurer de véritables changements démocratiques rapides. Dans cette perspective, il faut voir ce que ces révoltes pouvaient réaliser, et pourquoi elles ne pouvaient pas en accomplir davantage. Une telle approche nous aidera à nous positionner sur les enjeux de ces révoltes. C'est de cette troisième option dont je voudrais discuter avec vous.

La première chose à dire sur ces révoltes, c'est qu'il s'agissait d'un grand cri de « ras-le-bol ». Ce terme n'est pas juste une métaphore. Un mouvement en Égypte a été créé autour de 2004, appelé Kifaya, qui signifie: « ça suffit », ce qui exprimait justement le ras-le-bol ressenti par de larges couches de la population face au régime Moubarak. Ces révoltes, que ce soit en Égypte, en Tunisie ou ailleurs, correspondaient avant tout à des cris de révoltes. Elles exprimaient un refus des situations de blocage ressenties aux niveaux social, économique et politique. Mais, leur succès immédiat représentait surtout un signe des impasses auxquelles étaient arrivés les anciens régimes. Elles exprimaient avant tout un refus, une révolte, mais n'étaient pas porteuses d'alternatives consensuelles. Les acteurs de ces mouvements ne partageaient pas suffisamment d'intérêts communs, ni de visions communes pour construire des organisations et des institutions capables d'accompagner le mouvement et de le soutenir. Pour aboutir à leurs fins, de tels mouvements nécessitent, autant de la part des organisations que des institutions, qu'elles incorporent des normes de fonctionnement, des valeurs, des façons de fonctionner qui auront été développées et muries. Ces conditions n'étaient pas réunies. Aussi ces mouvements ont-ils été très vite dépassés par la situation. Ce que je voudrais faire aujourd'hui, c'est identifier les facteurs qui ont fait que ces mouvements ont été dépassés par la situation. Au préalable, je voudrais faire une mise en garde sur les généralisations que je vais faire. Si on veut identifier les tendances générales, les ressemblances entre les pays, on doit faire des généralisations qui ne sont pas très précises. Si, par contre, on veut être très précis et très spécifique, on ne voit plus les tendances générales. Je vais tenter de garder un équilibre entre ces deux pôles.

Je vois trois facteurs importants :

- d'abord, la solidité des régimes autoritaires ;
- ensuite, les intérêts occidentaux et coloniaux ;
- et enfin, la montée de l'islam politique.

Je vais parler de chacun de ces facteurs et ensuite examiner quels sont les acteurs, quels sont leurs intérêts et quelles sont leurs stratégies.



La solidité des régimes autoritaires

Les régimes autoritaires, que ce soit celui de Bachar el-Assad ou même celui de Moubarak, étaient des dictatures à plusieurs égards. Mais j'hésiterais à appeler « dictature » le régime Moubarak. Il s'agissait certes d'un régime extrêmement autoritaire et corrompu. Même si l'action politique était sévèrement contrôlée et les protestations réprimées, il existait des marges de manœuvre pour la liberté d'expression. On pouvait critiquer. Il y avait certes des lignes rouges qu'on ne pouvait pas franchir : par exemple, on ne pouvait pas critiquer la famille du Président. On pouvait critiquer le système, on pouvait critiquer les ministres, on pouvait critiquer le fonctionnement. Mais les choses ne changeaient pas pour autant.

Ces deux régimes (Moubarak et Assad) représentaient les intérêts de secteurs assez larges dans la population, mais qui n'étaient pas majoritaires. Ils imposaient donc leur volonté politique sur les autres par la répression. Mais ce n'était pas seulement qu'une petite clique qui gouvernait tout le pays. Ils avaient trouvé des façons de se bâtir une clientèle de citoyens qui bénéficiaient du régime. Il existait un clientélisme *vertical* par lequel une proportion importante de la population trouvait son compte dans la persistance du régime, même sans faire partie des décideurs. Dans le cas de l'Égypte, des études ont montré, par exemple, qu'environ 1 000 grandes familles (au sens de famille étendue) contrôlaient l'essentiel de l'économie égyptienne (les ressources naturelles, la propriété des nouvelles zones touristiques le long du littoral, le commerce extérieur et l'industrie du pétrole et du gaz). Rappelez-vous que l'Égypte, en ce moment, comprend un peu plus de 85 millions de personnes. C'est près de trois fois la population du Canada.

De larges secteurs de la population bénéficiaient quand même du système, sous forme de clientélisme envers ces 1 000 familles. Ceux qui servaient les intérêts des familles puissantes jouissaient de certains avantages et de la protection de la part de ces familles, de telle sorte que, même si la révolte grondait au fond d'eux, ils n'avaient pas intérêt à se révolter. Mais une fois le mouvement commencé, la plupart se sont ralliés.

Pourquoi ces régimes étaient-ils « obligés » d'être répressifs s'ils voulaient garder le pouvoir, et pourquoi avaient-ils choisi d'être répressifs ? D'une part, il y avait beaucoup de corruption. La distribution des richesses est très, très, très inégale. Ce qui facilitait les choses pour eux, c'est la culture politique qui acceptait la répression, qui la justifiait quelques fois pour des raisons tout à fait idéologiques, mais d'autres fois à cause d'une longue tradition du rôle central de l'État égyptien.

Parmi les pays arabes, l'État en Égypte existe depuis à peu près 4 000 ans. Ce n'est pas une création de l'Occident. Ce n'est pas une création moderne. Il y a des structures et des institutions, et les historiens, à tort ou à raison, en sont venus à une sorte de consensus pour dire que la nécessité de contrôler l'eau d'irrigation, dont l'origine est tout entière à l'extérieur du territoire égyptien, a été un facteur fondamental dans la légitimation d'un État autoritaire. Car l'économie égyptienne a été, pendant des milliers d'années, essentiellement agricole. Comment faites-vous pour avoir une économie agricole quand l'eau vient d'ailleurs ? Le Nil apporte 84 milliards de mètre cube d'eau à chaque année. Il faut gérer cette eau-là. Il faut l'envoyer de façon équitable

dans des canaux principaux, puis secondaires et enfin dans les rigoles d'irrigation, sans quoi l'agriculture décline. Car l'Égypte se situe dans une zone aride. Il faut que les paysans aient des tours d'irrigation bien planifiées et il faut que l'eau soit répartie d'une façon juste entre les villages, entre les régions, et, surtout, éviter qu'elle aille se perdre dans la mer sans avoir été utilisée pour l'irrigation. Ces tâches de contrôle, seul un État fort peut les accomplir.

À chaque fois, dans l'histoire, que l'État a perdu sa position de prestige et sa capacité d'imposer l'ordre, il s'est produit du chaos et des famines ainsi qu'une détérioration de l'économie. La culture égyptienne comporte une sorte d'histoire de respect envers l'autorité, même quand elle est répressive parce que l'intérêt commun est mieux gardé que l'intérêt individuel. Dans les autres pays arabes, ce respect de l'autorité est moins justifié par l'efficacité de l'État, mais plutôt par la culture tribale. Permettez-moi de m'étaler quelques minutes sur ce point, parce qu'il permet de mieux comprendre la persistance de l'autoritarisme.

Trois systèmes normatifs gouvernent les sociétés arabes : le système de valeurs tribales, le système de valeurs lié au cadre urbain, enfin le système rural, les communautés paysannes existant surtout dans les rares vallées irriguées dans le monde arabe. La culture politique arabe contemporaine est le résultat de l'interaction de ces trois systèmes, mais le système tribal a encore plus d'importance qu'on ne le croit, même dans les États arabes pourvus de bureaucraties sous la forme d'institutions modernes, qui, dans leur fonctionnement, reproduisent des valeurs claniques et tribales.

Le système tribal s'est étendu avec les conquêtes militaires à l'origine du monde arabe qui ont permis à la langue et à la culture arabes, ainsi qu'à l'islam, de devenir majoritaires dans cette région du monde. Les normes tribales développées dans le désert sont des normes de solidarité, d'hospitalité, où l'importance du clan et la solidarité entre ses membres sont inébranlables. La loyauté envers le chef du clan est non seulement équivalente à la solidarité envers le clan, mais aussi une condition de survie pour le groupe et pour les individus. Ces normes-là n'ont pas tout à fait disparu, même dans les sociétés arabes contemporaines. Pourquoi ? Parce que, pour les remplacer, il fallait construire des institutions modernes où l'individu a des droits. Ces institutions n'ont pas été construites. On peut faire le constat que, dans l'histoire récente, les institutions modernes où, face à l'État, l'individu a des droits en tant que citoyen, ces institutions n'ont pas été achevées. Les normes d'allégeance tribale sont restées très présentes. Elles expliquent un certain nombre de comportements. Les individus protègent mieux leurs intérêts immédiats en s'alliant à ceux qui les dominent dans leur clan qu'en s'alliant avec leurs égaux (et compétiteurs) dans d'autres clans. Ce qui explique, en partie bien sûr, la persistance des régimes autoritaires et corrompus.

Cette caractéristique des régimes n'est que l'un des aspects qui expliquent les obstacles auxquels ont dû faire face les mouvements de révoltes qui réclamaient des changements profonds. En somme, il ne s'agissait pas seulement de cliques restreintes qui profitaient du système. Beaucoup de gens bénéficiaient de ce système, qui répondait à une certaine culture politique dominante.

Les intérêts occidentaux et coloniaux

Ce deuxième facteur est sans doute celui qui a le plus de poids par rapport aux autres. Je ne pense pas qu'on soit dans l'ère *postcoloniale* en ce qui concerne le Proche-Orient. On est encore dans l'ère coloniale tout simplement. Regardez ce qui se passe avec le pétrole. Regardez l'OTAN qui intervient partout. Regardez la Palestine. Regardez les monarchies pétrolières qui ne peuvent survivre sans l'appui occidental. On n'est pas dans l'ère postcoloniale, on est dans l'ère coloniale. Les puissances coloniales se sont investies très lourdement dans l'existence et la survie des régimes en place. Les révoltes arabes n'étaient pas seulement des révoltes contre des régimes locaux, mais aussi contre un système colonial beaucoup plus puissant, qui a beaucoup plus de moyens et donc capable de récupérer ces révoltes, de les orienter, de jouer les acteurs les uns contre les autres. Ce qui devient beaucoup plus facile en l'absence d'institutions bien établies et légitimes (facteur discuté plus haut). Il devient possible de trouver un clan dont les intérêts coïncident temporairement avec ceux d'une puissance coloniale prête à s'insérer dans la stratégie de cette puissance, à ouvrir des confrontations violentes contre un autre clan, pour découvrir ensuite qu'on le laissera tomber en fonction d'autres calculs politiques. Ce genre d'histoires s'est répété tout le long du XX^e siècle dans la région arabe.

Ces manipulations ont été rendues possibles par le premier facteur (la culture politique dominante), mais surtout par le troisième facteur : la montée de l'islam politique.

La montée de l'islam politique

Le djihadisme violent que l'on voit maintenant en Syrie et en Irak est l'expression la plus extrême de l'islamisme politique. Les islamistes djihadistes et les islamistes dits modérés partagent les mêmes références dogmatiques et des visions très similaires de ce que le dogme implique. Certains sont plus pragmatiques que d'autres. Ils peuvent admettre, par exemple, que certaines formes de violences sont légitimées par le dogme, mais estimer qu'ils ne sont pas obligés d'en tenir compte tout le temps et qu'ils peuvent s'en écarter un peu si les circonstances le demandent. Mais, dès qu'ils doivent rester collés au dogme, ils arrivent aux mêmes conclusions. Il faut regarder de près cette idéologie, car elle explique une partie des alliances et des stratégies changeantes suite aux révoltes arabes.

Je tiens à vous en donner en détail un exemple significatif. Au mois d'août passé (2014), il y eut un long débat dans une des chaînes de télévision égyptienne où un avocat égyptien musulman a critiqué le contenu des manuels scolaires que l'Université al-Azhar utilise dans ses écoles secondaires, citations à l'appui, montrant les livres incriminés en direct. Il faut savoir que l'institution al-Azhar — l'institution de légitimation dogmatique suprême en Égypte et dans beaucoup de pays musulmans — a des écoles primaires et secondaires à travers tout le pays. Avec le libéralisme et le néolibéralisme des dernières années, l'État s'est désengagé de la construction d'écoles publiques laïques. Le nombre d'écoles secondaires islamiques sous la responsabilité

d'al-Azhar a donc beaucoup augmenté. Aussi l'utilisation de ces manuels s'est-elle généralisée dans le pays. Cet avocat a montré que, dans ces manuels, on enseigne qu'il faut trancher la tête à ceux qui ne font pas la prière. Il a même lu en direct les pages qui vont dans ce sens. Un ex-doyen des écoles al-Azhar, participant au débat, a rétorqué que, puisque les juristes classiques, qui font figure d'autorité, ont écrit ces textes, il fallait bien les enseigner. L'avocat répliqua que, lorsque c'est enseigné, il n'est pas dit que cet enseignement ne s'applique plus aujourd'hui. Le doyen expliqua que, bien sûr, on n'applique pas cette règle à quelqu'un qui ne va pas faire la prière, par paresse, par exemple. Enfin, l'avocat de lui dire : s'il ne va pas à la prière parce qu'il choisit consciemment de ne pas y aller, quel jugement portez-vous là-dessus ? Le doyen de répondre : dans ce cas, il faut lui trancher la tête.

Cette anecdote illustre bien le problème des rapports entre l'islam modéré et l'islam radical. Ils ont les mêmes références dogmatiques, mais le premier est plus pragmatique et ne revendique pas leur application. Mais quand il est au pouvoir et qu'il devient possible d'appliquer le dogme dans toute sa rigueur, la différence entre les divers degrés de radicalisation tend à diminuer.

C'est ce qui explique que le groupe armé État islamique trouve un terrain fertile dans des communautés qui ont été travaillées par le wahhabisme depuis 40 ans. Je reviendrai un peu sur cette question du wahhabisme.

Un courant de pensée estime que l'islam politique est une réaction aux régimes autoritaires. Pour François Burgat, politologue français spécialiste de l'islam, l'islam politique est une « mobilisation politique à référent religieux ». C'est vrai. Mais ce n'est pas que cela. Il y a l'appui indéfectible de l'Arabie saoudite, depuis plus de 40 ans, à la diffusion de l'idéologie wahhabite, au point que cette idéologie a profondément affecté les sociétés arabo-musulmanes — et pas seulement ces dernières — et qu'elle imprègne tous les mouvements qui se réclament de l'islam.

Comment expliquer qu'il y avait, déjà en mai 2014, au moins 3 000 djihadistes occidentaux en Syrie et en Irak ? Les chiffres réels, que personne ne connaît avec certitude, sont sans doute bien plus élevés. Ces djihadistes européens n'ont pas vécu dans certains pays arabes, écrasés par une dictature. On ne peut donc pas expliquer le phénomène islamiste uniquement comme réaction à une dictature. Il faut chercher à identifier l'ensemble des facteurs qui l'expliquent.

On entend souvent, surtout dans les réseaux critiques des politiques américaines, que ces mouvements sont en réalité des créations de l'impérialisme occidental. Cette idée est fautive. Qu'ils aient été instrumentalisés dans le cadre de politiques coloniales visant à réaliser des objectifs immédiats, c'est évident. Mais ce n'est pas la même chose de dire qu'ils sont la *création* des puissances coloniales. Pour être instrumentalisés de cette façon, ils doivent être « instrumentalisables ». Comment se fait-il qu'ils sont « instrumentalisables » ? Il faut aller voir ce qui, dans la culture politique actuelle des sociétés arabo-musulmanes, rend les groupes politiques radicaux « instrumentalisables » pour des buts qui ne font pas l'affaire des peuples, mais auxquels ils croient dur comme fer, buts sous-tendus par un discours religieux qui se considère comme l'expression de la Vérité absolue.

Pour aller plus loin dans la réflexion initiée plus haut, je voudrais dire quelques mots sur les acteurs en présence sur la scène politique arabe. Je tiens compte du fait que le but de la discussion d'aujourd'hui est de faire une sorte de portrait global, et non pas d'aller dans le détail. Voici donc qui sont, pour moi, les acteurs qui comptent le plus sur la scène locale et régionale.

- Les monarchies pétrolières du Golfe arabo-persique (l'Arabie saoudite, le Qatar, les autres petites monarchies qui jouent un rôle moins important).
- Les puissances régionales en quête de pouvoir, dont la Turquie et l'Iran, qui se positionnent en fonction de calculs géostratégiques à moyen ou à long terme.
- Les intérêts occidentaux représentés par les États-Unis et la Grande-Bretagne, ainsi que par la France qui, depuis deux siècles, revendique un rôle majeur dans la région et a été très active dans l'appui aux rebelles islamistes en Libye et en Syrie.
- D'un autre côté, les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) parmi lesquels la Russie joue un rôle de leadership, qui contestent l'hégémonie et l'unipolarisation occidentales. La lutte pour la configuration du monde, unipolaire ou multipolaire, est un facteur fondamental qui permet de comprendre le rôle des divers acteurs.
- Les gouvernements des États arabes divers, porteurs de cette tradition de répression et toujours au pouvoir, sauf en Tunisie.
- Les sociétés avec leurs diverses composantes, car les peuples ne sont pas des blocs monolithiques. Elles comprennent des classes sociales, des riches et des pauvres, des capitalistes et des non capitalistes, des travailleurs et des syndicats. Ces sociétés sont de plus traversées par des courants idéologiques en lutte pour l'hégémonie.
- L'islamisme radical, un acteur à prendre en considération de façon particulière à cause de ses revendications transnationales, et à cause de la façon spécifique dont son idéologie s'articule avec la culture locale et avec la légitimité religieuse traditionnelle.

Parmi les aspects dont on commence à peine à parler dans les médias et dans les discussions politiques : pensons aux conséquences de cet islamisme radical sur les minorités non-musulmanes. J'y reviendrai.

Commençons par les monarchies pétrolières. Ces monarchies, constituées de clans qui ont pris le pouvoir dans un contexte de luttes tribales pour l'hégémonie, se trouvent en contrôle de réserves de pétrole énormes. Avec le pétrole, ces clans sont devenus extrêmement riches, extrêmement puissants et ont acquis un énorme prestige en ravivant la religion — leur interprétation de la religion — comme facteur de légitimation. Pour ces clans-là, quelle est la condition de leur survie ? L'idée de démocratie ne fait certainement pas leur affaire. Une démocratie en Arabie saoudite signifierait que les quelques milliers de princes et de membres les plus rapprochés de la famille royale n'auraient pas la mainmise qu'ils ont sur la richesse du pays, ni les privilèges dont ils bénéficient. D'où leur besoin de légitimer leur pouvoir.

Comment ces monarchies peuvent-elles légitimer leur pouvoir ? Certainement pas par la démocratie, ni par le vote, ni par les élections, ni par la défense de l'intérêt de la nation arabe.

Par quoi alors ? Par la tradition religieuse. C'est le seul élément qui reste. Et donc, ces monarchies — en particulier l'Arabie saoudite et aussi le Qatar, les deux monarchies les plus puissantes (les autres le sont beaucoup moins) — se sont investies à fond dans l'appui aux groupes radicaux islamistes : l'Arabie saoudite par la propagation de l'idéologie wahhabite, et le Qatar par l'appui financier et logistique aux djihadistes arabes. L'idéologie wahhabite — cette idéologie extrêmement conservatrice développée surtout à partir du XVIII^e siècle — prône un retour littéral aux sources religieuses originales, donc celles des deux premiers siècles, et rejette entièrement toutes les écoles de jurisprudence qui interprètent les textes sacrés. Cette idéologie est propagée avec des moyens énormes depuis à peu près 40 ans, depuis la guerre de 1973 entre l'Égypte et Israël, où le pétrole a été utilisé comme arme de pression sur l'Occident et que le prix du pétrole est rapidement monté en flèche. La richesse qui en a découlé est devenue une énorme source de pouvoir et de prestige. La richesse accumulée a entraîné une migration des travailleurs arabes vers l'Arabie saoudite, surtout des professionnels, des techniciens, des intellectuels, impressionnés par la richesse et le prestige, les considérant comme une preuve que c'est un système conforme aux injonctions divines, système qu'il fallait imiter.

Ces monarchies n'ont donc pas intérêt à ce que naissent des révoltes réellement démocratiques dans la région, parce que de telles révoltes remettraient en question leur pouvoir et leurs privilèges. Elles ont donc joué un rôle majeur pour récupérer ces mouvements de révolte dans leur intérêt et pour appuyer les contre-révoltes. Il est largement documenté maintenant que, par exemple, l'argent du groupe armé État islamique vient essentiellement d'Arabie saoudite et du Qatar. Les prêches des autorités religieuses en Arabie saoudite constituent un appui direct et explicite aux groupes djihadistes, ainsi qu'une injonction aux « bons musulmans » d'aller se battre contre les « régimes impies ». Remarquons que l'appui aux révoltes contre des régimes dictatoriaux est légitime à nos yeux. Ce qui ne l'est pas du tout, c'est la justification religieuse, plutôt que politique, d'une lutte présentée comme une lutte contre « les apostats » et non pas comme une lutte pour la démocratie.

Il faut noter aussi que ces politiques d'appui aux djihadistes ne peuvent se faire sans l'approbation des États-Unis. Les monarchies pétrolières ne seraient pas capables de se maintenir au pouvoir toutes seules. Elles sont constituées de clans relativement restreints qui n'ont pas les moyens politiques, logistiques, ou militaires de rester au pouvoir. Si cela est vrai, comment expliquer que les États-Unis et d'autres puissances européennes tolèrent un appui à des groupes djihadistes qu'ils combattent par ailleurs ? La réponse à cette question ne peut être qu'approximative, puisque ces puissances n'annoncent pas ouvertement leur appui aux groupes djihadistes. Notre interprétation, c'est que les puissances occidentales essaient d'instrumentaliser les groupes djihadistes pour déstabiliser les régimes qui ne tombent pas sous leur coupe, en espérant qu'elles pourront aussi contrôler ces groupes et limiter leur action quand on n'aura plus besoin d'eux. Beaucoup d'indications le laissent entendre. L'histoire récente de l'Afghanistan nous montre, en effet, que les États-Unis ont bel et bien appuyé les talibans, au moment où il fallait combattre la présence soviétique dans ce pays.

L'autre groupe d'acteurs qui exerce une influence sur la situation, ce sont les puissances régionales. Pour la Turquie, son accession à un leadership régional représente un enjeu important. La Turquie,

pays beaucoup plus grand que ses voisins arabes — la Syrie, l'Irak et le Liban — contrôle en outre les ressources en eau de l'Irak et de la Syrie. Cette eau, qui arrive des hauteurs du territoire turc, est essentielle à la survie de l'Irak et de la Syrie car sans elle l'agriculture ne serait pas possible. Le contrôle des grands barrages de l'Anatolie peut permettre à la Turquie d'assoiffer l'Irak et la Syrie et d'y provoquer des famines. De plus, pour la Turquie, la question kurde comporte des intérêts assez complexes à gérer dans ces territoires-là. Par exemple, l'appui à des revendications kurdes peut affaiblir les régimes irakiens et syriens, mais il pourrait renforcer les mouvements autonomistes kurdes en Turquie. Il y a là un équilibre délicat à respecter qui complique les calculs politiques de la Turquie.

Il faut absolument discuter d'un acteur principal constitué par les multiples groupes désignés par l'idéologie qui les anime, celle de l'islamisme radical. Il y a une question qu'aucun journal n'a posée à propos de ces groupes. Quand l'*État islamique en Irak et au Levant* (EIL) — qui a, par la suite, changé son nom pour l'*État islamique* tout court — est rentré en Irak au courant de l'été 2014, il a fait son entrée avec plusieurs centaines de voitures blindées neuves. Ils portaient tous des uniformes. Si vous regardez bien les images, même leurs prisonniers sont vêtus des mêmes uniformes (dont la couleur évoque d'ailleurs ceux de Guantanamo). C'est un détail, mais imaginez ce qui est nécessaire comme organisation pour avoir des uniformes non seulement pour l'armée, mais aussi pour les prisonniers. Ce qu'il faut pour avoir plusieurs centaines de voitures blindées et des armes assez sophistiquées, pour avoir des cartes satellitaires extrêmement précises qui leur permettent de déterminer, à un moment spécifique, le nombre de soldats qui se trouvent à un lieu spécifique (sur telle base militaire, par exemple). C'est sur ce genre d'informations que leur stratégie s'est appuyée et ce qui explique en partie — *en partie seulement* — leur succès. Ces conditions de succès ne sont possibles que parce que des États les appuient.

Posez-vous une autre question. Ces centaines de voitures entrées en Irak au milieu de l'été, par où sont-elles passées pour y arriver ? Une seule possibilité : la Turquie, membre de l'OTAN et alliée des États-Unis. Les combattants étrangers transitent eux aussi par la Turquie, mais auparavant, ils sont entraînés en Jordanie, un autre allié de l'OTAN. Ces deux États n'auraient pas pu faire des choix stratégiques aussi importants sans avoir l'aval de leur puissant allié.

Il faut aussi mentionner un autre facteur de succès : l'appui des populations locales sunnites en Irak, excédées par les politiques de marginalisation et de discrimination du régime Maliki à leur endroit. C'est un facteur bien local même si ce clivage lui-même a été exacerbé par des facteurs géostratégiques.

En somme, un groupe à l'origine assez marginal, tel que l'EIL n'aurait pas pu devenir ce qu'il est devenu sans un appui majeur au plan financier, logistique, politique et au plan de l'information, de la part de puissances régionales et de puissances occidentales. C'est une erreur — ou peut-être un calcul cynique — que les États-Unis avaient commis avec les talibans quelques années plus tôt. Ces derniers, d'abord appuyés et renforcés pour affaiblir l'Union soviétique, ont ensuite dépassé le rôle qu'on leur avait assigné. Similairement, le groupe *État islamique* avait un rôle très précis : déstabiliser la Syrie d'abord et par la suite le gouvernement de Maliki quand ce

dernier a commencé à s'allier de trop près avec l'Iran et le gouvernement de Bachar el-Assad. Il fallait le déstabiliser à n'importe quel coût. On a donc instrumentalisé l'État islamique pour opérer cette déstabilisation, sauf qu'il a dépassé un peu les limites qu'on lui avait assignées. Mais les conséquences de ce dépassement n'étaient pas encore bien établies au début de l'offensive de l'EIL. Pendant les premières semaines de cette offensive, personne ne parlait de les arrêter. Au contraire, on demandait au gouvernement irakien de tenir compte des intérêts des sunnites et de faire les compromis nécessaires à cet égard. Bien sûr, le gouvernement irakien, majoritairement chiite, brimait les droits des sunnites. Mais entre les lignes, ce discours signifiait que le gouvernement Maliki devait, pour accommoder les sunnites irakiens, mettre un terme avec son alliance avec le gouvernement syrien d'un côté et avec le gouvernement iranien de l'autre. On lui demandait de se rallier à la stratégie occidentale puisque cela faciliterait l'accès au pétrole et aux zones stratégiques.

Mais quand il s'est avéré que l'EIL ne s'inscrivait plus dans les objectifs stratégiques de l'OTAN, on a découvert tout à coup que les exécutions dont il était coupable étaient barbares (elles l'étaient même avant !). La coalition internationale s'est donc mise en place au courant du mois d'octobre 2014, pour limiter les dégâts.

À ce sujet, une remarque s'impose. J'ai longuement parlé des monarchies et de leurs intérêts, de l'État islamique et de ses intérêts et du fait qu'il est manipulé. J'ai établi aussi que, pour être manipulé, il faut que ce courant radical soit nourri par une idéologie qui le rende « manipulable » et « instrumentalisable ». On ne peut pas analyser la question en affirmant uniquement que c'est la faute des États-Unis, ou en déclarant simplement que c'est la faute aux islamistes. C'est la conjonction de ces deux facteurs qui a abouti à la situation actuelle. C'est la façon dont les intérêts occidentaux instrumentalisent l'islam politique, ainsi que la capacité de l'islam politique d'être ainsi instrumentalisé qui permettent de comprendre la situation actuelle.

Pour terminer, j'aimerais dire quelques mots sur la situation en Égypte, parce qu'elle est symptomatique de cette question. En Égypte, la révolte de 2011 a donné beaucoup d'espoir aux gens et elle a abouti à l'élection du président Morsi qui représentait les Frères musulmans. Beaucoup d'observateurs croyaient que c'était une expérience démocratique qu'il fallait faire, et au bout de laquelle il fallait aller. Que s'est-il passé durant la première année de Morsi ? J'ai analysé ailleurs¹ la façon dont Morsi a perdu sa légitimité, mais j'ai aussi souligné tout ce qui fait que le gouvernement actuel est dangereux. Quelques mots sur cette question.

Premièrement, il faut dire que Morsi était un président de coalition. Ceux qui avaient voté pour lui au premier tour représentaient 23 % du vote exprimé. Au deuxième tour, il a obtenu 51 % des voix, ce qui signifie que 28 % des électeurs se sont ralliés. Ils n'avaient pas voté pour Morsi, ni pour les Frères musulmans au premier tour, mais ils ont voté pour lui au deuxième tour parce qu'ils ne voulaient pas voir l'armée revenir au pouvoir. Morsi devait tenir compte qu'il représentait donc non seulement les Frères musulmans, mais un éventail de forces sociales. Or, il s'est comporté comme s'il représentait les intérêts des Frères musulmans. Des observateurs égyptiens notent qu'il s'est comporté comme s'il était « un fonctionnaire de l'Association des Frères musulmans en charge du



dossier Égypte ». Cette phrase est un peu caricaturale, mais elle peut être expliquée. Morsi a non seulement pris des positions illégales, mais certaines allaient même contre le code criminel. Sur la question des décisions illégales, par exemple, comme il était un président de transition, il avait la responsabilité de faire adopter une nouvelle Constitution. Comme la Constitution précédente avait été abrogée, Morsi avait été élu sous l'égide de ce qu'on avait appelé une « Déclaration constitutionnelle », un document temporaire qui lui assignait des prérogatives précises, ainsi que la tâche d'assurer l'adoption d'une Constitution, l'organisation d'élections législatives, en attendant une autre élection présidentielle qui nommerait un président en bonne et due forme, et qui aurait un plus haut degré de permanence et de légitimité.

Or, quelques mois après son accession au pouvoir, Morsi modifie la Déclaration constitutionnelle qui lui assignait des pouvoirs bien délimités, et s'assigne à lui-même plus de pouvoirs que Moubarak n'en a jamais eus, mettant toutes ses décisions passées et futures à l'abri de la contestation par la Haute Cour constitutionnelle égyptienne. La perte de légitimité de sa présidence a commencé à ce moment-là.

Une longue liste d'infractions par le Président Morsi auraient eu pour conséquence de le destituer du pouvoir par un vote de non-confiance s'il y avait eu à ce moment un système de gouvernement stable et fonctionnel. Il aurait été destitué légalement. Il n'y avait pas de tel système, mais au moins 17 à 20 millions de personnes sont descendues dans la rue le 30 juin 2013 pour demander qu'il refasse des élections. Il n'a rien voulu savoir. L'armée lui a demandé d'annoncer au moins des élections. La relation entre l'armée et les Frères musulmans, nous le savons, a toujours été ambiguë, oscillant entre hostilité et coopération. Morsi a refusé d'annoncer des élections. C'est alors que l'armée a décidé de l'écarter du pouvoir, avec un appui populaire écrasant, mais non dénué de manipulation. Il faut toujours se méfier de ce que fait une armée quand elle s'approche trop du pouvoir. Mais à y regarder de près, l'action de l'armée comporte certains éléments qui en font un coup d'État, mais beaucoup d'autres éléments en font l'instrument — dangereux ! — d'une volonté populaire. C'est une question qui mérite plus ample discussion évidemment.

Le général Sissi est donc arrivé au pouvoir avec un appui assez incroyable, parce qu'il exprimait un rejet populaire des Frères musulmans qui en a surpris plus d'un. Une proportion très forte de la population égyptienne voulait en finir avec la violence des Frères musulmans et leurs tactiques de gouvernement, qui affectaient la vie des citoyens au quotidien de façon très négative.

Mais, attention : fort de cette légitimité, le général Sissi est en train de remettre en place un pouvoir autoritaire qui nie les droits des citoyens, qui emprisonne sans raison, etc. Et une partie importante de la population continue à l'appuyer parce que les Frères musulmans, en s'engageant dans une contestation violente, lui offrent des excuses sur un plateau d'argent.

Voilà. Je m'arrête là-dessus. J'ai fait un tour un peu trop rapide des éléments dont il fallait parler, mais j'espère que l'on pourra revenir sur l'un ou l'autre de ses éléments.

Merci.

¹ <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Egypte-Entre-la-legitimite-perdue.html>

DÉCRYPTAGE DES CRISES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

DÉCRYPTAGE DES CRISES
EN RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE
Arsène Brice Bado

ARSÈNE BRICE BADO, jésuite, est doctorant en science politique à l'Université Laval à Québec, il est également chercheur au Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM) de cette université. Sa recherche doctorale porte sur l'assistance électorale étrangère dans les sociétés en situation post-conflit. Chercheur invité à Yale University, New Haven, États-Unis, il participe également au Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP), Abidjan, Côte d'Ivoire.

Introduction

La République centrafricaine (RCA) est géographiquement enclavée et coincée entre les deux Congo¹, les deux Soudan², le Tchad et le Cameroun. Étendue sur 622 984 km², la RCA compterait environ 5 millions d'habitants³. Ayant subi l'une des administrations coloniales les plus brutales, la RCA n'est guère parvenue à se départir de la violence qui affecte durablement ses processus sociétaux. Son histoire postcoloniale est jalonnée par les coups d'État, les mutineries, les rebellions, les grèves des écoliers, des étudiants et des fonctionnaires. Une histoire violente qui s'est accélérée durant ces dix dernières années avec l'éclatement de trois guerres civiles entre 2003 et 2013, transformant la RCA en un vaste champ de bataille où il n'existe guère de lignes de démarcation, car la guerre éclate de toute part. L'armée régulière est aussi violente que les groupes armés. Des civils s'érigent spontanément en milices dont les machettes et autres armes blanches se sont montrées aussi meurtrières que les Kalachnikovs. La survie individuelle

semble visiblement avoir pris le dessus sur la survie collective. C'est l'échec du contrat social et le constat du chaos centrafricain qui se déclinent en diverses crises. Crise de l'État et de ses administrations incapables de se projeter comme puissance publique sur l'ensemble du territoire national. Crise sécuritaire avec l'éruption de plusieurs groupes rebelles et de milices. Crise sociétale avec la désagrégation de la société et des affrontements intercommunautaires. Crise humanitaire avec des milliers de réfugiés et de déplacés internes. Crise socio-économique où la grande pauvreté, la mauvaise gestion et le pillage des ressources ont installé durablement la population dans l'indigence humiliante. Crise sociodémographique avec une population jeune sans structures d'encadrement adéquates. Crise démocratique avec l'absence de structures de médiation pacifique des intérêts divergents des citoyens, etc.

L'examen de chacune de ces crises peut constituer une porte d'entrée permettant d'expliquer ou tout au moins de comprendre la situation actuelle de la RCA. Car, loin d'être juxtaposées les unes à côté des autres, toutes ces crises, si différentes soient-elles, s'enchevêtrent et s'influencent; telles les branches d'un même arbre, chacune conduit à la racine. Cette étude analysera différents aspects des crises en RCA et notamment la militarisation de la politique, les rébellions et le déficit sécuritaire, la désorganisation de l'économie, la pauvreté et la crise sociodémographique, la crise de l'État ainsi que l'ingérence étrangère. En conclusion, nous évoquerons brièvement quelques tentatives de résolution des crises en RCA.

1. L'effondrement de l'architecture sécuritaire et la floraison des rébellions

La crise sécuritaire qui s'est traduite par l'effondrement du système national de sécurité et de défense joue certainement un rôle prééminent dans l'explication du chaos centrafricain. La sécurité nationale renvoie à l'ensemble des stratégies et des moyens mis en œuvre par un État pour assurer l'intégrité de son territoire et la protection de sa population contre toutes formes de menaces éventuelles capables de déstabiliser la vie de la nation et de l'État. Or, depuis son indépendance, l'État centrafricain n'a jamais été en mesure d'assurer la protection de son territoire et de sa population. Les forces de sécurité et de défense nationale sont paradoxalement source d'instabilité politique et de violence sociale⁴. La plupart des chefs rebelles et des rébellions sont issus des forces armées nationales⁵. Les forces armées sont également coupables d'extorsions, de corruption et de pillages contre la population afin d'arrondir les fins de mois⁶ d'autant plus que leurs salaires n'ont pas toujours été versés de façon régulière. Les revendications de paiement d'arriérés de salaires ont constitué la principale justification, du moins officiellement, des nombreuses mutineries des années 1996 à 1997 et dans les années 2000.

L'armée n'a pas toujours joui de la confiance de l'exécutif en place et la plupart des présidents ont tenté d'imposer à l'armée leurs hommes de confiance qui se trouvent être souvent des membres de leur ethnie. Au temps des présidents David Dacko (de 1960 à 1966 et de 1979 à 1981) et Jean Bedel Bokassa (de 1966 à 1979), tous deux de l'ethnie Mbaka, l'armée était dominée par les Mbaka. Le Général André Kolingba (1981 à 1993) fit de même en plaçant ses « co-ethniques », les Yakoma, non seulement aux positions clefs mais aussi en les rendant majoritaires au sein de l'armée bien que les Yakoma ne représentassent que 5 % de la population centrafricaine⁷. Le président Ange-Félix Patassé (1993 à 2003) créa sa propre milice dominée par les Sara-Kaba, ses « co-ethniques » du Nord. Le président François Bozizé (2003 à 2013) s'entoura d'anciens combattants de la rébellion

qui l'avait porté au pouvoir, dont essentiellement des soldats tchadiens et quelques officiers du Nord dont des membres de son ethnie, les Gbaya. De la même façon, Michel Djotodia s'entoura des membres de la Séléka. De plus, les ex-combattants des rebellions depuis 2004 n'ont jamais été totalement désarmés malgré le programme de DDR⁸ (désarmement, démobilisation et réinsertion) qui avait été mis en place après l'Accord de paix général (APG) de 2008 ayant mis fin à la première guerre civile de 2004 à 2007. Ainsi, l'armée centrafricaine a donc été plus rarement une armée nationale qu'une composition hétéroclite de plusieurs entités dont la loyauté et les allégeances diffèrent. Les autres corps d'armée tels que la police ou la gendarmerie n'ont guère échappé au sort que connaît l'armée nationale.

La déconfiture des forces de sécurité et de défense a transformé la RCA en un territoire sans maître, ou, du moins, avec plusieurs maîtres qui tentent de contrôler chacun une portion du territoire national⁹. Les territoires du Nord-Ouest et le Centre sont contrôlés par l'ex-coalition rebelle la Séléka. Les milices anti-balaka contrôlent plus ou moins les territoires de l'Ouest. On trouve également à l'extrême Ouest le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) et le mouvement Révolution et Justice. Les territoires du Nord-Est et du Sud, quant à eux, sont devenus un sanctuaire où prospèrent des groupes armés étrangers. Citons notamment la milice de Jean-Pierre Bemba de la République démocratique du Congo ; des factions rebelles du Soudan ayant fui les combats au Darfour ; l'Armée de Résistance du Seigneur de Joseph Kony de l'Ouganda qui opère dans cette région depuis 2008. Les groupes rebelles tchadiens se sont repliés également dans le Nord et le Nord-Est de la RCA.

Examinons rapidement les deux principales coalitions de groupes armés, la Seleka et les anti-balaka.

La Seleka, créée en août 2012, a été officiellement dissoute le 13 septembre 2013. Cependant, elle continue à opérer sous la bannière de la Seleka, à tenir des assemblées générales, à procéder à des nominations. Elle est constituée officiellement par les cinq groupes armés suivants : l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) dirigée par Michel Djotodia ; la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) dirigée par Nourredine Adam ; le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) dirigé par Martin Koumtamadjé alias Abdoulaye Miskine ; la Convention patriotique du salut du *Kodro* (CPSK) dirigé par Mohamed-Moussa Dhaffane ; et le Mouvement pour la renaissance et la refondation/Mouvement politique alternatif en RCA (M2R) dirigé par Salvador Edjezekanne. La Seleka est dirigée politiquement par Michel Djotodia et militairement par Nourredine Adam. Mais elle est loin d'être une coalition unifiée ; elle est traversée par de nombreuses dissensions politiques et militaires au point que ses membres se livrent parfois la guerre avant de retrouver une cohésion précaire.

Outre son caractère hétéroclite, la Seleka se particularise aussi par le fait que tous les chefs des groupes armés qui la composent sont musulmans comme le sont également la majorité de ses combattants. Cela s'explique du fait que cette rébellion est née dans le Nord de la RCA où prédomine l'Islam, mais surtout parce que les différents groupes de la Seleka ont incorporé de nombreux combattants étrangers d'origine essentiellement tchadienne et soudanaise qui sont également musulmans¹⁰. Les combattants soudanais Djandjawids du Darfour ainsi que les combattants tchadiens Zaghawa ont perpétré les atrocités les plus cruelles contre les populations civiles¹¹. Mais c'est incontestablement la brutalité contre les civils et le pillage de leurs biens par

les combattants de la Seleka qui a conduit au déclenchement, depuis septembre 2013, de ce que l'on appelle la troisième guerre civile avec l'entrée en scène des milices « anti-balaka » et les affrontements interconfessionnels qui s'en ont suivis.

Contrairement à l'opinion publique la plus répandue, les anti-balaka ne datent pas de septembre 2013. Ils ont émergé durant les années 1990 comme des regroupements informels d'auto-défense pour lutter contre les bandits de grand chemin et les voleurs de bœufs¹². Depuis mars 2013, ils ont pris une tournure décisive à cause de la pénétration des combattants de la Seleka à majorité musulmane à Bangui et dans les régions du sud dont les populations sont à 80 % chrétiennes. C'est à tort que les anti-balaka ont été qualifiés de milices chrétiennes. Ils ne sont pas composés que de chrétiens et n'ont pas brutalisé que des musulmans¹³. Ils sont également infiltrés par d'anciens militaires des Forces armées centrafricaines (FACA)¹⁴, ce qui explique le changement de leur méthode de combat, passant de l'usage d'armes blanches à l'usage d'armes automatiques ainsi qu'à une coordination plus ou moins effective des opérations sur le terrain. Ils disposent désormais de représentants au niveau national lors même que ces derniers n'aient pas un contrôle effectif sur les différents groupes d'autodéfense. Ils sont aussi coupables de violations massives des droits humains ainsi que de crimes de guerre.

En somme, la crise sécuritaire explique en partie les tournures qu'ont prises les différents conflits civils et l'extrême violence qui les caractérise. Cependant, la crise sécuritaire paraît elle-même être engendrée, sinon amplifiée, par d'autres crises plus profondes dont la crise politique et démocratique.

2. Militarisation du mécontentement politique et du processus démocratique

La crise politique et démocratique en RCA s'appréhende principalement en termes de militarisation de la vie politique et d'un manque de dialogue démocratique. Depuis son indépendance, les coups de force et les rébellions sont devenus le mode ordinaire d'alternance politique et de participation à la gestion du pouvoir politique et économique. En effet, David Dacko, devenu président à l'indépendance du pays le 14 août 1960, est renversé le 1^{er} janvier 1966 par Jean-Bedel Bokassa. Le 20 septembre 1979, un commando français renverse Bokassa pour réinstaller David Dacko. Ce dernier sera de nouveau renversé le 1^{er} septembre 1981, cette fois-ci par André Kolingba. L'enchaînement des coups d'État connaît une pause heureuse lorsque, le 22 août 1993, Ange-Félix Patassé remporte l'élection présidentielle ; le scrutin est jugé démocratique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la RCA. Ce fut la première et seule fois jusque-là qu'un président accédait au pouvoir en RCA par les urnes et non par les armes.

Mais, cette ouverture démocratique est vite obstruée par les méthodes non démocratiques d'Ange-Félix Patassé, qui ont conduit à des mutineries et à son renversement du pouvoir par François Bozizé, le 15 mars 2003. Ce dernier est lui-même renversé par Michel Djotodia le 24 mars 2013 avant d'être lui aussi contraint à la démission le 10 janvier 2014 par le Président Idriss Déby du Tchad et par ses pairs de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). Depuis lors, s'est ouverte une période de transition présidée par Alexandre-Ferdinand N'Guendet¹⁵, puis par Catherine Samba-Panza¹⁶.





L'absence de plate-forme de dialogue politique inclusif est une autre expression de la crise politique. La dernière décennie qui correspond à la présidence de François Bozizé a été particulièrement caractérisée par la loi du plus fort et l'exclusion comme mode de gouvernement. Il a gouverné le plus souvent par décrets et autres instruments juridiques conjoncturels aussi contradictoires les uns que les autres et au mépris de la Constitution nationale. En effet, pour la gestion des affaires publiques et pour la pacification du pays, François Bozizé a davantage compté sur sa supériorité militaire que sur le dialogue, la négociation et la recherche de compromis. Pour lui, le dialogue inclusif n'était qu'un « prétexte pour des bandits, soi-disant des opposants, qui cherchent à s'emparer du fauteuil présidentiel avec l'appui de la communauté internationale »¹⁷. En l'absence d'une volonté de recherche de compromis, les différentes médiations en vue d'une sortie de crise n'étaient qu'une mascarade et les opposants politiques étaient alors perçus comme des ennemis voués aux gémonies. L'opposition politique porte également la responsabilité de l'échec de l'instauration d'un dialogue politique. Plusieurs partis politiques¹⁸ sont d'« anciens » groupes armés transformés en mouvements politiques, mais qui n'ont jamais désarmé totalement et menacent parfois de reprendre la lutte armée. L'opposition politique et l'opposition armée semblent préoccupées par l'accès au pouvoir politique et aux ressources de l'État. L'une des principales raisons avancée officiellement par la Seleka pour justifier le déclenchement de la récente guerre civile était son exclusion de la participation au gouvernement contrairement aux dispositions de l'Accord de paix global (APG) du 21 juin 2008¹⁹. La crise politique prédispose ainsi à la militarisation du mécontentement, fragilisant les structures et les procédures de dialogue sociétal pacifique et démocratique.

3. Une économie désorganisée et une survie impossible pour une population déshéritée

Avant le déclenchement de la guerre civile, la structure du produit intérieur brut (PIB) était composée à 50 % par le secteur primaire et notamment l'agriculture, 30 % par les services, et 20 % par l'industrie, ce qui indiquait une économie fragile et vulnérable aux chocs internes et externes. Depuis le déclenchement du conflit armé, l'économie s'est effondrée et est entrée dans une récession sévère : le PIB a décliné de -34,2 % en 2013 et tous les indicateurs macroéconomiques sont au rouge²⁰. L'insécurité, les pillages des biens privés et publics ont désorganisé l'activité économique et ont conduit à l'arrêt des projets de développement et d'investissement. La guerre a aussi conduit à des déplacements massifs de populations dans les zones agricoles²¹, ce qui a exacerbé les tensions intercommunautaires et intensifié la crise alimentaire et la pauvreté. Près du tiers des Centrafricains (30,2 %) vivent dans l'insécurité alimentaire. Selon le PNUD, 62,7 % — soit 3 Centrafricains sur 5 — vivaient sous le seuil de pauvreté en 2012²². Ces chiffres ont empiré avec le conflit en 2013. Car désormais, ce sont 80 % — soit 4 Centrafricains sur 5 — qui vivent sous le seuil de pauvreté. L'espérance de vie à la naissance est tombée à 49,1 ans. L'eau potable et l'électricité sont en quantité insuffisante même à la capitale où seulement 8,6 % des ménages ont accès à l'électricité et uniquement 22 % à l'eau courante. Les infrastructures économiques sont faibles, pillées ou en mauvais état.

Si les conflits armés ont contribué sans aucun doute à la paupérisation du pays, il est certain que la pauvreté est l'un des facteurs qui ont créé les conditions à l'éclatement de la lutte armée. Le manque de transparence dans la gestion des recettes publiques a profité aux élites de tout bord au détriment de la population. Par exemple, au cours de la dernière décennie, le président François Bozizé a préféré sécuriser son pouvoir en affectant une part importante des ressources de l'État aux forces de sécurité et de défense à travers les ministères en charge de l'Intérieur et de la Défense nationale dont les agents représentaient à eux seuls 41 % des 26 000 fonctionnaires que comptait l'État²³. Dans la même perspective, Didier Niewiadowski dénonce « la privatisation des opérations douanières au bénéfice de la Société de détention des importations et exportations frauduleuses (SODIF) »²⁴, même au mépris des mises en garde du Fonds monétaire international (FMI). Plusieurs compagnies multinationales en connivence avec les autorités en place ont obtenu des concessions d'exploitation minière, forestière et autres, dont les termes des contrats ont été dénoncés par des organisations des droits humains. La production du diamant, dont la RCA dispose de grandes potentialités, échappe au contrôle de l'État parce que la production est essentiellement artisanale, mais aussi parce que plusieurs mines sont localisées dans les zones sous contrôle de la rébellion. La suspension de la RCA du processus de Kimberley²⁵ depuis mai 2013 n'entrave guère l'écoulement de la production diamantaire centrafricaine sur le marché international avec la complicité de plusieurs entreprises étrangères.

Ces quelques exemples illustrent le dysfonctionnement de l'économie et expliquent, en partie, la grande pauvreté et la crise sociale qui frappent de plein fouet les Centrafricains. Notons que les agents de l'État cumulent plusieurs mois d'arriérés de salaires. De septembre 2013 à février 2014, par exemple, les fonctionnaires n'avaient pas été payés. En mars 2014, ils n'ont reçu qu'un seul salaire dû, et cela grâce à un prêt octroyé par le président Denis Sassou Nguesso du Congo-Brazzaville²⁶. Au cours de la décennie 2000 à 2010, la moyenne du budget annuel consacré à la santé n'a guère dépassé 3 % du PIB et celle consacrée à l'éducation n'a pas dépassé 2,5 % dans un pays où 40,6 % de la population a moins de 14 ans²⁷. Dans un tel abandon par l'État couplé à la déliquescence des structures scolaires et familiales d'encadrement, chaque jeune devient potentiellement un candidat à la rébellion. Les conditions d'existence insoutenables finissent par transformer le pays en une jungle où la violence est normalisée par la loi du plus fort. La crise socio-économique porte donc en elle la semence de la vengeance et de la guerre.

4. L'échec de l'État postcolonial à s'institutionnaliser

Les différentes crises analysées ci-dessus, notamment les crises sécuritaire, politique, démocratique et socio-économique, orientent vers une autre crise : celle de l'institution étatique. Considérant la gravité de ces crises et la permanence des facteurs qui les ont engendrées, on peut affirmer que l'État centrafricain n'est pas seulement en crise, mais encore qu'il a échoué et n'est plus que l'ombre de lui-même. L'État centrafricain aujourd'hui ne remplit guère les critères classiques de définition de l'État, à savoir le territoire, la population, l'autorité publique et la reconnaissance internationale par les pairs. En effet, le territoire national est désormais contesté à l'intérieur même de la RCA par divers groupes armés qui ne cachent plus leur velléité de partition du territoire national comme l'attestent les revendications de la Seleka lors du Forum de Brazzaville du 21 au 23 juillet 2014. Bien que l'idée ait été rejetée, il reste que, dans les faits,

l'État centrafricain contrôle à peine la capitale, tandis que les territoires du nord, du centre, du sud-est et du nord-est sont contrôlés par différents groupes armés.

En ce qui concerne la population, son lien particulier à l'État centrafricain est problématique. La porosité des frontières et la présence quasi dominante de combattants étrangers dans les mouvements rebelles finissent par jeter le doute sur la citoyenneté d'une portion non négligeable de la population d'autant plus qu'il n'existe guère d'état civil crédible en RCA à cause des pillages ou du manque de moyens de fonctionnement des mairies. En outre, les exactions des forces armées, conjugués aux abus de pouvoir et à la corruption des agents de l'État, ont creusé un fossé d'un côté entre l'État et ses agents et, de l'autre, avec le reste de la population. De plus, les affrontements ethniques intercommunautaires et interconfessionnels ont fait voler en éclats la fragile cohésion sociale. Les populations au nord-ouest se sont repliées vers leurs « co-ethniques » du Tchad avec qui elles entretiennent plus de relations commerciales et culturelles qu'avec le reste de la RCA. Il en est de même des populations du nord-est avec le Soudan.

Quant au critère d'existence d'un pouvoir et d'un gouvernement capable d'exercer une autorité légitime sur l'ensemble de la population vivant sur le territoire national, force est de constater que, depuis son indépendance en 1960, l'État n'a jamais réussi à se projeter en une puissance publique sur l'ensemble du territoire. L'existence des rebellions, l'échec des politiques publiques, le dysfonctionnement des administrations, l'incapacité à verser régulièrement les salaires, l'inexistence de politique sociale, l'écroulement du système judiciaire, constituent autant de facteurs qui témoignent de l'impuissance de l'État et de la perte de la légitimité de son autorité.

Enfin, quant au critère de la reconnaissance internationale par les pairs, il ne souffre d'aucune contestation. Cependant, la RCA est assez mal insérée dans les relations internationales. L'histoire de ses rapports avec les autres pays est jalonnée par des ingérences diverses à son détriment, comme nous l'expliquerons dans la section suivante.

La crise de l'État centrafricain ne date guère des insurrections récentes de 2013. L'État centrafricain est en déroute depuis au moins le coup d'État de 1966 par lequel Jean-Bedel Bokassa renversa le président David Dacko, privatisa l'État, ses administrations et ses ressources, et finalement transforma la République centrafricaine en un empire en 1976. Malgré la restauration de la République en 1979, l'État centrafricain n'est guère parvenu à s'institutionnaliser et à assumer ses fonctions régaliennes. Les institutions de l'État ont longtemps été des coquilles vides avant de s'effondrer avec les rébellions de 2013 ; ce qui semble donner raison à Barthélemy Boganda, le père de l'indépendance, qui n'avait pas voulu que la RCA soit un pays à part entière. En 1958, il avait milité pour une Afrique centrale fédérale dont la RCA serait le cœur. Mais le Congo-Brazzaville, le Gabon et le Tchad avaient décliné cette offre²⁸. C'est donc malgré elle que la RCA s'est retrouvée pays souverain en 1960 et, depuis lors, elle peine visiblement à assumer cette souveraineté.

5. La RCA, une histoire d'ingérence internationale

Les crises en RCA ne peuvent se comprendre sans une prise en compte du contexte régional et international²⁹. Car, « en raison de la contiguïté géographique, de la porosité des frontières et de la similarité des facteurs »³⁰, le conflit en RCA entretient des rapports directs avec les conflits et l'insécurité dans les régions d'Afrique centrale et orientale. La quasi-totalité des pays voisins sont

confrontés à des rebellions³¹. C'est le cas de la République démocratique du Congo, du Tchad, du Soudan (Darfour) et du Soudan du Sud. Le Congo-Brazzaville a vécu une guerre civile récente de juillet 1993 à décembre 1999. Le Cameroun est confronté depuis le début de l'année 2014 à des incursions fréquentes des insurgés nigériens de la secte islamiste Boko Haram. Même des rebellions dans les pays non limitrophes de la RCA exploitent son territoire comme base arrière ; c'est le cas dans le Sud-Est avec l'Armée de résistance du Seigneur de l'Ouganda, l'extrême Nord avec les militants de Boko Haram du Nigeria³².

La présence des groupes armés étrangers ne fait pas de la RCA uniquement une victime. Elle est devenue à son tour un pôle de déstabilisation, une plate-forme de circulation d'armes et de mercenaires qui menacent la sécurité régionale³³. Le conflit en RCA participe alors pleinement à ce que l'on peut appeler « un système de conflit RCA, Tchad, Darfour (Soudan), Soudan du Sud, République démocratique du Congo, Nigeria, Cameroun ». Bien que les causes et les modes de conflit dans ces pays diffèrent, ils s'alimentent mutuellement pour créer une sorte de complexe conflictuel³⁴.

L'histoire des relations internationales de la RCA se caractérise aussi par de nombreuses ingérences d'autres pays au rang desquels la France se classe première. Colonie française³⁵, la RCA a subi la pire des colonisations du point de vue de l'exploitation et de la maltraitance par les administrateurs coloniaux et les sociétés concessionnaires³⁶. Même après l'accession à l'indépendance, la RCA continuera à évoluer sous « la tutelle française » à travers les pratiques de la *Françafrique*, « cet ensemble de relations personnelles et de dispositifs politiques, économiques et militaires qui lièrent la France à ses anciennes colonies africaines jusqu'à nos jours »³⁷.

Dans les années 1990, avec la fin de la Guerre froide, la RCA perd de son importance géostratégique en faveur de la France qui se désengagea militairement en fermant ses bases dans les villes de Bouar et de Bangui. Cependant, la France continuera à exercer son influence en cautionnant plus ou moins les présidents centrafricains. En décembre 2006 et en mars 2007, les troupes françaises sont intervenues pour sauver le régime du président Bozizé avant de conclure un « partenariat de défense » avec la RCA qui excluait désormais de telles interventions françaises³⁸.

Le retrait partiel de la France a ouvert la porte à d'autres ingérences, mais avec la complicité de la France. Le renversement du président Ange-Félix Patassé en mars 2003 en constitue une illustration patente. Car, avec le soutien de la France, le Tchad, la République démocratique du Congo, le Congo-Brazzaville et le Gabon offrirent leur soutien politique, financier et militaire à François Bozizé dans la rébellion qu'il initia pour renverser le président Ange-Félix Patassé³⁹. Le Tchad a particulièrement joué un rôle important — mais pas toujours positif — dans les affaires internes de la RCA surtout entre mars 2003 et avril 2014 et notamment à travers sa prépondérante présence militaire⁴⁰. Le Tchad a assuré la sécurité militaire du régime du président Bozizé avant de le lâcher au profit du président Michel Djotodia qui dut également abandonner le pouvoir sous la contrainte essentiellement du Tchad le 10 janvier 2014. Mais soupçonné de complicité avec les combattants de la Seleka, le contingent tchadien a dû se résigner, le 4 avril 2014, à quitter la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous la conduite africaine (MISCA). Les forces sud-africaines avaient également assuré la sécurité du régime de Bozizé tout comme l'avaient fait les forces libyennes au temps d'Ange-Félix Patassé.

Ainsi, pendant longtemps, la RCA n'a assuré sa propre sécurité que par procuration, ce qui a été dommageable aux forces centrafricaines de défense et de sécurité. De plus, ces nombreuses « ingérences militaires consenties » ont cherché à sauver les régimes en place au prix de compensations officieuses au détriment des populations. En ce sens, les soutiens internationaux des différents régimes en RCA partagent une part de responsabilité dans la situation que connaît le pays quoiqu'il n'y ait pas de doute que les Centrafricains eux-mêmes en sont les premiers responsables.

Conclusion

Face à la complexité et à la gravité des crises centrafricaines, il est difficile d'établir clairement une hiérarchie des priorités à établir. Cependant, le rétablissement d'un minimum de sécurité à travers l'arrêt des combats et des violences sur l'ensemble du territoire national est un préalable à toute initiative de sortie de crise. Espérons que, tout en évitant une mise sous tutelle de la RCA, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA)⁴¹ parviendra à rétablir la stabilité. Cette mission autorisée sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies a pour mandat de prendre tous les moyens nécessaires (y compris l'usage de la force) pour rétablir la stabilité ainsi que l'autorité de l'État. Son déploiement a été entamé le 15 septembre 2014 ; elle comptera à terme 12 000 personnes dont 11 200 soldats.

Toutefois, l'obtention d'un cessez-le-feu ne signalera guère la fin des crises en Centrafrique. Il faut en plus réussir à établir un leadership crédible capable d'initier un dialogue politique entre les acteurs afin de redonner confiance à la population et de rendre le « vivre ensemble » possible malgré la violence exercée ou subie. Car, sous leurs différentes manifestations, les crises en RCA sont incontestablement un échec des élites tant sur le plan politique, militaire, économique que social. C'est pourquoi l'une des tâches prioritaires de la communauté internationale est d'aider la RCA à sélectionner de bons leaders, non seulement pour la présidence de la République, mais également pour les administrations et les institutions publiques. La crédibilité de l'État et de ses institutions dépend avant tout de la qualité du leadership des administrateurs.

Une fois la sécurité et l'autorité de l'État rétablies, il est important d'entreprendre sans complaisance les tâches désormais classiques en période post-conflit : le désarmement et la réinsertion des combattants, la refondation des forces de défense et de sécurité nationale, la mise en place d'une commission pour enquêter et juger les crimes de guerre, les violations des droits humains, ainsi que les crimes économiques.

Somme toute, rendons hommage à la résilience de la population centrafricaine dont une grande partie refuse la violence, lutte pour sa survie avec un grand sens d'humanité, et porte assistance à autrui sans l'espoir d'aucune récompense. L'engagement quotidien de ces héros de l'ombre est la promesse que la paix triomphera de la guerre.

Bibliographie

- AHMADOU, Nadia et HANDY, Paul-Simon, « Central African Republic: Elections on the horizon? », *African Security Review*, vol.19, n° 1, March 2010.
- AMNESTY INTERNATIONAL, *Central African Republic: Time for accountability*, London, Amnesty International, July 2014.
- CIA, « Central African Republic », *The World Factbook*, 2014.
- CONFÉRENCE ÉPISCOPALE CENTRAFRICAINE, « Reconstituons ensemble notre pays dans la paix ! », *Message des évêques de Centrafrique aux fidèles chrétiens, aux hommes et aux femmes de bonne volonté*, Bangui, le 8 janvier 2014.
- DIALLO, Kalidou, « République centrafricaine 2014 », in BAFD, OCDE, PNUD, *Perspectives économiques en Afrique 2014*, African Economic Outlook, 2014. [Disponible sur : www.africaneconomicoutlook.org, consulté le 20 octobre 2013].
- DIALLO, Massaër, « Systèmes de conflits en Afrique de l'Ouest : Introduction à une problématique des systèmes de conflits, dans la perspective d'une politique régionale préventive », *Communication du CSAO*, Atelier de la CEDEAO sur les systèmes des conflits et l'évaluation des risques en Afrique de l'Ouest, Conakry (Guinée), 16-18 décembre 2008.
- GORÉE INSTITUTE (éd.), *Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest*, Ile de Gorée (Sénégal), Éd. Gorée Institute, 2012.
- GOURDIN, Patrice, « République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié », *Diploweb.com*, 1^{er} octobre 2013 [URL : <http://www.diploweb.com/spip.php?article1116>, consulté le 20 octobre 2013].
- ICG, « La République centrafricaine : Anatomie d'un État fantôme », *Rapport Afrique*, n° 136, 13 décembre 2007.
- ICG, « République centrafricaine : débloquent le dialogue politique inclusif », *Briefing Afrique*, n° 55, 9 décembre 2008.
- ICG, « Centrafrique : l'intervention de la dernière chance », *Briefing Afrique*, n° 96, 2 décembre 2013.
- IRIN, « La contrebande d'armes destinées à Boko Haram menace le Cameroun », Yaoundé, 24 février 2014.
- LUNTUMBUE, Michel et MASSOCK, Simon, « Afrique centrale : risques et envers de la *Pax Tchadiana* », *Note d'analyse du GRIP*, Bruxelles, 27 février 2014.
- MALONGA, Eve, « Centrafrique : Un mois de salaire pour les fonctionnaires », *La Nouvelle Centrafrique*, 11 mars 2014.
- MEHLER, Andreas, « Rebels and Parties : the Impact of Armed Insurgency on Representation in the Central African Republic », *Journal of Modern African Studies*, vol. 49, n° 1, 2011, p. 115-139.
- NGOUPANDÉ, Jean-Paul, *Chronique de la crise centrafricaine 1996-1997. Le syndrome barracuda*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- NIEWIADOWSKI, Didier, « La République centrafricaine : Le naufrage d'un État, l'agonie d'une nation », texte inédit, 21 janvier 2014.
- NSENGIYAREMYEL, Dismas et GAKUSI, Albert-Enéas, « L'environnement politique pour la prévention et la résolution des conflits : la région des pays des Grands Lacs », in Hélène Grandvoinet et Hartmut Schneider (éd.), *La gestion des conflits en Afrique : un défi permanent*, Les Éditions de l'OCDE, Paris, 1998, p.65-71.
- ONU, *Résolution du Conseil de Sécurité 2149 (2014) du 10 avril 2014*, référence : S/RES/2149 (2014).
- PNUD, *République centrafricaine. Cadre d'accélération des OMD : Un engagement en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition*, PNUD, octobre 2012.
- ROGER, Benjamin, « Une cinquantaine de lycéennes nigérianes repérées en Centrafrique? », *Jeune Afrique*, 9 mai 2014.
- TAMEKAMTA, Alphonse Zozime, *Gouvernance, rébellions armées et déficit sécuritaire en RCA : Comprendre les crises centrafricaines (2003-2013)*, Note d'analyse du GRIP, Bruxelles, 22 février 2013.

- ¹ La République démocratique du Congo (RDC) et la République du Congo (Congo-Brazzaville).
- ² La République du Soudan et la République du Sud Soudan.
- ³ Estimation en juillet 2014, voir CIA, « Central African Republic », *The World Factbook*, 2014.
- ⁴ Voir Jean-Paul Ngoupandé, *Chronique de la crise centrafricaine 1996-1997. Le syndrome barracuda*, Paris, L'Harmattan, coll. « Études africaines », 1997 ; Andreas Mehler, « Rebels and Parties : the Impact of Armed Insurgency on Representation in the Central African Republic », *Journal of Modern African Studies*, vol. 49, n° 1, 2011, p. 115-139.
- ⁵ Amnesty International, *Central African Republic: Time for accountability*, July 2014, p.15-19.
- ⁶ ICG, « La République centrafricaine : Anatomie d'un État fantôme », *Rapport Afrique* n° 136, 13 décembre 2007, p.1.
- ⁷ Babette Zoumara et Abdul Rauf Ibrahim, « Genèse de la crise en République centrafricaine », *Pambazuka*, n°313, 17 février 2014.
- ⁸ Alphonse Zozime Tamekamta, *Gouvernance, rébellions armées et déficit sécuritaire en RCA : Comprendre les crises centrafricaines (2003-2013)*, Note d'Analyse du GRIP, 22 février 2013, Bruxelles, p.6.
- ⁹ Voir Vincent Duhem, « Carte pour y voir clair dans le micmac des groupes rebelles de Centrafrique », *Jeune Afrique* du 24/07/2014.
- ¹⁰ Amnesty International, *Central African Republic: Time for Accountability*, July 2014, p.31.
- ¹¹ Voir Didier Niewiadowski, « La République centrafricaine : Le naufrage d'un État, l'agonie d'une nation », texte inédit, 21 janvier 2014.
- ¹² Conférence Épiscopale Centrafricaine, « Reconstituons ensemble notre pays dans la paix ! », *Message des évêques de Centrafrique aux fidèles chrétiens, aux hommes et aux femmes de bonne volonté*, Bangui, le 8 janvier 2014, p.2.
- ¹³ Amnesty International, *Central African Republic: Time for accountability*, p.25.
- ¹⁴ *Idem*, p.17-18.
- ¹⁵ Alexandre-Ferdinand N'Guendet a été Chef de l'État de transition par intérim seulement pendant 13 jours, du 10 au 23 janvier 2014.
- ¹⁶ Catherine Samba-Panza est Chef de l'État de transition depuis le 23 janvier 2014.
- ¹⁷ Entretien d'ICG avec le président François Bozizé à Bangui le 19 juin 2008. Voir citation dans ICG, « République centrafricaine : débloquent le dialogue politique inclusif », *Briefing Afrique*, n° 55, 9 décembre 2008, p.3.
- ¹⁸ Il y a plus d'une cinquantaine de partis politiques en RCA.
- ¹⁹ Voir en particulier l'article 6 de l'APG.
- ²⁰ Kalidou Diallo, « République Centrafricaine 2014 », in BaFD, OCDE, PNUD, *Perspectives Économiques en Afrique 2014*, p.3.
- ²¹ ICG, « Centrafrique : l'intervention de la dernière chance », *Briefing Afrique*, n° 96, 2 décembre 2013, p.3.
- ²² PNUD, *République centrafricaine Cadre d'accélération des OMD : Un engagement en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition*, PNUD, octobre 2012, p.10.
- ²³ Voir Didier Niewiadowski, *op.cit.*, p.6.
- ²⁴ *Idem*, p.8.
- ²⁵ Il s'agit du code international de certification des diamants.
- ²⁶ Eve Malonga, « Centrafrique : Un mois de salaire pour les fonctionnaires », *La Nouvelle Centrafrique*, 11 mars 2014.
- ²⁷ CIA, « Central African Republic », *The World Factbook*, 2014.
- ²⁸ Didier Niewiadowski, *op.cit.*, p.16.
- ²⁹ Dismas Nsengiyaremyel et Albert-Enéas Gakusi, « L'environnement politique pour la prévention et la résolution des conflits : la région des pays des Grands Lacs », in Hélène Grandvoinet et Hartmut Schneider (éd.), *La gestion des conflits en Afrique : un défi permanent*, Les Éditions de l'OCDE, Paris, 1998, p.65-71.
- ³⁰ Gorée Institute (éd.), *Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest*, Ile de Gorée, Éd. Gorée Institute, 2012, p.13.
- ³¹ Nadia Ahmadou et Paul-Simon Handy, « Central African Republic : Elections on the horizon ? », *African Security Review*, vol.19, n° 1, March 2010, p.54.
- ³² Voir Benjamin Roger, « Une cinquantaine de lycéennes nigérianes repérées en Centrafrique ? », *Jeune Afrique*, 9 mai 2014.
- ³³ IRIN, « La contrebande d'armes destinées à Boko Haram menace le Cameroun », Yaoundé, 24 février 2014.
- ³⁴ Massaër Diallo, « Systèmes de conflits en Afrique de l'Ouest : Introduction à une problématique des systèmes de conflits, dans la perspective d'une politique régionale préventive », *Communication du CSAO*, Atelier de la CEDEAO sur les systèmes des conflits et l'évaluation des risques en Afrique de l'Ouest, Conakry (Guinée), 16-18 décembre 2008, p.1.
- ³⁵ Le territoire de l'Oubangui-Chari devenu RCA fut érigé officiellement en colonie par la France le 11 février 1906.
- ³⁶ Patrice Gourdin, « République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié », *Diploweb.com*, 1^{er} octobre 2013 [URL : <http://www.diploweb.com/spip.php?article1116>, consulté le 20 octobre 2013].
- ³⁷ *Ibidem*.
- ³⁸ En décembre 2012, le président français François Hollande s'était référé à cet accord pour justifier son refus d'intervenir militairement pour sauver de nouveau le régime de Bozizé.
- ³⁹ ICG, « La République centrafricaine : Anatomie d'un État fantôme », p.16.
- ⁴⁰ Voir Michel Luntumbue et Simon Massock, « Afrique centrale : risques et envers de la Pax Tchadiana », *Note d'analyse du GRIP*, Bruxelles, 27 février 2014.
- ⁴¹ Voir la Résolution du Conseil de Sécurité 2149 (2014) du 10 avril 2014, référence : S/RES/2149 (2014).

PAROLES DE CONFLITS

Documentaire écrit et réalisé par Raphaël Beaugrand

Produit par Fatcatfilms - 2013

Entre Srebrenica et Hiroshima, deux villes tristement connues pour l'atrocité des conséquences de la guerre, Raphaël Beaugrand a tracé une route en ligne droite. Il a suivi, vers l'Est, obstinément, le 39^e parallèle. Pendant un an, seul et à vélo, il a roulé le long de cet axe à travers des pays encore secoués par le conflit ou ses relents : la Bosnie-Herzégovine, la Moldavie, l'Ukraine, la Georgie, l'Azerbaïdjan, la Chine (province du Xinjiang), la Corée du Sud et le Japon.

L'intrusion d'un homme à vélo, d'un Français naïf, dans des lieux où la guerre, le conflit sanglant, l'affrontement interethnique, ont fait rage, il y a quelques mois, quelques années. Où les gens en sont encore meurtris, mais ont su faire renaître l'espoir. Même si l'avenir, souvent, reste incertain ou sombre.

Violences politiques ou militaires, affrontements ethniques, combats armés, répressions violentes : quelle que soit sa nature ou sa temporalité, le conflit touche encore de nombreuses populations. Y compris dans des terres au fond proches de la nôtre, puisque atteignables en vélo, en quelques jours, quelques semaines.

**POUR NOURRIR
NOTRE ENGAGEMENT :
LA PARABOLE DU BAMBOU**

**Extrait du moment
d'intériorité animé
par Renaude Grégoire**

Rester debout.

Malgré le vent et les bourrasques, le bambou ne casse pas, ne se brise pas, il est souple, il sait rebondir.

Ne pas être seul.

Le bambou laisse les autres bambous croître à ses côtés. Mieux, il n'écrase jamais les autres plantes. Cet aspect interpelle notre leadership pour motiver les autres à croître dans une vision et des actions ajustées.

Les nœuds rencontrés.

Dans notre engagement, ces nœuds nous rappellent les obstacles et les défis rencontrés. Il faut alors prendre le temps d'analyser, de se concerter, de se réorienter.

Toujours utile.

Même sec, le bambou est toujours utile. Les bambous secs servent de guides pour la croissance des autres plantes.

Finalement, le bambou pousse très haut, vers la lumière. Restons toujours fixés vers le haut... vers la lumière !

Des racines profondes.

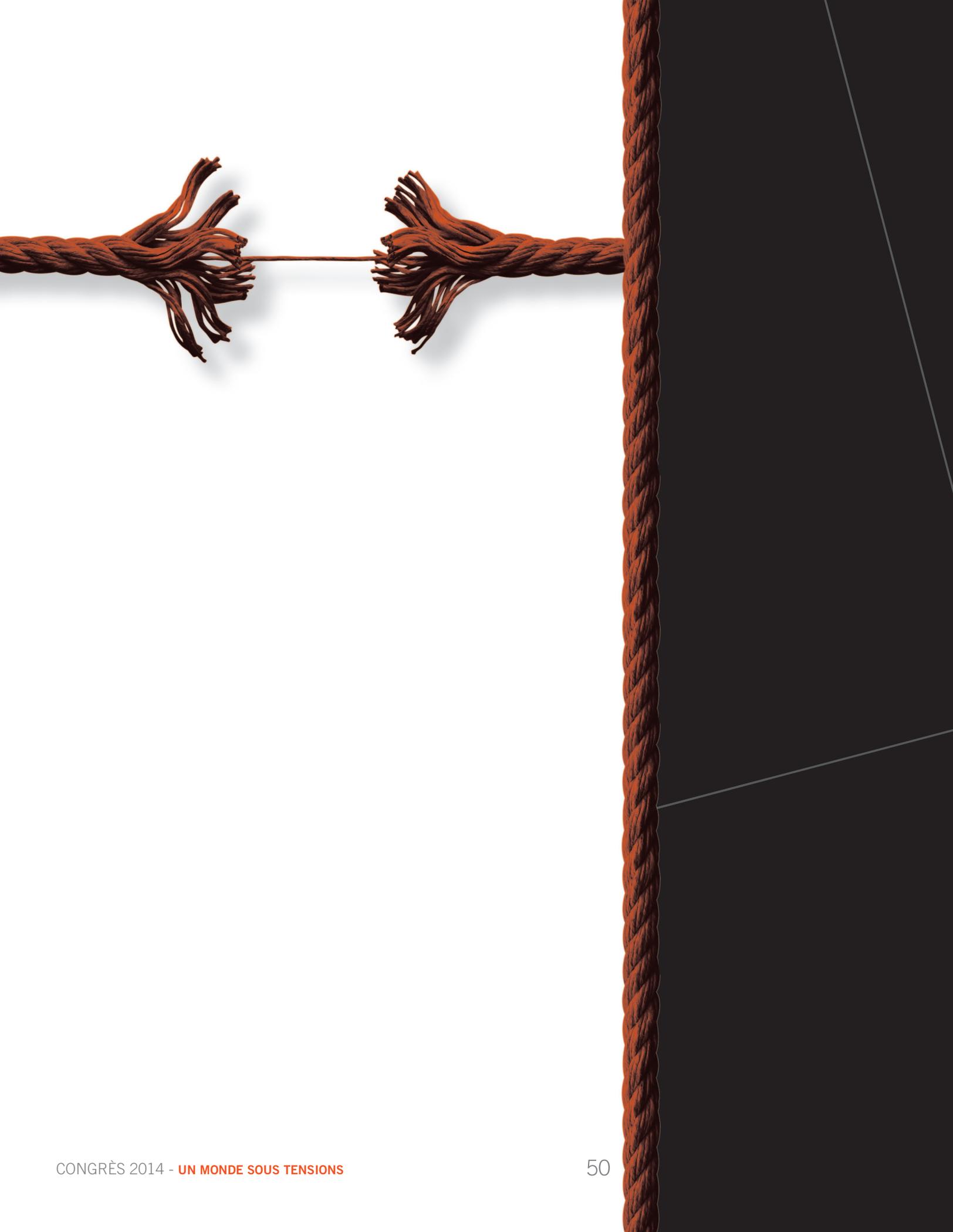
Le bambou est difficile à déraciner. Cet aspect nous rappelle la nécessité d'être bien enraciné dans la recherche de solutions, dans le dialogue, avec passion.

La force du nombre.

Cette croissance de plusieurs bambous permet d'avoir une masse critique. Dans certaines situations, la force du nombre est importante. La force aussi de la concertation avec d'autres pour que l'action puisse porter.

De nouvelles branches.

De nouvelles branches poussent là où se trouvent les nœuds. Créativité, innovation, rayonnement doivent jaillir des moments plus difficiles et des défis.



POUR UNE SPIRITUALITÉ ENGAGÉE EN TEMPS DE GUERRE

POUR UNE SPIRITUALITÉ
ENGAGÉE EN TEMPS
DE GUERRE

Lauren Michelle Lévesque

LAUREN MICHELLE LÉVESQUE est détentrice de diplômes en musique, théologie, sciences religieuses et spiritualité. Sa recherche doctorale s'est intéressée au rôle que joue la musique politiquement engagée afin de ré-imaginer des stratégies spirituelles anti-guerres. Elle a récemment complété une bourse postdoctorale qui lui a permis de participer au projet *Improvisation, communauté et pratiques sociales à l'Université de Guelph*. Ses principaux sujets de recherche concernent le rôle des arts, particulièrement la musique, dans la poursuite d'une paix juste et durable.

Introduction

En premier lieu, je veux remercier Suzanne Loiselle et l'équipe de L'Entraide missionnaire de me donner l'occasion de présenter cette conférence de clôture sur la spiritualité engagée en temps de guerre. Le titre du congrès *Un monde sous tensionS*, comprend une vaste discussion qui comporte des problèmes et des contextes variés. Il évoque dans les esprits des situations contemporaines telles que les conflits en Syrie et en Irak, en Ukraine et à Gaza. Ce sont des événements qui nous interrogent pour des raisons différentes. Je voudrais partager avec vous mes réflexions sur des approches et des questions particulières qui me préoccupent, mais je suis consciente que je ne suis pas la seule à y réfléchir. Au contraire, entourée de vous, mes collègues, je suis portée par l'espoir que nous travaillons ensemble dans la lutte contre la violence et la guerre.

D'abord j'examinerai la question suivante : Dans un monde sous tensions, comment une spiritualité engagée nourrit l'espérance qu'une paix juste et durable est non seulement possible, mais aussi

probable ? Je réfléchirai sur trois thèmes : la créativité et la non-violence, l'union de l'imagination et de l'action dans les spiritualités engagées et le rôle des arts comme source d'inspiration et d'idées perspicaces pour reconcevoir nos approches spirituelles afin d'établir la paix¹.

Ces thèmes orientent mes recherches en général. Premièrement, je suis d'avis que les recherches intellectuelles favorisent un climat créatif important pour contester la violence et la guerre. L'exploration de différents moyens pour remettre en cause ces phénomènes humains nous aidera à développer des capacités pour imaginer et manifester des alternatives dans nos vies personnelles et dans nos communautés. Deuxièmement, je suis convaincue que la créativité, conçue ici comme une tendance qui nous ouvre à l'expérimentation, constitue une base fondamentale pour développer ces capacités. Je traiterai de cette créativité à partir des conceptions de la non-violence entretenue par un des grands inspireurs d'une spiritualité engagée, Mahatma Gandhi.

La créativité et la non-violence : une tendance ouverte à l'expérimentation

Cette définition de la créativité vient de mes lectures sur la non-violence telle que pratiquée par Mahatma Gandhi. Dans son autobiographie, Gandhi décrit ces engagements à la non-violence comme des « expériences avec la vérité »². Ces expériences ont soutenu ses engagements en politique, selon une méthode qu'il a nommée, *Satyagraha*³.

La Satyagraha est basée sur la notion de la vérité/Vérité telle que conçue par Gandhi⁴. Il explique que *Satya* vient du mot sanscrit *Sat* pour « étant » ou de façon plus explicite : « En réalité, rien n'est ou n'existe vraiment que la Vérité. C'est pourquoi Sat ou Vérité est peut-être le nom le plus signifiant pour désigner Dieu. En effet, il est plus juste de dire que la Vérité est Dieu que de dire Dieu est la Vérité »⁵. Gandhi précise : « Et lorsque tu découvres la Vérité comme étant Dieu, le seul sens incontournable est l'amour, c'est-à-dire la non-violence, et puisque je crois qu'ultimement le moyen et l'objectif sont interchangeable, je n'hésiterais pas à dire que Dieu est Amour »⁶. Dans les récits de Gandhi, Satyagraha exprime aussi « la puissance de la Vérité », ou « la puissance de l'esprit », ou « la puissance de l'amour »⁷.

Je développe ces notions de Satyagraha pour des raisons précises. Premièrement, l'idée de « puissance de la vérité » souligne le lien qui existe entre les moyens et les objectifs. Comprenons bien : les moyens que les individus et les communautés cherchent à utiliser pour établir une paix juste et durable coïncident avec les fins poursuivies. Ce qui laisse entendre que Satyagraha est formée d'une réalité d'une part et d'un besoin d'action d'autre part. La deuxième partie du mot Sanscrit, *graha*, se traduit par « persistance »⁸. Or, ceux qui pratiquent cette méthode du Satyagraha sont reconnus comme des « chercheurs de Vérité »⁹.

Pour ces chercheurs, l'expérimentation englobe leur vie entière. Gandhi écrit : « Pour que la non-violence devienne un credo elle doit être intégrale. Je ne peux être non-violent dans une de mes activités et violent dans d'autres. Ce serait alors une politique, non pas une force de vie »¹⁰. De plus, il poursuit : « Satyagraha exclut l'utilisation de la violence sous quelque forme que ce soit,

en pensée, parole ou action»¹¹. C'est donc dire que la Satyagraha peut supplanter la violence seulement quand elle est pratiquée comme une méthode et un mode de vie. Autrement dit, Gandhi considère la non-violence comme une pratique continue et intégrale comprenant certaines vérités. Une de ces grandes vérités, c'est l'affirmation qu'un monde plus juste et pacifique ne peut pas résulter de la violence.

Ainsi, en utilisant cette idée de Gandhi comme point de départ, je suggère qu'une spiritualité engagée exige une approche créative, dynamique et intégrale au quotidien. D'où deux éléments importants pour poursuivre la réalisation d'une paix juste et durable : la capacité d'imaginer et de bâtir des alternatives. Encore faut-il que ces alternatives soient soutenues par des moyens et des objectifs qui doivent être nécessairement interreliés. Nous ne pouvons pas établir la paix avec des moyens forgés par la violence et la guerre. Par conséquent, il s'agit de trancher la question : Qu'est-ce qui constitue une spiritualité engagée ?

Définition d'une spiritualité engagée

On peut définir la spiritualité de plusieurs manières. Par exemple, la chercheuse de spiritualités historiques et contemporaines, Ursula King, décrit la spiritualité comme un trajet qui doit être « exploré et essayé » et comme « un processus de croissance et de transformation »¹². Décrire ainsi la spiritualité, c'est important parce que ces métaphores suggèrent qu'il existe un lien entre nos pensées et nos actions. Pour King, cette connexion est essentielle pour la prospérité et le développement positif de tous les êtres humains et de la planète¹³.

De façon semblable, Gregory Stanczak utilise le mot « spiritualité engagée » dans son étude sociologique sur des spiritualités motivées par des engagements sociaux et politiques aux États-Unis¹⁴. Les militants et militantes que Stanczak a interviewés représentaient non seulement des traditions spirituelles différentes, mais aussi des rôles variés dans leurs communautés. Ces individus travaillent comme bénévoles, coordonnent des fondations religieuses locales, supportent des actions pour les sans-abris. Dans ces rôles variés, ils et elles confrontent de nombreux problèmes : la pauvreté, l'injustice sociale, et la violence. Pour représenter cette diversité de rôles et de problèmes, Stanczak définit une spiritualité engagée comme une combinaison d'éléments, c'est-à-dire « une spiritualité mystique conjuguée à une spiritualité des rues »¹⁵.

Dans ces entrevues, Stanczak a identifié un thème commun qui souligne l'importance de cette définition d'une spiritualité engagée, car elle agit en symbiose, dans les esprits et dans l'action. Ce thème, il le définit comme la croyance dans l'ubiquité de la spiritualité au cœur des expériences et des actions de tous les jours¹⁶. Il ajoute :

Ce qui est évident, d'après ces histoires, c'est que la spiritualité englobe tout : le mondain, l'intime, le légendaire et l'imprévu. La spiritualité engagée assure la reconnaissance de cette connexion comme étant non seulement interne ou liée au salut mais aussi externe au fonctionnement de la société. Elle n'est ni exclusivement privée ou publique, ni sacrée ou profane. La spiritualité dans la vie privée et les actions de ces personnes interviewées se trouve dans leurs luttes et leurs services ; c'est l'énergie du changement¹⁷.

La conception de la spiritualité comme l'énergie omniprésente dans le changement donne à penser que les maisons, les centres communautaires et les rues sont des espaces notoires pour imaginer et manifester les transformations sociales, politiques, et spirituelles. Ces transformations sont des dimensions importantes de nos vies quotidiennes. Elles ne sont pas confinées aux églises, mosquées, temples, ou encore dans les sanghas.

Je vous présente quelques exemples. Le mandat du Network of Spiritual Progressives fondé par Rabbi Michael Lerner, sister Joan Chittister et Cornel West aux États-Unis en 2005 stipulent que la spiritualité est « personnelle mais non pas une affaire privée; il s'agit de la manière dont nous nous traitons les uns les autres et comment nous vivons nos vies »¹⁸. Les membres de l'organisation viennent de différentes philosophies et traditions spirituelles, incluant l'athéisme et l'humanisme. Ils partagent une même mission : faire advenir un monde plus juste, écologique et pacifique. Le site web de l'organisation où on peut lire des articles sur le rôle de la non-violence dans des contextes globaux montre bien que leur engagement est mondial¹⁹.

Thich Nhat Hanh, un moine Bouddhiste, partage cette mission²⁰. Il a inventé l'expression « le Bouddhisme engagé » pour parler d'une spiritualité qui, de façon explicite, allie intimement des principes de sagesse et de compassion avec des actions concrètes pour la transformation sociale et politique²¹. Au début, le terme décrivait l'activisme d'un groupe de moines, sœurs et laïcs bouddhistes qui s'opposaient à la violence perpétrée pendant la guerre du Viet Nam²². Aujourd'hui octogénaire, Nhat Hanh continue à promouvoir les transformations sociales non-violentes par l'entremise de ses écrits, retraites et allocutions²³. Il écrit :

Pour éviter la guerre, pour prévenir une période de crise, nous devons commencer maintenant. Lorsqu'une guerre ou une crise a commencé, il est déjà trop tard. Si nous et nos enfants exerçons l'ahimsa [la non-violence] quotidiennement dans nos vies, si nous apprenons comment semer les graines de la paix et de la réconciliation dans nos propres cœurs et nos esprits, nous commençons à établir une paix réelle et, de cette façon, nous pourrions être en mesure d'empêcher la prochaine guerre²⁴.

Dans le christianisme, les termes engagement, libération et résistance sont souvent utilisés pour décrire une spiritualité consacrée à prévoir et mettre en œuvre l'action sociale et politique non-violente. Par exemple, Joseph Nangle a écrit un livre intitulé *Engaged Spirituality: Faith Life in the Heart of the Empire*. Il affirme que ses écrits sont influencés par sa rencontre avec la théologie de la libération qu'il a vécue pendant quinze ans en Amérique latine²⁵. La théologie de la libération peut être comprise comme « une façon de penser Dieu dans notre monde contemporain du point de vue de ceux qui sont privés des avantages de l'économie mondiale actuelle »²⁶. Bien qu'elles trouvent leur origine dans les expériences de l'oppression, de la pauvreté et de la résistance en Amérique latine, plusieurs théologies ont vu le jour sous l'appellation de « théologie de la libération » aux États-Unis et partout dans le monde²⁷.

Une voix contemporaine de cette spiritualité de la libération est Mary Grey. Dans une de ses recherches, elle explore les façons qu'une spiritualité libératrice pourrait trouver pour engendrer de nouvelles approches de réconciliation à la suite de la violence²⁸. Elle fut incitée à approfondir





le sujet après son passage au Rwanda face aux questions troublantes concernant le rôle de la spiritualité dans des contextes de violence extrême²⁹. N'est-il pas important de souligner que la spiritualité, comme la musique, est un phénomène humain ambigu. Elle supporte la paix dans certains contextes, mais aussi la violence et la guerre dans d'autres situations.

Même si Grey utilise des termes différents, elle identifie des thèmes similaires à ceux de Stanczak, du Network of Spiritual Progressives et de Nhat Hahn. Décrivant des liens qui existent entre la pensée et l'action, elle soutient que la paix et la réconciliation commencent avec des petits gestes de courage pour contester la violence dans ses multiples manifestations³⁰. Ces gestes démontrent bien le rôle de la spiritualité dans des processus de transformations sociales et politiques non-violentes. Grey suggère que cette contribution fait partie de « l'œuvre sacrée » confiée à tous les chrétiens³¹.

La vision et l'action dans la spiritualité engagée

Les définitions et les explications présentées démontrent que la spiritualité engagée peut être conçue comme une dimension importante de la vie quotidienne. De plus, cette spiritualité compte des philosophies et des traditions diverses. Finalement, ces notions et les commentaires qui les soutiennent proposent que des petits actes de courage et de compassion de la part d'individus et de communautés peuvent déclencher de grands processus de transformation sociale, politique et spirituelle. Dans mes recherches sur l'activisme spirituel dans « la guerre contre le terrorisme » aux États-Unis, j'ai examiné deux capacités qui supportaient souvent ces petits actes courageux et de compassion : la capacité de reconcevoir et de créer des alternatives contre la violence.

La capacité d'imaginer des alternatives est fréquemment le point de départ de nos convictions qu'un autre monde, un monde de justice et de paix, est possible³². Ces convictions sont des sols fertiles où la créativité et la non-violence peuvent s'enraciner. À partir de cet enracinement, des individus et des communautés sont encouragés à réfléchir sur la violence et la guerre comme méthodes pour réaliser ce nouveau monde³³. Réfléchir différemment sur ces méthodes produit un espace pour envisager des solutions qui ne semblaient pas plausibles auparavant³⁴. En utilisant l'imagination, nous avons accès à la notion que les réalités que nous vivons ne sont pas inévitables et que les problèmes qui nous confrontent ne sont pas impossibles à résoudre³⁵.

Cette assurance – que nous avons des options – donne vie à des mobilisations diverses pour la paix. Parlant du lien entre les manières de concevoir et les actions qui caractérisent une spiritualité engagée, Jim Wallis déclare : « Nous avons besoin de visions et de rêves ; notre avenir dépend d'une imagination renouvelée »³⁶. Autrement dit, ces visions ne peuvent être réalisées dans nos vies quotidiennes sans des stratégies concrètes. Wallis décrit ces stratégies comme la capacité de reconstruire après la souffrance et l'exil³⁷. Cette reconstruction exige que nous transportions nos spiritualités dans les rues³⁸.



De la même façon, la théologienne Dorothée Söelle établit des liens explicites entre l'activisme et le mysticisme. Elle écrit : *Lorsqu'il s'agit de la conscience mystique, il est essentiel que ce qui se vit à l'intérieur se manifeste à l'extérieur pour être visible. Un rêve souhaite être raconté, la « lumière intérieure » veut briller, la vision doit être partagée*³⁹. Söelle propose que les petits gestes de résistance soient aussi importants que les gestes des grands dirigeants de mouvement pour transformer la vision spirituelle en action sociale et politique concrète. Elle explique :

*Si petit que nous jugions notre pouvoir, il est certainement plus grand que nous le présumons ou sommes prêts à le concéder. Apprendre à croire en ce quelque chose que nous envisageons, au plan divin – même vaguement ! – à savoir que la puissance de la vie signifie aussi de ne pas donner le dernier mot à notre propre évaluation concernant le succès ou l'échec. La soumission à l'idole de la violence commence avec l'intuition vraisemblablement raisonnable que nous accomplissons peu avec notre propre puissance ; nous sommes des zéros incapables même de colère et d'indignation. Mais en vérité nous sommes capables « de ce qui de Dieu », comme le prétendent les Quakers, dort aussi en nous et attend de devenir libre et visible*⁴⁰.

Je donne deux autres exemples où des citoyens ont utilisé leurs façons de voir et leurs actions pour poursuivre une paix juste et durable. Ces visions et ces actions représentent le pouvoir et la profondeur des petits gestes de courage, de compassion et de résistance. Supportés par des croyances et des principes spirituels, ces gestes démontrent la créativité, le dynamisme, et l'intégralité quotidienne qui caractérisent une spiritualité engagée en temps de guerre. La décision même d'imaginer et de participer à la guerre, peu importe le rôle qu'on joue, est importante. Nous ne pouvons pas prévoir l'impact de ces décisions.

Au camp de paix Greenham, établi au sud de l'Angleterre de 1981 à 2000, la spiritualité engagée constituait une dimension intégrale de la vision et de l'action pour un monde sans armes nucléaires⁴¹. Le camp était une réaction contre la peur et la menace de ces armes⁴². Des missiles nucléaires qui pouvaient produire une explosion seize fois plus intense qu'à Hiroshima étaient stockés à la base militaire de Greenham Common⁴³. La spiritualité des membres du camp de paix n'était pas uniforme⁴⁴. Les membres s'inspiraient de leurs traditions chrétiennes, écologiques et féministes. Même si ces traditions émergent de sources différentes, ces spiritualités engagées ont inspiré les visions et les actions individuelles et collectives dans le camp. Ce qui comprenait les rituels, les chansons, et les colombes attachées aux barrières de sécurité représentaient la croyance que la paix était possible et probable⁴⁵.

Le mouvement Ploughshares est un autre exemple où les visions et les actions spirituelles supportent des mobilisations de paix. Les membres de ce mouvement international agissent de façon radicale et non-violente contre des armes de destruction massive⁴⁶. Ces activistes imaginent des alternatives fondées sur la directive biblique de « transformer les épées en socs de charrue » (Mica 4:3)⁴⁷. En 2003, à partir de cette directive, cinq militants, connus comme les « Pitstop Ploughshares », ont pénétré par effraction dans un hangar à la base aérienne de Shannon en Irlande⁴⁸. Pour protester contre les plans des États-Unis d'envahir l'Irak dans le cadre de « la guerre contre le terrorisme », ils ont endommagé un avion de transport de la Marine américaine avec des marteaux et une pioche.

Les arts et la musique comme source d'inspiration et de revitalisation

Quand les activistes motivés par une spiritualité engagée imaginent et élaborent des alternatives pour créer une paix juste et durable, ils produisent des espaces similaires créés par les artistes qui, eux aussi, protestent contre la violence et la guerre. Cette comparaison laisse entendre que ces activistes, comme les artistes, entreprennent un processus créatif. Robert Wuthnow affirme que les artistes ont beaucoup à enseigner à leurs publics à propos de la création d'une vie spirituelle satisfaisante⁴⁹. Il explique :

En dernière analyse, l'artiste n'agit pas sur les techniques pour devenir plus créatif dans ses efforts pour aller de l'avant. Il s'agit de la pratique spirituelle qui permet à l'artiste d'incorporer son approche expérimentale à sa quête spirituelle. Créer, se donner une vie spirituelle satisfaisante suppose de prendre la responsabilité de sa relation avec le sacré. Ce qui exige de concentrer son attention, d'apprendre les règles, de maîtriser le métier et de déployer son imagination. C'est aussi un encouragement à affronter la douleur qui découle de relations brisées et de se rendre compte des merveilles qui surgissent de l'amour et de la libération. Dans ces domaines, les artistes ont beaucoup à nous apprendre à tous⁵⁰.

De plus, Wuthnow souligne que l'examen des procédés artistiques nous fait découvrir des pistes pour revitaliser nos conceptions d'une vie spirituelle⁵¹. À mon avis, cette démarche fait voir les façons dont les personnes imaginent et bâtissent une paix juste et durable dans leurs vies quotidiennes.

Cette notion que les arts et la musique sont des sources d'inspiration et de revitalisation, n'est pas neuve⁵². D'autres chercheurs décrivent que souvent les activités et les procédés artistiques aident les gens à reconnaître leurs besoins spirituels et à y répondre⁵³. Pattiann Rogers note que : « le plus raffiné des arts nous révèle ces besoins par les évocations les plus fortes, les plus précises, les plus mordantes, et ce faisant, agrandit et illumine le monde ⁵⁴. »

Les militants et militantes avec qui j'ai discuté considéraient la création d'une paix juste et durable comme un besoin spirituel⁵⁵. Cependant cette paix ne répond pas seulement à un besoin spirituel. Elle est aussi un besoin social et politique qui préoccupe des activistes issus de diverses communautés, dans différents contextes et expériences. Afin d'élargir nos perspectives et nos options pour concevoir et mobiliser nos énergies pour la paix⁵⁶, je propose donc qu'on examine les rêves et les actions d'artistes qui contestent la violence et la guerre.

En évoquant et en élargissant nos perspectives et nos options, nous sommes encouragés à expérimenter, dans l'esprit de Gandhi, la plus grande gamme de sources possibles pour imaginer et établir un monde plus juste et pacifique. C'est en ce sens que je veux traiter de la musique parce que je tiens à souligner l'importance d'approches interdisciplinaires et diversifiées pour nous engager dans un monde sous tensions. À mon avis, nous sommes mieux équipés pour faire face à ces tensions si nos approches sont basées sur des dialogues avec d'autres activistes, citoyens et chercheurs. Le but visé, c'est la mise en commun de toutes nos expériences, tous nos talents et nos rêves pour la réalisation d'une paix juste et durable.



La musique

Parce que je suis moi-même musicienne, il m'apparaît fort vraisemblablement que la musique sert de source d'inspiration et d'idées perspicaces à l'égard de la vision et de l'action possible en ce qui a trait à une spiritualité engagée. Dans ma vie personnelle et professionnelle, je me sers de la musique pour exprimer une vision d'un monde plus juste et pacifique. Cette vision peut être individuelle ou collective selon le contexte où elle est composée et jouée. Pour les besoins de notre discussion — d'après mon expérience — une des dimensions importantes de la musique, c'est le lien explicite qu'elle peut établir entre la vision et l'action. Autrement dit, la musique est une action⁵⁷. Elle n'existe pas sans l'acte de performance⁵⁸.

En temps de guerre, la musique se trouve souvent au cœur des protestations. Tel était le cas dans les protestations américaines au début des années 2000 contre « la guerre au terrorisme ». Par exemple, sur son album 2003 *Everybody Deserves Music*, l'artiste Michael Franti cherchait à faire réfléchir les gens sur leurs réactions vis-à-vis du terrorisme. Il chantait : « Nous pouvons mettre le monde en pièces par des bombardements, mais nous ne pouvons pas forger la paix avec des bombardements »⁵⁹. J'ai souvent vu des sentiments comparables affichés sur des macarons de protestations contre la guerre. Les petits messages colorés de ces insignes — « Fabriquer de l'art, pas la guerre » ou « Livres au lieu des bombes » — font résonner l'idée de base de Franti : répondre à la terreur avec plus de terreur n'est pas une réaction constructive. Il y a d'autres options.

Franti fut inspiré lors d'une réunion pour organiser un spectacle afin de promouvoir la paix à la suite du 11 septembre 2001. À partir du contexte original de ces vers, il a développé sa pensée dans une entrevue avec John Malkin⁶⁰.

Depuis le 11 septembre, notre nation a ressenti beaucoup de douleur, beaucoup de souffrance, beaucoup de haine, beaucoup de frustration, et beaucoup de peur. Les gens se posent des questions au sujet de l'avenir. Quand vous êtes dans un tel état de chaos émotionnel, il est facile de suivre quelqu'un qui dit : « J'ai un moyen pour soulager votre souffrance. Nous allons poursuivre ces personnes qui ont perpétré ces actes terribles et nous allons leur faire subir les conséquences de leurs actes. Et alors vous n'aurez plus de soucis ni de peur. » C'est une perspective très simpliste que l'administration Bush nous a exposée non seulement à nous (les Américains), mais aussi au monde entier⁶¹.

Au lieu de tenir cette perspective pour acquis, Franti demande aux gens de commencer à observer les raisons qui ont entraîné à de telles violences. Autrement dit, il demande d'explorer différents points de vue. Comme sa musique le suggère, répondre au 11 septembre par la violence et la guerre ne semble pas la façon de créer une paix juste et durable. Il dit même : « Faire la guerre en Afghanistan et en Irak n'a pas apporté plus de stabilité »⁶². Il affirme en toute sincérité que chaque balle tirée, chaque bombe projetée, chaque chef de gouvernement et d'organisation renversé, produit un enfant qui grandit convaincu que les solutions militaires sont la seule façon d'établir une paix sur la planète⁶³. Dans son album de 2009, *All Rebel Rockers*, Franti chante :

*Don't ever doubt the power of just one mind
Or the world wide power of just one rhyme
Don't ever doubt the force of the bass line
Or a record gone round to burn the house down⁶⁴.*

Encore une fois, le message est simple mais clair : regarder la situation différemment. La violence n'est pas la seule option.

Aux États-Unis, des musiciens populaires comme Franti se sont fortement opposés à la « guerre contre le terrorisme ». Il existe plusieurs exemples similaires en différents genres de musique y compris la musique country, le hip-hop et la musique folk⁶⁵. Le pouvoir et l'importance de ces exemples servent à stimuler l'imagination et à provoquer les gens à l'action. Tout comme les exemples de spiritualité engagée déjà discutés, la musique en temps de guerre crée des espaces où ceux et celles qui participent sont inspirés par des intuitions perspicaces et des alternatives qui les amènent à s'interroger sur l'utilisation de la peur et la violence. À cet égard, la musique sert aussi de source de perspectives différentes.

Conclusion

Pour conclure, je vous suggère trois aspects à réfléchir à l'égard d'une spiritualité engagée en temps de guerre et la possibilité et probabilité d'une paix juste et durable. En premier lieu, j'avoue que la notion d'une spiritualité engagée en temps de guerre semble avoir une mince pertinence dans nos vies quotidiennes au Canada. Certains et certaines peuvent prétendre que nous vivons en paix ici. Mais une dimension importante d'une spiritualité engagée est de nous rappeler l'origine des liens souvent inconscients qui justifient des réactions violentes à l'égard des problèmes sociaux ou politiques. Je pense précisément aux métaphores de guerre utilisées dans les médias et par les gouvernements à travers le monde : la guerre contre les drogues, la guerre contre la pauvreté et la guerre contre le terrorisme. Quelles sont les sources spirituelles à partir desquelles nous pouvons confronter ces métaphores ?

En deuxième lieu, l'importance mise sur les petits actes ou gestes de courage, de compassion et de résistance qui caractérisent les exemples de spiritualité engagée présentés dans cet exposé nous rappelle que, comme citoyens et citoyennes, nous avons la capacité nécessaire pour générer la transformation sociale, politique et spirituelle. De petites mobilisations dans nos vies quotidiennes sont le point de départ pour initier de plus grands procédés de justice et de paix ici au Canada et en solidarité avec les communautés à travers le monde.

Finalement, les dirigeants de mouvements non-violents tels que Gandhi, Martin Luther King Jr., Aung San Sui Kyi, Desmond Tutu, et Nelson Mandela, sont des êtres humains comme nous. Oui, ils et elles avaient une vision et ont accompli des actions extraordinaires. Ce sont aussi d'autres personnes comme nous qui ont vécu et qui vivent présentement des déceptions et des échecs. La spiritualité engagée, comme la musique en temps de guerre, est une source qui nous offre

des moyens et des occasions pour expérimenter des alternatives afin d'établir une paix juste et durable. En d'autres mots, cette paix s'enracine dans nos vies quotidiennes sous forme de petits gestes. C'est à nous de continuer à poser des gestes semblables si simples soient-ils, en temps de guerre comme en temps de paix et de prospérité. Ensemble soyons créatifs, dynamiques et engagés.

Merci !

Bibliographie

- APOSTOLOS-CAPPADONA, Diane, (dir.), *Art, Creativity, and the Sacred*, New York : Continuum, 2001
- BROWN, Harry, *Hammered by the Irish : How the Pitstop Plowshares disabled a U.S. war-plane – with Ireland's Blessing*, Petrolia, CounterPunch, 2008
- BURTON-CHRISTIE, Douglas, « Poesis », dans *Spiritus* 2, (2) (Automne 2002), p. vii-ix
- CHERNUS, Ira, *American Nonviolence : The History of an Idea*, Maryknoll, Orbis Books, 2004, p. 192-203
- DEER PARK MONASTERY, « Thich Nhat Hanh – Biography of our teacher Thich Nhat Hanh », Deer Park Monastery, « Home », <http://deerparkmonastery.org/about-us/thich-nhat-hanh> (consulté le 23 janvier 2012)
- DE GRUCHY, John W., *Christianity, Art and Transformation : Theological Aesthetics in the Struggle for Justice*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001
- FEIGENBAUM, Anna, « Now I'm a Happy Dyke ! : Creating Collective Identity and Queer Community in Greenham Women's Songs », dans *Journal of Popular Music Studies* 22 (4) (2010), p. 367-388
- FLOYD-THOMAS, Stacey M. et PINN, Anthony B. (dir.), *Liberation Theologies in the United States : An Introduction*, New York, New York University Press, 2010
- FRANTI, Michael, « Power to the Peaceful », dans *Sounds of Freedom : Musicians on Spirituality and Social Change*, John Malkin (dir.), Berkeley, Parallax Press, 2005, p. 17-26
- FRANTI, Michael et Spearhead, « Hey World (Remote Control Version) », dans *All Rebel Rockers*, Digital Release, New York, Boo Boo Wax Under, 2009
- GANDHI, Mohandas K., *Autobiography : The Story of My Experiments with Truth* (traduit par Mahadev Desai), New York, Dover Publications, 1983 (1948)
Non-Violent Resistance (Satyagraha), Mineola, Dover Publications, 2001 (1961)
Non-Violence in Peace and War 1942, vol. 1, New York, Garland Publishing, 1972
Essential Writings, John Dear (dir.), Maryknoll, Orbis Books, 2008
- GAROFALO, Reebee, « Pop Goes to War, 2001-2004 : U.S. Popular Music after 9/11 », dans *Music in the Post-9/11 World*, Jonathan Ritter et J. Martin Daughtry (dir.), New York, Routledge, 2007, p. 3-26
- GREY, Mary, *To Rwanda and Back : Liberation Spirituality and Reconciliation*, Londres, Darton, Longman and Todd, 2007
- GROODY, Daniel, *Globalization, Spirituality and Justice*, Maryknoll, Orbis Books, 2010
- IKEDA, Daisaku, « Our Power of Peace », dans *Hope in a Dark Time : Reflections on Humanity's Future*, David Krieger (dir.), Santa Barbara, Capra Press, 2003, p. 89-94
- JUNOR, Beth, et HOWSE, Katrina *Greenham Women's Peace Camp : A History of Non-violent Resistance, 1984-1995*, Londres, Working Press, 1995
- KING, Sallie B., *Socially Engaged Buddhism*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2009
- KING, Ursula, « Spirituality in a Postmodern Age: Faith and praxis in new contexts », dans *Faith and Praxis in a Postmodern Age*, Ursula King (dir.), Cassell, Londres, 1998, p. 94-112
« One Planet, One Spirit : Search for an Ecologically Balanced Spirituality », dans *Ecotheology* 10 (1) (2005) : p. 66-87
- LÉVESQUE, Lauren Michelle, *Can a Song Save the World ? The Dynamics of Protest Music, Spirituality, and Violence in the Context of the 'War on Terror'*, Thèse doctorale, Université Saint Paul, 2012
- NAGLER, Michael, « Nonviolence was Key to Changes in Egypt, The Network of Spiritual Progressives », <http://www.spiritualprogressives.org/article.php?story=20110215154439309> (consulté le 5 mai 2012)
- NEPSTAD, Sharon Erickson, *Religion and War Resistance in the Plowshares Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008

- NHAT HANH, Thich, *Love in Action: Writings on Nonviolent Social Change*, Berkeley Parallax Press, 1993
 « Ahimsa: The Path of Harmlessness » dans *Buddhist Peacework: Creating Cultures of Peace*, David W. Chappell (dir.), Boston, Wisdom Publications, 1999, p. 155-164
- NANGLE, Joseph, *Engaged Spirituality: Faith Life in the Heart of Empire*, Maryknoll, Orbis Books, 2008
- PALIERI, Rik, « Working in the Trenches: Surviving Conflicts through Folk Music and Tales », dans *Music and Conflict Transformation: Harmonies and Dissonances in Geopolitics*, Olivier Urbain (dir.), Londres, I.B. Tauris, 2008, p. 187-200
- PARACHIN, Janet W., « Educating for an Engaged Spirituality: Dorothy Day and Thich Nhat Hanh as Spiritual Exemplars », dans *Religious Education* 95 (3) (Été 2000), p. 250-268
- QUEEN, Christopher S., « The Peace Wheel: Nonviolent Activism in the Buddhist Tradition », dans *Subverting Hatred: The Challenge of Nonviolence in Religious Traditions*, Daniel L. Smith-Christopher (dir.), Maryknoll, Orbis Books, 2007, p. 14-37
- RODNITSKY, Jerry, « Iraq is Arabic for Vietnam: The Evolution of Protest Songs in Popular Music from Vietnam to Iraq », dans *Homer Simpson Marches on Washington: Dissent through American Popular Culture*, Timothy M. Dale et Joseph J. Foy (dir.), Lexington, The University Press of Kentucky, 2010, p. 203-217
- ROGERS, Pattiann, « Small and Insignificant, Mighty and Glorious », dans *Spiritus* 2 (2) (Automne 2002), p. 143-146
- RYNNE, Terrence J., *Gandhi and Jesus: The Saving Power of Nonviolence*, Maryknoll, Orbis Books, 2008
- SCHREITER, Robert J., « The Catholic Social Imaginary and Peacebuilding: Ritual, Sacrament, and Spirituality », dans *Peacebuilding: Catholic Theology, Ethics, and Praxis*, Robert J. Schreiter, R. Scott Appleby, et Gerard F. Powers (dir.), Maryknoll, Orbis Books, 2010, p. 221-239
- SMALL, Christopher, *Musicking: The Meanings of Performing and Listening*, Middletown, Wesleyan University Press, 1998
- « Prologue: Misunderstanding and Reunderstanding », dans *Music and Solidarity: Questions of Universality, Consciousness, and Connection*, Peace and Policy, vol. 15, New Brunswick, Transaction Publishers, 2011, p. vii-xviii
- SMITH, Jackie, KARIDES, Marina, BECKER, Marc, BRUNELLE, Dorval, CHASE-DUNN, Christopher, de la PORTA, Donatella, ICAZA GARZA, Rosalba, JURIS, Jeffreys S., MOSCA, Lorenzo M, REESE, Ellen, SMITH, Peter et Vázquez, Rolando, *Global Democracy and the World Social Forums*, Boulder, Paradigm Publishers, 2008
- SOELLE, Dorothee, *The Silent Cry: Mysticism and Resistance*, Minneapolis, Fortress Press, 2001
- STANCZAK, Gregory, *Engaged Spirituality: Social Change and American Religion*, New Brunswick, Rutgers University, 2006
- THE NETWORK OF SPIRITUAL PROGRESSIVES, « Our Mission and Vision », The Network of Spiritual Progressives, « About Us », http://spiritualprogressives.org/newsite/?page_id=303 (consulté le 7 décembre 2011)
- WALLIS, Jim, *The Soul of Politics*, New York, The New Press, 1994
- WELCH, Christina, « The Spirituality of, and at, Greenham Common Peace Camp », dans *Feminist Theology* 18 (2) (2010), p. 230-248
- WUTHNOW, Robert, *Creative Spirituality: The Way of the Artist*, Berkeley, University of California Press, 2001
- All in Sync: How Music and Art are Revitalizing American Religion*, Berkeley, University of California Press, 2003

- ¹ Ce récit est tiré de mes études doctorales. Voir Lauren Michelle Levesque, *Can a Song Save the World? The Dynamics of Protest Music, Spirituality, and Violence in the Context of the « War on Terror »*, Thèse doctorale, Université Saint Paul, 2012.
- ² Mohandas K. Gandhi, *Autobiography: The Story of My Experiments with Truth* (traduit par Mahadev Desai), New York, Dover Publications, 1983 (1948), p. viii.
- ³ Gandhi, *The Story of My Experiments with Truth*, p. viii-ix. Voir aussi, Mohandas K. Gandhi, *Essential Writings*, John Dear (dir.), Maryknoll, Orbis Books, 2008, p. 75-77.
- ⁴ Mohandas K. Gandhi, *Non-Violent Resistance (Satyagraha)*, Mineola, Dover Publications, 2001 (1961), p. 38-40.
- ⁵ Gandhi, *Non-Violent Resistance (Satyagraha)*, p. 38-40. « Nothing is or exists in reality except Truth. That is why Sat or Truth is perhaps the most important name for God. In fact it is more correct to say that Truth is God, than to say God is Truth ». [Notre traduction]
- ⁶ Gandhi, *Essential Writings*, p. 73. « And when you find Truth as God, the only inevitable means is love, that is, nonviolence, and since I believe that ultimately the means and the ends are convertible terms, I should not hesitate to say that God is Love ». [Notre traduction]
- ⁷ Gandhi, *Non-Violent Resistance (Satyagraha)*, p. 1, 6.
- ⁸ Terrence J. Rynne, *Gandhi and Jesus: The Saving Power of Nonviolence*, Maryknoll, Orbis Books, 2008, p. 50; Dorothee Söelle, *The Silent Cry: Mysticism and Resistance*, Minneapolis, Fortress Press, 2001, p. 268.
- ⁹ Gandhi, *Non-Violent Resistance (Satyagraha)*, p. 45, 314. « seeker of Truth » [Notre traduction]
- ¹⁰ Mohandas K. Gandhi, *Non-Violence in Peace and War 1942*, vol. 1, New York, Garland Publishing, 1972, p. 110. « Non-violence to be a creed has to be all-pervasive. I cannot be non-violent about one activity of mine and violent about others. That would be a policy, not a life-force ». [Notre traduction]
- ¹¹ Gandhi, *Non-Violent Resistance (Satyagraha)*, p. 56. « Satyagraha excludes the use of violence in any shape or form, whether in thought, speech, or deed ». [Notre traduction]
- ¹² Ursula King, « Spirituality in a Postmodern Age: Faith and praxis in new contexts », dans *Faith and Praxis in a Postmodern Age*, Ursula King (dir.), Cassell, Londres, 1998, p. 108. « To be explored and ventured » « a process of growth and transformation ». [Notre traduction]
- ¹³ Ursula King, « One Planet, One Spirit: Search for an Ecologically Balanced Spirituality », dans *Ecotheology* 10 (1) (2005), p. 70-72.
- ¹⁴ Gregory Stanczak, *Engaged Spirituality: Social Change and American Religion*, New Brunswick, Rutgers University, 2006.
- ¹⁵ Stanczak, *Engaged Spirituality*, p. 6.
- ¹⁶ Stanczak, *Engaged Spirituality*, p. 169.
- ¹⁷ Stanczak, *Engaged Spirituality*, p. 184. « What is clear from these stories is that spirituality is in everything: the mundane, the intimate, the iconic, and the unexpected. Engaged spirituality ensures acknowledgement of this connection as not only internalized or salvation-bound but also externalized in the works of this world. It is neither exclusively private nor public, sacred nor profane. Spirituality in the minds and actions of these interviewees is in struggle and service; it is the energy of change ». [Notre traduction]
- ¹⁸ The Network of Spiritual Progressives, « Our Mission and Vision », « About Us », http://spiritualprogressives.org/newsite/?page_id=303 (consulté le 7 décembre 2011). « personal but not a private matter; it is about how we treat each other and how we live our lives. » [Notre traduction]
- ¹⁹ Michael Nagler, « Nonviolence was Key to Changes in Egypt », The Network of Spiritual Progressive, <http://www.spiritualprogressives.org/article.php?story=20110215154439309> (consulté le 5 mai 2012).
- ²⁰ Ira Chernus, *American Nonviolence: The History of an Idea*, Maryknoll, Orbis Books, 2004, p. 192-203; Janet W. Parachin, « Educating for an Engaged Spirituality: Dorothy Day and Thich Nhat Hanh as Spiritual Exemplars », dans *Religious Education* 95 (3) (Été 2000), p. 250-268.
- ²¹ Sallie B. King, *Socially Engaged Buddhism*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2009, p. 4.
- ²² Christopher S. Queen, « The Peace Wheel: Nonviolent Activism in the Buddhist Tradition », dans *Subverting Hatred: The Challenge of Nonviolence in Religious Traditions*, Daniel L. Smith-Christopher (dir.), Maryknoll, Orbis Books, 2007, p. 28.
- ²³ Voir Thich Nhat Hanh, *Love in Action: Writings on Nonviolent Social Change*, Berkeley Parallax Press, 1993. Deer Park Monastery, « Thich Nhat Hanh – Biography of our teacher Thich Nhat Hanh », Deer Park Monastery, « Home », <http://deerparkmonastery.org/about-us/thich-nhat-hanh> (consulté le 23 janvier 2012).
- ²⁴ Thich Nhat Hanh, « Ahimsa: The Path of Harmlessness », dans *Buddhist Peacework: Creating Cultures of Peace*, David W. Chappell (dir.), Boston, Wisdom Publications, 1999, p. 159. « To prevent war, to prevent crisis, we must begin right now. When war or a crisis has begun, it is already too late. If we and our children practice *ahimsa* in our daily lives, if we learn how to plant seeds of peace and reconciliation in our hearts and minds, we will begin to establish real peace and, in that way, we may be able to prevent the next war ». [Notre traduction]
- ²⁵ Joseph Nangle, *Engaged Spirituality: Faith Life in the Heart of Empire*, Maryknoll, Orbis Books, 2008, p. xiv.
- ²⁶ Daniel Groody, *Globalization, Spirituality and Justice*, Maryknoll, Orbis Books, 2010, p. 183. « is a way to think about God in our contemporary world from the perspective of those left out of the benefits of the current global economy ». [Notre traduction]
- ²⁷ Groody, *Globalization, Spirituality and Justice*, p. 183, 186-189; Voir Stacey M. Floyd-Thomas et Anthony B. Pinn (dir.), *Liberation Theologies in the United States: An Introduction*, New York, New York University Press, 2010.
- ²⁸ Mary Grey, *To Rwanda and Back: Liberation Spirituality and Reconciliation*, Londres, Darton, Longman and Todd, 2007.
- ²⁹ Grey, *To Rwanda and Back: Liberation*, p. ix.
- ³⁰ Grey, *To Rwanda and Back: Liberation*, p. 107.
- ³¹ Grey, *To Rwanda and Back: Liberation*, p. 107.
- ³² En 2001, des milliers de militants se sont réunis pour la première réunion du « World Social Forum » à Porto Alegre, Brésil. Le slogan de la réunion était « Un autre monde est possible ». Pour plus d'informations au sujet des forums globaux et locaux, voir Jackie Smith et al., *Global Democracy and the World Social Forums*, Boulder, Paradigm Publishers, 2008.
- ³³ Robert J. Schreier, « The Catholic Social Imaginary and Peacebuilding: Ritual, Sacrament, and Spirituality », dans *Peacebuilding: Catholic Theology, Ethics, and Praxis*, Robert J. Schreier, R. Scott Appleby, et Gerard F. Powers (dir.), Maryknoll, Orbis Books, 2010, p. 221.
- ³⁴ Daisaku Ikeda, « Our Power of Peace », dans *Hope in a Dark Time: Reflections on Humanity's Future*, David Krieger (dir.), Santa Barbara, Capra Press, 2003, p. 91.
- ³⁵ Ikeda, « Our Power of Peace », p. 91.
- ³⁶ Jim Wallis, *The Soul of Politics*, New York, The New Press, 1994, p. 41-42. « We need visions and dreams; our future depends upon fresh imagination ». [Notre traduction]
- ³⁷ Wallis, *The Soul of Politics*, p. 221-230.
- ³⁸ Wallis, *The Soul of Politics*, p. 226.
- ³⁹ Söelle, *The Silent Cry: Mysticism*, p. 13. « For mystic consciousness, it is essential that everything internal become external and be made visible. A dream wants to be told, the "inner light" wants to shine, the vision has to be shared ». [Notre traduction]
- ⁴⁰ Söelle, *The Silent Cry: Mysticism*, p. 277. « However small we judge our power to be, it is certainly greater than we surmise or are prepared to concede. Learning to believe in that something that we envisage, in the divine – however vaguely! – as the power of life, also means not to give the last word to one's own assessment regarding success or uselessness. Submission to the idol of violence begins with the seemingly reasonable insight that we accomplish little with our own power; we are zeros incapable even of indignation and outrage. But in truth "that of God," as Quakers call it, sleeps also in us and waits to become free and visible ». [Notre traduction]
- ⁴¹ Christina Welch, « The Spirituality of, and at, Greenham Common Peace Camp », dans *Feminist Theology* 18 (2) (2010), p. 230-248.
- ⁴² Pour plus d'informations traitant l'histoire de la non-violence à Greenham Common, voir Beth Junor et Katrina Howse, *Greenham Women's Peace Camp: A History of Non-violent Resistance, 1984-1995*, Londres, Working Press, 1995.
- ⁴³ Welch, « The Spirituality of, and at, Greenham Common », p. 231.

- ⁴⁴Welch, « The Spirituality of, and at, Greenham Common », p. 237.
- ⁴⁵Welch, « The Spirituality of, and at, Greenham Common », p. 237, 238-239, 236. Pour plus d'information au sujet des chansons de Greenham Common, voir Anna Feigenbaum, « Now I'm a Happy Dyke!: Creating Collective Identity and Queer Community in Greenham Women's Songs », dans *Journal of Popular Music Studies* 22 (4) (2010), p. 367-388.
- ⁴⁶Sharon Erickson Nepstad, *Religion and War Resistance in the Plowshares Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- ⁴⁷Nepstad, *Religion and War Resistance*, p. 59-86.
- ⁴⁸Harry Brown, *Hammered by the Iris: How the Pitstop Plowshares disabled a U.S. war-plane – with Ireland's Blessing*, Petrolia, CounterPunch, 2008.
- ⁴⁹Robert Wuthnow, *Creative Spirituality: The Way of the Artist*, Berkeley, University of California Press, 2001.
- ⁵⁰Wuthnow, *Creative Spirituality: The Way*, p. 276. « In the final analysis, the way of the artist is not about techniques for becoming more creative in one's efforts to get ahead. It is about spiritual practice and incorporating the artist's experimental approach into one's spiritual quest. Creating a satisfactory spiritual life involves taking responsibility for one's relationship with the sacred. It requires focusing one's attention, learning the rules, mastering the craft, and deploying the imagination. It encourages us to confront the pain that arises from broken relationships and to register the wonder that comes from thinking about love and redemption. In these matters, artists have much to teach us all ». [Notre traduction]
- ⁵¹Robert Wuthnow, *All in Sync: How Music and Art are Revitalizing American Religion*, Berkeley, University of California Press, 2003.
- ⁵²Pour plus d'information traitant de la relation entre les arts et la spiritualité, voir Diane Apostolos-Cappadona, (dir.), *Art, Creativity, and the Sacred*, New York: Continuum, 2001.
- ⁵³Pattiann Rogers, « Small and Insignificant, Mighty and Glorious », dans *Spiritus 2* (2) (Automne 2002), p. 146.
- ⁵⁴Pattiann Rogers, « Small and Insignificant, Mighty and Glorious », dans *Spiritus 2* (2) (Automne 2002), p. 146.
- ⁵⁵Voir par exemple, John W. De Gruchy, *Christianity, Art and Transformation: Theological Aesthetics in the Struggle for Justice*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- ⁵⁶Douglas Burton-Christie, « Poesis », dans *Spiritus 2*, (2) (Automne 2002), p. vii-ix.
- ⁵⁷Christopher Small, « Prologue: Misunderstanding and Reunderstanding », dans *Music and Solidarity: Questions of Universality, Consciousness, and Connection, Peace and Policy*, vol. 15, New Brunswick, Transaction Publishers, 2011, p. x.
- ⁵⁸Christopher Small, *Musicking: The Meanings of Performing and Listening*, Middletown, Wesleyan University Press, 1998, p. 164.
- ⁵⁹Michael Franti, cité dans John Malkin, « Power to the Peaceful » dans *Sounds of Freedom: Musicians on Spirituality and Social Change*, Berkeley, Parallax Press, 2005, p. 19. « We can bomb the world to pieces, but we can't bomb it into peace ». [Notre traduction]
- ⁶⁰Franti, cité dans John Malkin, « Power to the Peaceful », p. 17-25.
- ⁶¹Franti, cité dans John Malkin, « Power to the Peaceful », p. 20. « Ever since September 11, our nation has been feeling a lot of pain, a lot of hurt, a lot of anger, a lot of frustration, and a lot of fear. People are questioning the future. When you are in that much of a state of emotional chaos, it is easy to follow somebody who says, 'I have a way for you to ease your pain. We are going after these people who did this horrible thing and we are going to take them out. Then you won't have to think or worry or fear it anymore.' That's a very simplistic view that the Bush administration has put out not only to us, but to the rest of the world ». [Notre traduction]
- ⁶²Franti, cité dans John Malkin, « Power to the Peaceful », p. 20. « Creating more war-torn areas in Afghanistan and Iraq has not brought us more peace and stability ». [Notre traduction]
- ⁶³Franti, cité dans John Malkin, « Power to the Peaceful », p. 20.
- ⁶⁴Michael Franti et Spearhead, « Hey World (Remote Control Version) », dans *All Rebel Rockers*, Digital Release, New York, Boo Boo Wax Under, 2009.
- ⁶⁵Voir Reebee Garofalo, « Pop Goes to War, 2001-2004: U.S. Popular Music after 9/11 » dans *Music in the Post-9/11 World*, Jonathan Ritter et J. Martin Daughtry (dir.), New York, Routledge, 2007, p. 3-26; Rik Palieri, « Working in the Trenches: Surviving Conflicts through Folk Music and Tales », dans *Music and Conflict*

Transformation: Harmonies and Dissonances in Geopolitics, Olivier Urbain (dir.), Londres, I.B. Tauris, 2008, p. 187-200; Jerry Rodnitsky, « Iraq is Arabic for Vietnam: The Evolution of Protest Songs in Popular Music from Vietnam to Iraq », dans *Homer Simpson Marches on Washington: Dissent through American Popular Culture*, Timothy M. Dale et Joseph J. Foy (dir.), Lexington, The University Press of Kentucky, 2010, p. 203-217.

BIBLIOGRAPHIE

Un monde sous tensions

- ACHCAR, Gilbert, *Le peuple veut*, Sindbad-Actes Sud, coll. « L'Actuel », 2013, 432 pages
- ALLAL, Amin, Pierret, Thomas, sous la direction de, *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Armand Colin, Paris 2013, 320 pages
- BRAECKMAN, Colette, *L'homme qui répare les femmes*, André Versaille Éditeur, Bruxelles, 2012, 156 pages
- CAGNAT, René, *Du djihad aux larmes d'Allah, Afghanistan, Les sept piliers de la bêtise*, Éditions du Rocher, Paris, 2012, 145 pages
- CETRI, *(Re-)construire les États, nouvelle frontière de l'ingérence*, Alternatives Sud, volume 19-2012/1
- CETRI, *Le « printemps arabe » : un premier bilan*, Alternatives Sud, volume 19-2012/2
- DAVIAU, Pierrette, sous la direction de, *Femmes artisanes de paix, des profils à découvrir*, Médiaspaul, 2013, 285 pages
- GIRAUDO, Alessandro, *Le nerf de la guerre. La longue histoire des liaisons dangereuses entre argent et guerre*, Éd. Pierre de Taillac, Villers-sur-Mer, 2013, 440 pages
- JOXE, Alain, *Les guerres de l'empire global. Spéculations financières, guerres robotiques, résistance démocratique*, Paris, La Découverte, 2013
- KHALIDI, Walid, *Nakba, 1947 – 1948*, Sinbad – Actes Sud, Arles, 2012, 264 pages
- MORESCHI, Alejandra Aquino, *Des luttes indiennes au rêve américain. Migrations de jeunes zapatistes aux États-Unis*, Presses universitaires de Rennes, 2014, 208 pages
- MOUTTET, Jean-Baptiste, PACOUREL, Julie, *La grande revanche, Les Amérindiens à la reconquête de leur destin*, Autrement, Paris, 2013, 143 pages
- PINÇON, Michel, PINÇON-CHARLOT, Monique, *La violence des riches, Chronique d'une immense casse sociale*, Zones, Paris, 2013, 252 pages
- POPE, Hugh, *Rendez-vous avec Al-Qaida*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2012, 422 pages
- REYNTJENS, Filip, *La grande guerre africaine, Instabilité, violence et déclin de l'État en Afrique centrale (1996 - 2006)*, Les belles lettres, Paris, 2012, 367 pages
- RICHLER, Noah, *De la fleur au fusil, le Canada s'en va-t-en guerre*, Leméac, 2013, 386 pages
- ROBERT, Anne-Cécile, *L'Afrique au secours de l'Occident*, Édition de l'Atelier, Paris, 2006
- Confessions d'un enfant du siècle mondialisé*, Mille et une nuits, 2006
- ROBERT, Anne-Cécile, Bellon, André, *Un totalitarisme tranquille : La démocratie confisquée*, Syllepse, 2001
- ROBERT, Anne-Cécile, BELLON, André, NICOLET, Claude, *Le Peuple inattendu*, Syllepse, 2003
- ROBERT, Anne-Cécile, SERVANT, Jean-Christophe, *Afriques, années zéro*, éditions l'Atalante, Nantes, 2008
- SCAHILL, Jeremy, *Le nouvel art de la guerre. Dirty Wars*, Montréal, Lux Éditeur, 2014
- TIRMAN, John, *The Death of Others, The Fate of Civilians in America's War*, Oxford University Press, New York, 2012, 416 pages
- TRAORÉ, Aminata Dramane, M'Dela-Mounier, Nathalie, *L'Afrique mutilée*, Taama, Bamako, 2012, 90 pages



Revue

RELATIONS, *Un monde qui vacille*, numéro 770, février 2014

Sites

Africa Files	www.africafiles.org/afinfoserv.asp
African Arguments	africanarguments.org/author/africanargumentseditor/
Collectif Échec à la guerre	www.echecalaguerre.org
Democracy Now!	www.democracynow.org
International Crisis Group	www.crisisgroup.org
Investig'Action	www.michelcollon.info
Pambazuka News	www.pambazuka.org/fr/ (en français, mais aussi en anglais et en portugais)
Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)	www.sipri.org

Ce congrès a été réalisé grâce à l'appui financier des sociétaires
de L'Entraide missionnaire et des organismes suivants :



**Développement
et Paix**



FÉDÉRATION
INTERPROFESSIONNELLE
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC





L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

433, boul. Saint-Joseph Est

Montréal (Québec) H2J 1J6

Tél. : 514-270-6089

Courriel : secretariat@lentraidemissionnaire.org